

UNIVERSITÉ DE PARIS - FACULTÉ DE DROIT

L'IMMUNITÉ RÉELLE

Etude sur la formation de la théorie canonique
de la participation de l'Église aux charges de l'État
et sur son application dans la monarchie française
au XIII^e siècle

THÈSE POUR LE DOCTORAT

(Sciences politiques et économiques)

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE

Le Mardi 20 Juillet 1920, à 4 heures

par

GABRIEL LE BRAS

Membres du Jury { M. E. CHÉNON, président,
M. P. FOURNIER, professeur,
M. E. MEYNIAL, professeur.

RENNES
IMPRIMERIE DE LA PRESSE DE BRETAGNE
31, AVENUE DE LA GARE, 31

1920



Digitized by the Internet Archive
in 2026

UNIVERSITÉ DE PARIS - FACULTÉ DE DROIT

L'IMMUNITÉ RÉELLE

Etude sur la formation de la théorie canonique
de la participation de l'Église aux charges de l'État
et sur son application dans la monarchie française
au XIII^e siècle



THÈSE POUR LE DOCTORAT

(Sciences politiques et économiques)

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE

Le Mardi 20 Juillet 1920, à 4 heures

par

GABRIEL LE BRAS

Membres du Jury { M. E. CHÉNON, président,
M. P. FOURNIER, professeur,
M. E. MEYNIAL, professeur.

Les maîtres dont l'enseignement et les conseils ont facilité notre tâche trouveront ici l'expression de notre gratitude.

Nous devons plus particulièrement de la reconnaissance à M. Chénon, qui, ayant approuvé nos projets, nous a donné avec beaucoup de bienveillance de précieux conseils; à M. P. Fournier, membre de l'Institut, qui a bien voulu présider à son Séminaire les réunions où nous avons exposé en 1914 et en 1920 quelques conclusions sur divers sujets d'ancien droit canonique et dont l'œuvre nous a constamment inspiré; à M. Genestal, dont les leçons de droit canonique (professées à l'Ecole des Hautes-Etudes) nous ont préparé à la composition de cet ouvrage et qui n'a cessé de nous guider avec une grande bonté dans la voie que nous avons choisie.

Parmi les maîtres de la science italienne qui ont favorisé nos recherches, nous tenons à remercier spécialement M. Arrigo Salmi, professeur de droit ecclésiastique à l'Université de Pavie, qui nous a introduit avec une parfaite complaisance, à l'étude de la riche littérature juridique de son pays.

INTRODUCTION

I. — Ce livre est un fragment de l'étude que nous avons entreprise en 1912 sur *l'Histoire de la théorie canonique de l'immunité réelle et de son application à la France, jusqu'au Concile de Trente* — étude dont la guerre a retardé l'achèvement et que les conditions actuelles de la librairie ne nous permettent pas de publier tout entière (1).

Nous aurions pu présenter d'abord un tableau complet de la théorie et remettre à plus tard l'examen de son influence : mais il nous a paru difficile et inopportun de séparer des principes les réalités vivantes. Il était d'autant plus aisé de les réunir, dans un cadre chronologique réduit, que pendant la période où s'élabore le droit canonique classique, les formes de la contribution de l'Eglise de France aux charges publiques se précisent et se fixent : Alexandre III inaugure la lutte méthodique de la papauté contre les exactions séculières vers le temps où Louis VII et Philippe-Auguste font les premières expériences d'un impôt sur

(1) Un second volume, dont tous les éléments sont réunis, paraîtra ultérieurement.

les biens ecclésiastiques; au début du ^{xiv}^e siècle, lorsque s'achève la promulgation des règles canoniques, l'institution des décimes est régularisée.

Les dates que nous avons choisies (1150-1300) marquent donc les moments critiques d'une évolution dans le droit canonique et dans les faits. Nous ne leur accordons pas une autre importance. Si la théorie ne s'organise qu'après la publication du Décret et des Décrétales, si les décimes n'apparaissent qu'au ^{xiii}^e siècle dans les Comptes du Trésor royal, les principes sur lesquels repose l'immunité se sont progressivement formés depuis les origines de l'Eglise; ils remontent au plus ancien droit sacré; et le pape en intervenant dans les rapports financiers entre le clergé et la monarchie française ne fait que donner une forme parfaite à des usages traditionnels. Nous rechercherons donc les assises du privilège, et les origines lointaines des principes fondamentaux de l'immunité. Nous suivrons les événements qui ont provoqué la promulgation des règles canoniques : peut-être ces définitions que l'on regarde bien souvent comme un recueil logiquement conçu d'abstractions dogmatiques nous apparaîtront-elles comme engendrées par des nécessités pressantes, et d'une forme vivante et mouvante malgré l'unité profonde de la pensée qui les inspire. Et par la même enquête historique, nous établirons la part de la coutume et celle des expériences nouvelles de Rome et des Capétiens, dans la détermination des charges de l'Eglise de France au ^{xiii}^e siècle. Ainsi, ayant recherché dans les faits la genèse de la doctrine, nous examinerons son influence dans un royaume pendant la période de sa fixation : ce sera une première vérification de sa valeur pratique, de son efficacité.

II. — Lorsque commença la systématisation du droit canonique, le mot *immunitas* avait reçu dans la pratique plusieurs sens. Le droit romain le réservait à l'exemption d'impôt. Dans les diplômes des rois francs, il désignait l'interdiction faite aux fonctionnaires d'entrer sur le territoire des églises et des monastères. L'idée d'asile, de franchise locale apparaissait exclusivement dans divers textes, notamment dans un canon du Concile de Tribur, recueilli par les auteurs de nombreuses collections (1).

Les compilateurs de décrétales (2) et les canonistes réunirent toutes les dispositions relatives à ces divers privilèges et le mot désigna l'ensemble des libertés de l'Eglise : on y enferma parfois, dans les Sommes, les privilèges de juridiction et jusqu'au droit de l'Eglise de posséder des biens temporels (3).

L'immunité fiscale eût gardé dans ce vaste tableau son originalité, ses contours, si les textes qui la consacraient n'eussent été parfois détournés de leur sens primitif pour servir à la défense de la propriété; si, d'autre part, la confusion ne se fût introduite entre les privilèges de l'Eglise et ceux des clercs.

Le droit romain s'était appliqué à bien distinguer ces deux catégories de privilèges et Justinien avait groupé les textes sous deux titres. De bonne heure les

(1) Conc. Tribur. (895) c. 4, 6, ap. Schannat-Hartzheim, *Concilia Germaniæ*, Cologne 1759 II, 392, s.; Reginon II, 37; Burchard III, 196; Ivo Decr. III, 113, Coll. tr. P. III, 3, 12; Coll. tredec. P. IV, 256; Gratien, C. XVII q. IV c. 7.

(2) Aussi bien les *Quinque Compilationes antiquæ* (ed. Friedberg) que le *Corpus juris canonici*.

(3) Hostiensis, *Summa aurea*, in tit. de *immun.*, Venise, 1537 f° 190 : « ... Sed nec illa immunitas pretermittenda est quod quilibet potest regulariter rem suam ecclesie relinquere... »

canonistes réunirent les privilèges des clercs et ceux de l'Eglise, ce qui s'explique par la décadence des méthodes d'interprétation, aussi bien que par celle du droit public et de l'impôt; par une tendance générale à considérer que l'Eglise se compose essentiellement des clercs (1) et que ceux-ci vivent des dîmes et des prémices, supportent directement les charges imposées à l'Eglise et n'en subissent point d'autre.

Lors même que les canonistes au xv^e siècle s'efforcent de séparer les privilèges des clercs et ceux de l'Eglise, ils se livrent à un exercice logique, sans revenir à la clarté du droit romain (2).

Au xvi^e siècle, les papes et les conciles (3) distinguè-

(1) La personnalité juridique de l'Eglise est complètement perdue de vue par les glossateurs. On considère l'Eglise comme une corporation formée soit par les clercs, soit par tous les fideles. Les privilèges appartiennent à l'ensemble des clercs ou au *locus consecratus*, à l'*ecclesia materialis* cf. Ruffini, *La classificazione delle persone giuridiche in Sinibaldo dei Fieschi (Innocenzo IV)* e in Federico Carlo di Savigny (*Studi giuridici dedicati a F. Schupfer*. Turin 1898, II, 313, ss.).

(2) V. par ex. : Panormitanus, *Sup. primo Decret., de Constitutionibus* in c. 7 (*Ecclesia Sanctæ Mariæ*), Venise 1592, p. 29 avec mention des opinions des canonistes antérieurs, et in c. 1 (*Consuetudines*), de *consuetudine*, n. 3, p. 81. La question du privilège des clercs était exposée sur ces chapitres et aussi sur le c. 16 (*Ex litteris*) X, III, 1, de *vita et honestate clericorum*.

(3) Syn. de Cologne (1536), tit. q, c. 20, Ap. Schannat-Hartzheim, VI, 296 et Mansi, *Ampl. collectio* XXXII, col. 1277. Syn. d'Augsbourg (1567) P. III c. 20; Syn. de Constance (1567) P. II tit. 12 c. 4 dans Schannat, VII, p. 200 et 571. — C'est désormais, la distinction classique. Toutefois, l'immunité réelle et l'immunité personnelle forment un groupe et sont comme les subdivisions d'une catégorie unique.

Sur les rapports entre l'immunité réelle et l'immunité locale cf. J. Groll, *Die Elemente des Kirchlichen Freiungsrechts (Kirchlichen Abhandlungen, 75 u. 76 Heft)*; Stuttgart 1911, notamment p. 162, s. — et Stengel, *Grundherrschaft und Immunität*, *Zeitsch. d. Sav. Stift*, XXV, 1904, 293. 322.

rent : l'immunité personnelle, l'immunité réelle et l'immunité locale. L'immunité réelle, c'est l'exemption des charges publiques dont jouit le patrimoine ecclésiastique. Si le terme est de création récente, il correspond si bien, étymologiquement et juridiquement à son objet que nous l'appliquerons à la liberté fiscale des biens, dès l'instant où elle apparaît dans la législation romaine. Nous n'étudierons que cette immunité, sans négliger ses rapports avec celle des personnes. Bien que toutes deux soient liées dans la doctrine, leur séparation est conforme à la nature des choses. Entre la *capitatio* du clerc, ses obligations envers la curie, les charges de son patrimoine, et d'autre part, la condition des biens ecclésiastiques, la séparation s'opère aisément en raison et dans les lois.

On sait, d'ailleurs, que l'immunité réelle n'a pas cessé d'être revendiquée par l'Eglise. Le *Syllabus* condamne l'opinion qui lui assigne une origine civile (1) : non pas, expliquent les canonistes contemporains, que Dieu l'ait prescrite; mais l'Eglise qu'Il a instituée est une société parfaite, donc exempte de toute juridiction séculière, de toute obéissance aux lois fiscales et seulement soumise aux obligations de la charité (2).

(1) *Syllabus*, 30^e proposition : « *Ecclesiæ et personarum ecclesiasticarum immunitas a jure civili ortum habuit.* » (Litt-apostol. Multiplices inter, 10 junii 1851). Ce texte a été l'objet de vives discussions auxquelles Schulte a pris une grande part cf. Hirschel, *Sind bischöfliche Ordinariate erbfähig?* dans *Archiv für Katholisches Kirchenrecht* 1872, p. 28-33.

(2) F. X. Wernz, *Jus Decretalium*, Rome, 1908, t. III 1, p. 167, ss. V. encore : Devoti, *Institutiones canonicae*, Rome, 1825, I, 2, tit. 20. Giralaldi, *Exp. jur. pontif.* Rome 1829, P. I, sect. 634. Van de Burgt, *de ecclesiis*, p. 161, ss.

III. — La question de l'immunité a été pendant plusieurs siècles traitée à l'occasion de conflits et par des polémistes. La Querelle de la République de Venise avec Paul V (1) et surtout l'affaire du vingtième (1749) (2) ont donné naissance à d'innombrables ouvrages, dont quelques-uns témoignent d'ailleurs d'une vaste érudition.

Rechercher les origines du privilège : tel est leur objet apparent. Mais ils donnent simplement une forme anecdotique à l'exposé d'un principe. Les partisans de la « justice commutative » trouvent dans les écrits des Pères une doctrine de liberté totale qui apparaît aux tenants de la « justice distributive » comme une usurpation recommandée par Odon de Cantorbéry et accomplie par les papes en 1179 et en 1215.

Pour les uns et les autres, il s'agit de retrouver dans la coutume primitive de l'Eglise la confirmation de leur thèse. Ils n'imaginent pas un mouvement continu des idées, mais une tradition apostolique, gardée intacte selon les partisans de l'immunité, ruinée, selon ses adversaires, par une révolution brève. Ces plaidoiries n'ont guère fait avancer la science et les chapitres les

(1) F. Scaduto. **Stato e Chiesa secondo fra Paolo Sarpi e la coscienza pubblica durante l'interdetto di Venezia del 1606 1607**, Florence, 1885. V. notamment p. 3, 128, et p. 153 la bibliographie des ouvrages parus pendant le conflit. V. aussi A. C. Jemolo. **Stato e Chiesa negli scrittori politici italiani del seicento e del settecento**, Turin, 1914.

(2) M. Marion. **Machault d'Arnouville**, thèse, Paris 1891. V. notamment p. 260 et s. Fontanieu a réuni dans dix-sept volumes une partie des écrits publiés alors. Son recueil ne comprend ni la compilation de Joly de Fleury, restée inédite (Bib. Nat. fonds Joly de Fleury, vol. 1648-1659.) — ni l'œuvre de J. de Caulet. **de honore et cultu Dei**, l'une des plus intéressantes au point de vue du droit canonique.

plus solides que les temps modernes nous aient laissés sur l'histoire de l'immunité se trouvent assurément dans *l'Ancienne et Nouvelle Discipline de l'Eglise* du P. Thomassin (1).

IV. — Lorsque la théorie de l'immunité cessa de présenter un intérêt pratique, on ne s'occupa point d'en écrire l'histoire. De nombreux, de savants travaux ont été publiés sur les lois romaines, sur l'immunité franque, sur l'exemption pontificale, sur la propriété ecclésiastique dans le haut Moyen-Age (2) : une vive lumière est ainsi projetée sur les origines du privilège, mais on n'a point spécialement considéré ce problème. Il ne se pose pas d'une manière indépendante avant le XII^e siècle et les études sur la Querelle des Investitures ne contribuent qu'indirectement à l'élucider. Les Décrétales ont été souvent résumées et l'on a discuté leur contenu selon la méthode dogmatique : il reste à les étudier historiquement (3). Les détails et l'évolution de la doctrine n'ont pas encore été exposés.

La contribution de l'Eglise aux dépenses de la Monarchie capétienne, esquissée à grands traits par

(1) L. Thomassin. **Ancienne et Nouvelle Discipline de l'Eglise**. Paris, 1678-1679, 3 vol. in f°.

(2) On trouvera dans notre ch. I la bibliographie de ces travaux.

(3) Au moment où nous achevions notre étude, nous avons pu nous procurer l'ouvrage d'E. Mack. **Die Kirchliche Steuerfreiheit in Deutschland seit der Dekretalengesetzgebung (Kirchenrechtliche Abhandlungen, Heft 88)**, Stuttgart, 1916.

L'auteur a pour but d'étudier les privilèges du clergé dans les pays allemands, et il tient consciencieusement sa promesse. Mais le chapitre relatif à la législation canonique n'est qu'une introduction dogmatique, où il ne se propose point un examen approfondi des décrétales. V. les comptes rendus publiés dans l'**Archiv für Katholisches Kirchenrecht**, 1918, p. 623-626 et dans la **Zeitschrift für Savigny-Stiftung** 1918.

les historiens de l'impôt (1), a été le sujet de solides ouvrages, pour la période postérieure au Contrat de Poissy (2) : il faut chercher dans des monographies, dont beaucoup, d'ailleurs, sont excellentes, les fragments de l'histoire antérieure (3).

En somme, les travaux d'où l'on peut tirer quelques renseignements sont extrêmement nombreux : mais à cause de leur multiplicité, et de leurs contradictions, on s'en tient ordinairement à des vues d'école, à des opinions très générales (souvent héritées de Chauvelin ou de Fra Paolo Sarpi) sur la formation et le contenu de la théorie juridique de l'immunité.

V. — Si la polémique a si profondément troublé l'histoire de l'immunité, c'est que cette théorie était en quelque sorte au centre de la lutte juridique entre les deux pouvoirs. Un examen critique doit jeter un peu de lumière sur les positions de l'Eglise et de l'Etat au Moyen-Age. La méthode polémique a pour résultat de donner aux conflits une importance exceptionnelle. La vie profonde du droit n'intéresse pas les publicistes. Parce qu'ils regardent l'histoire comme une lutte entre deux principes immuables : la théocratie et la royauté

(1) V. aussi l'ouvrage de l'abbé Bourgain, **Etude sur les biens ecclésiastiques avant la Révolution**, Paris 1890.

(2) V. surtout Laferrière. **Le Contrat de Poissy**, thèse, Paris 1905. L. Serbat. **Les Assemblées du clergé de France**, Paris 1906. A. Cans. **La Contribution du clergé de France à l'impôt pendant la seconde moitié du règne de Louis XIV**, thèse, lettres, Paris 1910 et **L'organisation financière du clergé de France à l'époque de Louis XIV**, Paris 1910.

(3) M. Gerbaux, conservateur aux Archives Nationales, a bien voulu nous communiquer sa très intéressante étude sur **les décimes ecclésiastiques au XIII^e siècle** (cf. **Positions des thèses de l'Ecole des Chartes** 1881, p. 23-29). Nous lui exprimons notre gratitude. Plusieurs fois, nous aurons à rapporter ses conclusions.

nationale, l'absolutisme et la liberté, la ruse et la vérité, — ils s'en tiennent aux épisodes : les conciles de Latran, le Différend entre Boniface VIII et Philippe le Bel. On peut se demander si ces événements ont dans l'évolution du droit un rôle décisif. Beaucoup de contemporains répondraient affirmativement. Peut-être avons-nous remplacé l'ancien dogmatisme et sa conception statique de l'histoire par un état d'esprit et des méthodes identiques. Le goût pour les idées très générales et pour les images fortes fait retenir plus volontiers les éclats politiques de la théorie de l'immunité. Ce mot évoque surtout les ambitions de Rome, la complète exonération de l'Eglise. Mieux entendu, il facilitera l'intelligence des rapports entre le pape, le clergé et le roi.

L'histoire du droit public de l'Eglise, obscurcie par des conceptions littéraires sur le Sacerdoce et l'Empire, par des préjugés gallicans ou ultramontains ne pourra être renouvelée que grâce à des études critiques et pratiques sur les questions qui ont mis en rapport les deux puissances (1). Tel est l'intérêt le plus général que présente notre ouvrage.

(1) On sait dans quelles généralités demeurent les théories sur les rapports entre l'Eglise et l'Etat. B. Croce reproche avec raison à Ranke de n'avoir pas pu définir ces deux puissances qu'il considère comme les deux facteurs essentiels de l'histoire : tous les historiens qui l'ont suivi méritent le même reproche. Croce pense qu'ils sont victimes de leur indifférence pour la philosophie (*Critica*, 1919, p. 320). Entre les juristes, la discussion se prolonge sur le point de savoir si l'Eglise et l'Etat doivent être définis empiriquement ou philosophiquement. V. l'article judicieux d'A. Rava. *La separazione della Chiesa dallo Stato e la filosofia* (*Rivista italiana per le scienze giuridiche* 1914, p. 3, ss. Des définitions générales comme celles de Sohm (*Das Verhältniss von Staat und Kirche aus dem Begriff von Staat und Kirche entwickelt*, dans *Zeitschrift für Kirchenrecht* 1873, t. XI, p. 157, ss.) sont évidemment très utiles, mais la nature et les rapports des deux puissances ne nous seront bien connus qu'après un très grand nombre d'observations portant sur les questions d'intérêt commun.

Peut-être y trouvera-t-on, en outre, quelques indications fragmentaires sur la valeur accordée par l'Eglise au droit romain, sur la méthode des canonistes et l'importance qu'ils donnent aux diverses sources dans leurs Sommes, sur les correspondances et les discordances entre le droit et la pratique.

Nous souhaitons que cette monographie brève contribue à élucider quelques-uns de ces problèmes que l'on résout par des formules et à rendre plus vivante l'histoire des rapports de l'Eglise et de l'Etat au Moyen-Age.

CHAPITRE PREMIER

Les origines

des privilèges fiscaux des biens ecclésiastiques
et du principe canonique de l'immunité réelle.

(des premiers temps de l'Eglise au milieu du XII^e siècle)

I. — Plusieurs textes des *Ecritures* définissent les immunités du Sacerdoce d'Israël et l'attitude du Christ devant les Pharisiens et les Hérodiens qui l'interrogeaient sur l'impôt.

La *Genèse* rapporte que Joseph pendant la famine, soumit à Pharaon toutes les terres de l'Egypte, sauf celles des prêtres, que le roi avait dotés et pourvus d'aliments, et qui, seuls, furent exonérés de lourdes redevances (1).

(1) *Genèse*, C. XLVII, v. 20-26. « Ex eo tempore usque in præsentem diem in universa terra Aegypti regibus quinta pars solvitur; et factum est quasi in legem, absque terra sacerdotali, quæ libera ab hac conditione fuit. » V. les remarques de Dillmann sur ce passage (*Die Genesis*, Leipzig, 1886, p. 437). V. aussi *Dictionnaire de Théologie catholique* de Vacant et Mangenot, au mot Pentateuque, t. V, col. 50 et ss. — Procksch, *Die Genesis*, Leipzig, 1913.

Dans sa lettre à Esdras, Artaxexès proclame solennellement les privilèges des ministres du culte (1).

Or, le Christ, a payé le tribut et il l'a justifié. Les récits de St Luc et de St Marc (2) ne mentionnent que son adhésion; mais celui de St Matthieu (3) autorise à penser qu'il ne se considéra point comme obligé par les lois et qu'il ne les observa que pour éviter le scandale, par un miracle.

Enfin, St Paul, dans son *Epître aux Romains* recommande à tous les fidèles d'obéir à leurs supérieurs tem-

(1) Esdras I, c. VII, v. 24. « Vobis quoque notum facimus de universis sacerdotibus, et levitis et cantoribus, et janitoribus, Nathinaïs, et ministris domus Dei hujus, ut vectiga, et tributum et annonis non habeatis potestatem imponendi super eos. » Sur l'origine et le caractère de ce fragment, cf. Torrey. *Ezra Studies*, Chicago, 1910, p. 157, 205, 249. V. aussi Vigouroux, *Manuel biblique*, Paris 1901, t. II, p. 158, s. et *Dictionnaire de théologie catholique*, au mot Esdras, t. II col. 1933, et ss.

(2) Luc, c. XX, v. 20-26. Marc, c. XII, v. 13-17.

(3) Matthieu, c. XXII, c. 15 22. « Quid tibi videtur, Simon? Reges terræ a quibus accipiunt tributum vel censum? A filiis suis an ab alienis? Et ille dixit : ab alienis. Dixit illis Jesus : Ergo liberi sunt filii. Ut autem non scandalizemus eos, vade ad mare et mitte hamum; et eum piscem qui primus ascenderit, tolle : et aperto ore ejus invenies staterem; illud sumens, da eis pro me et te. »

Sur le sens historique de l'épisode cf. P. Lagrange. *Etudes bibliques. Evangile selon St Marc*, Paris 1911, p. 294, s.

La priorité appartiendrait à Marc, selon A. Réville. *Etudes critiques sur l'Evangile selon St Matthieu*, Leide, 1862, p. 134.

Pour l'histoire du droit canonique, la divergence des récits a une importance que ne lui attribuent pas les exégètes, qui n'y aperçoivent que des « variantes légères ». (M. Goguel. *L'évangile de Marc et ses rapports avec ceux de Matthieu et de Luc*, Paris, 1909, p. 222). J. Huby (*Etudes religieuses*, 1919, t. 158, p. 164). Suppose que le dessein de Matthieu est d'exalter Pierre, en relatant un miracle auquel il a été associé.

porels et de remplir notamment leur obligation d'acquitter les impôts (1).

Tels sont les principaux fragments des deux Testaments qui inspirèrent la conduite des chrétiens envers le fisc et qui servirent d'aliment aux controverses et aux doctrines canoniques (2). On y trouve un précepte général, que le Christ a confirmé par son exemple, mais après une observation et dans une forme dont le sens restent mystérieux; d'autre part le témoignage des rois païens qui ont assuré aux prêtres de l'Ancienne Loi et à leur patrimoine la plus entière liberté.

II. — Préoccupés par les problèmes de la philosophie, de la morale et de l'eschatologie, les premiers Pères n'ont point traité avec ampleur la question de l'impôt qui ne touchait ni au dogme ni à la discipline, mais qui avait un intérêt pratique immédiat : elle se rattachait au problème plus général des rapports entre les communautés naissantes et l'Empire dont elles avaient reconnu l'autorité.

L'impôt était à peu près le seul gage de loyalisme que les chrétiens pussent donner (3). Ils l'offrirent d'autant plus volontiers qu'ils professaient l'indifférence à l'égard des biens de ce monde, pour ne s'attacher qu'à

(1) Ep. S^u Pauli ad Romanos, c. 13 : « ... Reddite ergo omnibus debita : cui tributum, tributum; cui vectigal, vectigal... »

Voyez l'interprétation de ce passage dans P. Lagrange, **Etudes bibliques. St Paul. Epître aux Romains**, Paris 1916, p. 310, ss.

(2) D'autres fragments encore (notamment **Levitique**, c. XXVIII, v. 28 et Pierre **Ep.** I, 2, 13) eurent quelque influence.

(3) A. Bigelmair, **Die Beteiligung der Christen am öffentlichen Leben in Vorconstantinischer Zeit**. München 1902, p. 120, ss.

l'espérance et à la conquête du Royaume de Dieu (1); que l'acte du Christ seul les déterminait et qu'ils voulaient, comme lui, éviter le scandale: que les pasteurs ne songeaient à se séparer de la foule par aucun avantage temporel.

Justin vante l'exactitude des chrétiens (2). Les *Constitutions apostoliques*, recommandant l'obéissance à l'empereur, n'insistent que sur les impôts, qu'elles énumèrent avec soin (3). Le chrétien doit à Dieu son âme, son argent à César : Tertullien (4), Origène (5) le proclament. Les textes des *Evangelies* fondent cette doctrine qui, ne séparant point les fidèles et les pasteurs, les fortunes privées et celles des communautés (6), soumet les biens et la personne de tout chrétien, fût-il évêque, au tribut impérial, parce qu'il constitue un signe de sujétion.

Ainsi prit naissance et se fortifia dans l'Eglise le principe de la soumission passive à l'impôt.

(1) J. Weiss, *Das problem der Entstehung des Christentums* (*Archiv für Religionswissenschaft*, sept. 1913, p. 478); B. Allo, *L'Apocalypse et l'époque de la parousie* (*Revue biblique*, 1915, p. 393-455); Cardinal Billot, *La parousie* (*Etudes religieuses*, 1917, p. 545-562, 681-700 et 1918, p. 262-282).

(2) Justin, I, *Apol.* c. XVII ed. Otto, p. 54.

(3) *Constit. apost.* IV, 13; V. encore II, 46; VII, 16. ed. Funk, p. 233, 141, 403.

(4) Tertullien, *de idol.* 15; *de fuga*, 12; *Apol.* 42; *Scorp.*, 14, et Guignebert, *Tertullien, Etude sur ses sentiments à l'égard de l'Empire et de la Société civile*, thèse, Paris 1901.

(5) Origène in *Cap. 13 Ep. S^u Pauli ad Rom.*

(6) Les théories sur la forme de cette propriété collective ont été exposées en dernier lieu par A. Manaresi, *L'impero romano e il cristianesimo*, Turin 1914, p. 330-335.

III. — Les édits de pacification, la reconnaissance par l'Etat et le développement du patrimoine de l'Eglise et de son sacerdoce posent un problème nouveau en ce qui concerne la hiérarchie et les biens destinés au culte (1).

C'est un fait très général dans le monde antique que les ministres (2) et les édifices consacrés (3) des cultes officiels jouissent d'une condition privilégiée. Il y a donc une tradition favorable à l'immunité des personnes et à celle des sanctuaires. Mais la question de l'immunité réelle ne put être agitée dans des sociétés où l'entretien du culte incombait à l'Etat, qui réglait librement l'administration des domaines affectés à ce service (4).

(1) Les établissements religieux ont désormais une personnalité juridique, sont capables de posséder. Cf. E. Chénon, **Les Conséquences juridiques de l'édit de Milan (313)**. *Nouv. Revue hist. de dr. fr. et étr.*, 1914-15, p. 258-262. Guq, **Manuel des Institutions juridiques des Romains**, Paris, 1917, p. 116.

(2) A Rome, les prêtres sont exempts du tribut de guerre comme du service. T. Live XXXIII. 42, 2 a. 196. Sur l'interprétation de ce texte, E. Pais. **Ricerche sulla storia e sul diritto pubblico di Roma**, Rome 1915, p. I, p. 288. Nous pensons avec Pais que l'on profita des prestations volontaires que firent sénateurs, chevaliers et plebei (T. Live XXVI, 36) pour tenter d'assujettir les prêtres, qui ne purent résister qu'en invoquant la coutume. En 43, lorsque les triumviri voulurent imposer les riches, ils mentionnèrent expressément les prêtres, à côté des étrangers et des liberti. E. Pais, **Storia di Roma**, Turin 1899, I, 2, p. 627. Sur l'immunité des prêtres à Rome, v. les nombreux textes cités par Marquardt, **Le Culte chez les Romains**, p. 268, n. 5. Dans les colonies : **Lex Coloniae genitivæ Juliae**, art. LXVI (Girard, **Textes**, p. 92) et l'étude de Ch. Giraud, **Les nouveaux bronzes d'Ozuma**, Paris, 1877, p. 45. Pour les druides : Cesar, **Comm.**, VI, 13.

(3) Girard, **Manuel élémentaire de droit romain**, 6^e éd., Paris 1918, p. 248.

(4) Pour Rome, cf. Mommsen, **Droit public romain (Man. des Antiq.**, t. III, p. 68 et ss. Les dotations religieuses restent la propriété du peuple, les immeubles sont affermés par les magistrats. — Pour l'Egypte, v. les études de A. Moret sur les décrets de Koptos (C. R. de l'Académie des Inscriptions, 1916, p. 140-148, 318-333, 378-386).

L'Eglise, par contre, est un ensemble de communautés indépendantes de l'Etat, capables de posséder et dont le patrimoine est constitué par des biens qui ont une origine pieuse et une destination mystique(1). Il s'agit de savoir quels droits elle reconnaitra au fisc sur ces biens et comment celui-ci règlera leur contribution : pourra-t-il prélever une part des revenus, par un acte d'autorité souveraine? La question se présentera nécessairement dans toutes les sociétés où régnera le catholicisme. C'est en étudiant d'une part les solutions légales qui ont été successivement données, d'autre part les théories et les adaptations de l'Eglise dans l'Empire romain, dans la monarchie franque, et dans le monde féodal que nous pourrons suivre le développement historique et juridique de l'immunité réelle.

(1) Sur le développement de ce patrimoine et l'évolution juridique au terme de laquelle les églises sont devenues propriétaires cf. E. Lesne, **Histoire de la propriété ecclésiastique en France. Epoque romaine et mérovingienne**, Paris et Lille 1910 (ch. I); sur les transformations qui suivirent les invasions barbares : Stutz, **Geschichte des Kirchlichen Benefizialwesens, von seinen Anfängen bis auf die Zeit Alexanders III**, Berlin 1895; P. Fournier, **La propriété des églises dans les premiers siècles du Moyen-Age** (Nouvelle Revue historique de droit français et étranger, 1897, p. 486). Nous considérons comme décisives les conclusions de ce dernier article.

IV. — Dans l'Empire romain, les clercs obtinrent, peu de temps après l'édit de Milan, toutes les faveurs dont jouissaient les prêtres païens : exemption de charges personnelles, de charges sordides et extraordinaires, du cens; en outre, des taxes sur le commerce qui n'aurait pour but que d'assurer leur subsistance et le soulagement des malheureux (1). Le détail et les variations de ces faveurs n'ont pour l'immunité réelle qu'un intérêt secondaire; ce qu'il importe de relever, c'est que la liberté du sacerdoce fut d'abord et immédiatement assurée.

(1) Curie : **C. Th.** XVI, 2, 1. 1 (313?), 2 (319), 3 (320), 6 (326) 7 (330), 9 (349), 11 (354), XII, 1, 1. 49 (361), XVI, 2, 1. 19 (370), 21 (371), 24 (377). V. encore **Nov. Just.** 123 (546), c. 15.

Charges sordides et extraordinaires : **C. Th.** XVI, 2, 10 (353), 14 (357); XI, 16, 1. 15 (382), 18 (390), 36 (399)..

Cens : **C. Th.** XVI, 2, 1. 10 (353), 14 (357), 26 (381), 33 (398).

Commerce : **C. Th.** XVI, 2, 1. 8 (343), 10 (353), 14 (357), 15 (360), 46 (401).

Novæ collationes : **C. Th.** XVI, 2, 8 (343).

Rapprocher du motif exposé par la 1. 2 **C. Th.** XVI, 2 (319) : « ne sacrilego livore quorundam a divinis obsequiis avocentur », le texte du **Digeste** relatif à la dispense des fonctions arbitrales accordée aux prêtres païens : « non tantum honori personarum, sed et majestati dei indulgetur, cujus sacris vacare sacerdotes oportet. » **Dig.** IV, 8, 32, § 4. Constantin dans la lettre à Anulin rapportée par Eusèbe, **Hist. ecc.**, L. X. c. 7 montre qu'il s'agit d'un service public, que la fonction des prêtres est d'obtenir pour l'Etat la bienveillance divine. V. encore **C. Th.** XVI, 2, 1. 16 (361) « ... scientes magis religionibus quam officiis et labore corporis vel sudore nostram rempublicam contineri ». Ceux qui ne consacrent pas tout leur temps à la prière sont soumis au droit commun **C. Th.** XVI, 2 l. 15. En outre, les évêques ont une charge d'assistance, **Dig.** L, 4, 18.

Nous ne ferons pas une étude détaillée de l'immunité personnelle. Nous ne l'envisageons que dans ses rapports avec l'immunité réelle. Sur toute cette législation, cf. O. Grashof, **Die Gesetzgebung der römischen Kaiser über die Güter und Immunitäten der Kirche und des Klerus nebst deren Motiven und Prinzipien** (**Arch. für Kath. Kirchenrecht** 1876, p. 3-55 et 1877, p. 256-293; E. Loening, **Geschichte des deutschen Kirchenrechts**, Strassbourg, 1878, t. I, p. 228-233. P. Allard. **Le clergé chrétien au milieu du IV^e siècle**, **Revue des questions historiques** 1895, t. 58, p. 5 et ss.

V. — La condition des biens ne fut pas discutée. La tradition des communautés primitives se maintenait; le principe de la soumission conserva toute sa vigueur, après que Constantin eût donné la paix à l'Eglise. Pour les Pères, la propriété est une création artificielle du droit positif et l'Etat qui la règle peut lui imposer ses conditions (1). Rendre à César ce qui est à César ou renoncer aux biens terrestres : telle est l'alternative (2). En outre, le tribut se justifie sans peine : il fournit à l'empereur le moyen d'assurer la paix (3). Il est la part nécessaire, légitime, du pouvoir séculier. Les biens ecclésiastiques doivent le supporter. Saint Ambroise sépare *templa* et *agri ecclesiæ* : sur ceux-ci l'empereur a les plus larges pouvoirs (4).

(1) Sur les conceptions économiques des Pères, v. les observations de G. Sorel. *Essai sur l'Eglise et l'Etat*. Paris 1901.

(2) Ambr., *de off.*, I, 132. cf. Thamin, *St Ambroise et la morale chrétienne*, Paris 1895, p. 281. — August., *In Joann. ev.* I, 6, 25, s. (P. L. XXXV, 1436, s.). Cf. O. Schilling. *Die Staats und Soziallehre des hl Augustinus*, Fribourg-en-Brigau, 1910, p. 78, s.; 142; 208, ss. B. Seidel. *Die Lehre vom Staat beim heiligen Augustinus*, Breslau 1919. O. Schilling. *Reichtum und Eigentum in der altkirchlichen Literatur*. Fribourg-en-Brigau, 1910.

Le Christ paya pour éviter le scandale : c'est uniquement sa qualité de Fils de Dieu qui le dispensait de payer. St Jérôme (*In Matth. c. 17*) note qu'il ne voulut rien prélever sur la bourse des aumônes détenue par Judas.

Lorsque l'immunité personnelle est demandée, il n'est question que d'un droit positif. (St Basile, lettre 285).

(3) August., lib. XXII, c. 74. *Contra Faustum Manichæum*.

(4) Ambr., *Oratio de tradendis basil.* « ... Si tributum petit imperator non negamus : agri ecclesiæ solvunt tributum. Si agros desiderat imperator, potestatem habet vendicandi. Tollat eos si libitum est : imperatori non dono, sed non nego. » — Ep. 20, n. 8. — Comm. ad Luc. c. 5, v. 4.

Le seul droit que revendique l'Eglise sur son patrimoine, c'est celui de garder intacts les temples et les objets affectés au culte. L'évêque seul en a la disposition. Il ne les aliénera que librement, si un grand intérêt l'exige (1).

Une seule fois, au Concile de Rimini (359), l'exemption de l'impôt foncier fût sollicitée. Le dessein se manifesta naturellement chez les évêques d'étendre à tous leurs domaines la condition particulièrement favorable dont avaient joui les terres données par l'empereur (2). Mais ayant demandé la faveur, ils reconnaissent leurs obligations.

(1) Lors de l'invasion des Goths, Ambroise aliéna les trésors de son église et il s'en justifia devant les Ariens qui lui reprochaient une profanation, Thamin, *op. cit.*, p. 212, 242.

(2) *C. Th.*, XVI, 2, l. 15 (360). Les terres du prince n'ont d'ailleurs joui que passagèrement de cette exemption, et le régime que les Pères réclament a été expérimenté antérieurement à 360. Cf. Piganiol, *L'Impôt de capitation dans le Bas-Empire*, Chambéry, 1916, p. 57, s. Il est possible que les évêques aient allégué que les clercs supportent une double charge; mais ils ont tout à fait renoncé à leurs prétentions : Ils ont reconnu que « ... *præter ea juga et professionem, quæ ad ecclesiam pertinent, ad universa munia sustinenda translationesque faciendas omnes clerici debeant adtineri.* »

VI. — Il est peu vraisemblable que l'empereur ait jamais dispensé les églises du paiement de l'impôt foncier (1) : quelques églises seulement obtinrent, par une grâce particulière, la remise de leur contribution (2).

Les prestations en nature et les corvées sont plus lourdes dans le Bas-Empire que les impôts proprement dits. Quant aux *munera sordida*, l'exemption des domai-

(1) La l. 1 (C. Th. XI, 1) est traditionnellement interprétée depuis Godefroy comme contenant une exemption d'impôt foncier en faveur de l'Eglise. (Cependant Lœning, *op. cit.*, p. 229 conteste cette explication). En réalité, la première phrase, où il est question des églises ne se rapporte pas à l'impôt mais à des avantages indéterminés, peut-être à des concessions de fruits du domaine impérial : « **Præter ecclesias catholicas... nemo ex nostra jussione præcipuis emolumentis, familiaris juvetur substantiæ...** » Ce n'est que par la suite que la généralité de l'impôt est affirmée : « **Ideoque omnes pensitare debebunt...** » A notre sens, il ne s'agit pas ici d'une règle énoncée après l'exception, mais d'une seconde précaution, suggérée par la première phrase (où les mots : **ex nostra jussione** ont une importance capitale), que l'empereur prend contre les fonctionnaires : l'objet de la constitution étant de réprimer toutes leurs largesses et les sollicitations des particuliers. L'ensemble du texte n'est pas si parfaitement homogène que l'on ne puisse même admettre la possibilité d'un assemblage de deux fragments appartenant à des constitutions différentes (le second fragment commencerait au mot : **ideoque**). La date de 313 est à rejeter, puisque les personnes nommées vivaient au temps de Constance et que l'acte est donné à Constantinople. Mgr Duchesne accepte qu'on la fixe à l'an 360 et précise le sens de **ecclesias catholicas** : il s'agirait non des églises orthodoxes mais des églises publiques (Hist. anc. de l'Eglise, t. II, p. 658). — L'exemption, si elle avait été accordée n'eût été que de très courte durée (cela résulte des l. 15 et 40. C. Th. XVI, 2, des déclarations de Saint Ambroise sur le paiement du tribut, des exemptions particulières). Le C. Just. X, 16, l. 3 ne contient que la deuxième partie de ce texte, qui n'a eu aucune influence, sur la doctrine ou sur la pratique au Moyen-Age, et n'a été invoqué que dans les temps modernes.

(2) C. Th. XI, 1, l. 33 (424) : exempt. à l'égl. de Thessalonique; XI, 1, l. 37 (436) : à l'égl. d'Aphrodisium.

nes impériaux, de tous les dignitaires de l'Etat et des corporations chargées d'un service public était, au iv^e siècle, la règle (1). La mention des églises est peut-être interpolée dans des constitutions de 382 et de 390, où elles seraient nommées après les fonctionnaires palatins, en même temps que les professeurs de grammaire et de rhétorique, et dispensées comme eux de toute corvée, sauf celles requises pour l'expédition d'Illyrie (2). Une constitution de l'an 397 (3) paraît confirmer l'exemption des *munera sordida et extraordinaria*, dont jouissent les églises mais la forme dans laquelle elle nous est parvenue nous oblige à l'interpréter avec beaucoup de réserve.

(1) Serrigny. *Droit public et administratif romain*, Paris, 1862, II, 221. V. l'art. *Munus* dans le *Dictionnaire des Antiquités* de Daremberg et Saglio. Les l. 15 et 18, *C. Th.* XI, 16 énumèrent les *sordida*.

(2) *C. Th.* XI, 16, l. 15 (382) et 18 (390). Mommsen admet la possibilité d'une interpolation. Nous considérons comme de nature à autoriser les soupçons le fait que le mot *ecclesia* n'a pas été retranscrit au *C. Just.* (X, 48, 12) à une époque où les églises jouissent de l'exemption des *munera sordida* (*C. Just.* I, 2, 5) et où rien n'eût justifié l'expurgation du texte primitif.

Au surplus, la mention des églises est assez insolite dans une constitution qui définit la situation personnelle des hauts dignitaires et des professeurs.

(3) *C. Th.* XI, 16, l. 21 et 22; XVI, 2, l. 30 (397). Fournernet, (*Les biens d'Eglise après les édits de pacification*, Paris 1902, p. 121) suppose qu'avant 382, l'Eglise est exempte des *munera extraordinaria* — que la constitution de 382 (*C. Th.* XI, 16 l. 15) supprima ce privilège qui aurait été rétabli dès 395 (*C. Th.* XVI, 2, l. 29). Mais le premier texte, où nous avons contesté la mention des églises ne fait allusion qu'à des *petitiones* présentées par certains contribuables en vue de leur exemption, et qui ne pourront désormais être accueillies. Le deuxième est une confirmation générale des privilèges antérieurs. — Les trois textes de 397 sont tirés, croyons-nous, d'une seule constitution. La l. 22 (XI, 16) est composée de parties remaniées de la l. 21 (XI, 16) et de la l. 30 (XVI, 2) qui sont de la même date et détachées vraisemblablement d'une constitution unique. Dans la l. 21 (XI, 16), les mots *ecclesia, venerabilis ecclesia*

Il est possible qu'elle ne contienne, à côté d'une affirmation de l'immutabilité des privilèges obtenus par les diverses églises (1), qu'une confirmation de la dispense des *munera sordida* accordée jadis à l'église de Rome et qu'aucune disposition générale sur les *munera sordida et extraordinaria* en faveur des églises n'ait précédé la constitution d'Honorius et de Theodose (412) où les immunités sont solennellement définies, justifiées, sanctionnées (2) : les églises sont exemptes de tous les *munera sordida et extraordinaria* et du *superindictum*. Quelques charges sont énumérées, à cause, sans doute des variations dans leur classement et du caractère tout à fait exceptionnel de l'exemption : l'entretien des

ne semblent viser que l'église de Rome : les privilèges n'appartiennent pas, au iv^e siècle, à l'église universelle, mais aux églises particulières (*singularum urbium*, C. Th. XVI, 2, 40). La l. 22 généralise la confirmation accordée à la seule église de Rome et y rattache la dernière partie de la l. 30 (XVI, 2). La critique des textes relatifs aux immunités des églises soulève tant de difficultés que l'hypothèse de retouches et d'interpolations nous paraît mériter un examen approfondi. Nous nous sommes demandé si ces textes n'auraient pas été remaniés par des clercs, par exemple chez les Wisigoths, lorsque l'on compléta par des sortes d'éditions catholiques le **Bréviaire d'Alaric**. Nos recherches sur ce point n'ont pas donné encore de résultats. Mais la question reste posée et nous nous proposons de la discuter bientôt plus amplement.

(1) La multiplication de ces privilèges particuliers a pu s'accomplir au cours du iv^e siècle.

(2) C. Th. XVI, 2, l. 40 : « *Placet rationabilis consilii tenore perpenso destricta moderatione præscribere, a quibus specialiter necessitatibus ecclesiæ urbium singularum habeantur immunes. Prima quippe illius usurpationis contumelia depellenda est, ne prædia usibus cælestium secretorum dedicata sordidorum munerum fasce vexentur. Nullam jugationem, quæ talium privilegiorum sorte gratulatur, muniendi itineris constringat injuria; nihil extraordinarium ab hac superindicticiumve flagitetur; nulla pontium instauratio, nulla translationum sollicitudo gignatur; non aurum ceteraque talia poscantur. Postremo nihil præter canonicam inflationem, quod adventiciæ necessitatis sarcina repentina depoposcerit ejus functionibus adscribatur.... »*

routes et des ponts (1), les transports publics, *l'aurum*. Les violateurs de la constitution seront punis comme sacrilèges et condamnés à l'exil perpétuel (2).

Le motif de ce privilège, c'est la *dedicatio*. Les biens consacrés au culte ne doivent pas être grevés d'humiliantes prestations. Honorius donne à l'immunité des biens, comme il a donné à l'immunité des personnes un fondement essentiellement religieux (3).

Son but est non seulement de soustraire les *prædia ecclesiarum* à une sorte de profanation; mais sans doute d'empêcher que les clercs ne soient grevés des charges de leur église. Le sens du mot *ecclesia* n'est pas d'une clarté parfaite : on ne peut affirmer que l'exemption soit accordée à toutes les parcelles de terre qui appartiennent aux églises et qui ne sont point dédiées (4).

Ce texte fut peu à peu limité et comme vidé de tout son contenu. La construction des routes et des ponts

(1) Toutes les constitutions du tit. 3, de *itin. mun.* C. Th. XVI, ont pour objet la suppression des privilèges. V. notamment les l. 3 (387), 4 (399) et 5 (412).

(2) Antérieurement, la violation des privilèges était punie d'une amende de cinq livres d'or. C. Th. XVI, 2, 34 (399).

(3) C. Th. XVI, 2, 36 (401) : « ... ab his quoque quos a publici laboris actu et gradus clericatus, et (quod non minus est) sanctorum vita defendit... »

(4) L'idée de la *dedicatio* est assez précise et étroite chez les Romains pour qu'on ne puisse sans réserve admettre, dès le début du v^e siècle, une extension que les Pères n'ont certes pas prévue. V. le mot *dedicatio*, dans le *Dictionnaire des Antiquités* et dans la *Real Encyclopedie*.

redevient une charge honorable et commune (1) (423). Tout navire d'un tonnage supérieur à 2.000 *modia* peut être affecté aux transports publics (439) (2). Le nom même de *sordida munera* est aboli par Valentinien III qui soumet tous les immeubles aux charges publiques (443) (3) et cette disposition est rappelée dans une constitution de 443 (4). Lorsque tomba l'Empire d'Occident, rien ne subsistait plus de l'immunité réelle.

Justinien recueille dans son Code la l. *placet*, en y effaçant la mention des ponts et chaussées, et tous les textes restrictifs sauf ceux qui suppriment l'exemption des *munera sordida* (5). En outre, il dispense des *lucrativæ descriptiones* les biens donnés par les Curiales aux églises (6).

(1) C. Th. XV, 3, 1, 6 (ad instructiones).

(2) Nov. Theod. VIII, 1. (Jubemus).

(3) Nov. Val. X.

(4) Nov. Val. XIII. H. Brunner (*Deutsche Rechtsgeschichte*, II, Leipzig, 1892, p. 288 observe que ces dispositions de Valentinien ne sont point inspirées par l'hostilité à l'égard de l'Eglise. En vérité, ce prince réagit fortement contre tous les privilèges ecclésiastiques. En ce qui concerne la juridiction cf. R. Genestel. *Les origines du privilège clérical*. *Nouvelle Revue Historique de droit français et étranger* 1908, p. 162, 187, ss.).

(5) C. Just. I, tit. 2, de *Sacrosanctis ecclesiis* l. 5 (*placet*), 7 (ad instructiones), 10 (*Jubemus*), 11 (*Neminem*). En outre, les principales constitutions relatives à l'immunité personnelle sont insérées dans le tit. 3. Sur l'activité propre de Justinien cf. A. Knecht. *System des Justinianischen Kirchenvermögensrechts* (*Kirchenrechtl. Abh.* Von U. Stutz 22 H., Stuttgart 1905, p. 122, 128).

G. Rotondi (*La Codificazione giustiniana attraverso le fonti extragiuridiche*, dans *Rivista ital. per le scienze giurid.* 1918, p. 246, 249) note le silence des Chroniques et des Histoires ecclésiastiques sur l'œuvre législative de Justinien. Pas une seule des acclamations des membres du concile de Constantinople ne s'adresse au prince comme législateur, malgré ses faveurs pour l'Eglise.

(6) C. Just. I, 2, 1. 22 (529), Basil. V, 1, 10. Justinien avait par ailleurs restreint les exemptions de *lucrativæ descriptiones*. Cf. F. Thibault, *La lucrativa descriptio* (*Nouvelle Revue hist. de dr. fr. et étr.* 1893, p. 186).

La Novelle 131 définit nettement les obligations des églises (1) : exemptes en principe des *munera sordida et extraordinaria*, elles sont tenues seulement de contribuer à l'entretien des routes, à la construction et à la réparation des ponts, comme tous ceux qui possèdent des biens sur le territoire de la *civitas* où se font ces travaux. Les impôts ordinaires sont maintenus : l'Eglise est simplement autorisée à vendre les biens grevés d'une dette envers le fisc (2) et ceux dont le revenu serait absorbé par le paiement des impôts (3).

VII. — Le droit romain n'a donc point dispensé l'Eglise des charges ordinaires, mais seulement, avec des variations, des charges extraordinaires et sordides. Il faut d'ailleurs considérer que son esprit est partagé entre deux conceptions contradictoires, auxquelles les circonstances politiques et les dispositions personnelles des empereurs font tour à tour un sort. Il reconnaît le caractère divin des objets consacrés, il entend sauvegarder le prestige et la dignité des membres éminents de l'Etat, et il pose en principe que les œuvres qui intéressent la Communauté doivent être accomplies par tous et que la nécessité exclut le privilège (4).

Il réserve aux *humiliores* les corvées et il est dominé par cette idée que développent ses jurisconsultes qu'il

(1) Nov. 131, c. 5 (545).

(2) Nov. 46, c. 1 (537).

(3) Nov. 120, c. 7.

(4) « Obsistere commodis publicis et statutis necessitatibus non possunt privilegia dignitatum ». C. Th. XI, 1, l. 25 (Dig. X, 16, 10). C'est un principe maintes fois énoncé dans le C. Théodosien.

y a des charges qui sont attachées aux biens et qui les suivent, en quelques mains qu'ils passent (1).

En somme, favorable à l'immunité personnelle, parce qu'il considère comme avilissants ou propres à entraver le fonctionnement de l'administration les travaux corporels, il est dans le fait et par son esprit, beaucoup plus réservé sur le chapitre de l'immunité réelle : il ne la concède généralement que dans la mesure où elle aboutit à une exonération des personnes. Seule, la mention du *superindictum* fait exception à cette règle : dans tous les autres cas, il ne s'agit que d'une exemption de *munera* et les terres sont favorisées en considération des personnes (2).

Tels sont les caractères historiques du droit romain. Son esprit fût bientôt oublié, comme ses variations. Ce qu'il contient de durable, de vivant, malgré sa décadence, à cause même de sa décadence (3), ce sont les modèles et les justifications qu'il peut fournir. On sent tout le parti qu'une Eglise militante saura tirer de la l. *placet*, qui n'est demeurée en vigueur que quelques années en Occident, mais qui contient la somme des faveurs impériales : c'est dans le Code Theodosien, non

(1) V. notamment **Cod. X, 41 de mun. patrim.** l. 2, 3, 5, 6, 7, 9.. **Dig. L. IV, de mun et honor.**, l. 6 (**Rescripto**); L, V, de vacat et excus. **muner**, l. 10 et 11, etc.

(2) Il faut bien remarquer que l'exemption a pour objet la corvée, non point une taxe en vue de l'exécution des travaux ou de l'organisation des services publics. Cf. Kühn, **Die städtische und bürgerliche Verfassung des Römischen Reichs bis auf die Zeiten Justinians**, Leipzig, 1865, p. 60, ss.

(3) Car si le C. Theodosien eût été conservé, on n'aurait point accordé de valeur pratique aux constitutions abolies : on sait que le C. Th. est un recueil de lois plutôt qu'un véritable Code Cf. Krueger, **Gesch. der Quellen und der Literatur des röm. Rechts**, p. 287.

dans les écrits des Pères (1) qu'il faut chercher les premiers fondements d'une théorie de l'immunité.

VIII. — L'immunité réelle n'a pas été restaurée au v^e siècle en Occident. Les lois romaines des Barbares ne lui font aucune place (2). Les terres de l'Eglise subissent toutes les charges de droit commun (3).

IX. — Mais dans le même temps, l'Eglise jette les fondements théoriques de son indépendance vis-à-vis du fisc.

D'abord, ses conceptions économiques et juridiques se modifient. Après avoir méprisé les richesses, elle les a accumulées, en acceptant les prescriptions des lois humaines, auxquelles les temples seuls étaient soustraits. Elle en vient, au v^e siècle, à regarder tous ses

(1) L'œuvre des Pères ne contient guère d'allusions aux privilèges accordés aux églises. Les historiens ecclésiastiques aussi bien à Rome que dans l'Empire d'Orient ne leur font qu'une place médiocre dans leurs écrits. Le Livre **Syro-romain**, dans son énumération des faveurs accordées par l'empereur aux églises, néglige l'immunité des biens (vers. armén., § 43 éd. Bruns, Sackau, p. 126). Il semble que nul n'a protesté contre sa suppression.

(2) L'immunité personnelle fut conservée, au moins dans une large mesure. La l. 1 **C. Th.** XVI, 2 est insérée au titre **de episc.** dans la **Lex rom. Wisig.** (éd. Zeumer, M. G., **Leges**, Sect. I) et dans la **Lex rom. rätica curiensis** (M. G., **Leges**, V, p. 391). — Sur les raisons pour lesquelles le Breviaire d'Alaric ne contient pas les lois romaines favorables à l'Eglise catholique, sauf de rares exceptions cf. Max Conrat, **Westgotischer und Katholische Auszüge des sechzehnten Buches des Theodosianus** (*Zeitsch. Sav. Stift., Kan. Abt.*, 1911, p. 67, et ss.).

(3) Sur ces charges : F. Thibault, **L'impôt direct dans les royaumes des Ostrogoths, des Wisigoths et des Burgundes** (*Nouv. Revue hist. de dr. fr. et étr.* 1901, p. 698; 1902, p. 32 — et **L'impôt direct sur la propriété foncière dans le royaume des Lombards**, *ibid.* 1904, p. 53, 165.

biens comme appartenant à la même économie mystique : Dieu en est le propriétaire et ils sont destinés aux pauvres et aux prêtres (1).

Ces idées prennent de la force grâce à l'autorité du siège de Rome qui pose le principe de l'autonomie des biens ecclésiastiques et interdit aux laïques de s'ingérer en aucune façon dans leur gouvernement (2).

Enfin, dans la monarchie franque, les évêques sont devenus de grands propriétaires (3) et constituent une classe puissante, intéressée au salut de l'Etat, influente dans les conseils du prince.

X. — Tous ces progrès de l'Eglise n'ont pas une répercussion immédiate sur sa notion de l'impôt. Grégoire le Grand regarde comme licite la levée du tribut sur les biens ecclésiastiques (4) et ses successeurs obtiennent comme un bienfait la remise d'impôts

(1) Jul. Pomerii, *de vita contemplativa*, L. II, c. 16, par. 4 (P. L., LIX, col. 461) : « possessiones, quas oblatas a populo suscipiunt sacerdotes, non sunt inter res mundi deputari credendæ, sed Dei. Quoniam si vestes, ac vasa, et cætera quæ in sacris usui ministrantibus erant sancta vocabantur, nec in usus humanos revocari iam poterant, divinis semel ministeriis consecrata, quomodo non ea quæ conferuntur ecclesiæ sacra credenda sunt, quibus, non ut sæculi rebus, luxuriose, sed sancte, ut Deo consecratis, utuntur ad necessaria sacerdotes... ». Cf. Braun, *Das Kirchl. Vermögen Von der ältesten Zeit bis auf Justinian*, Giessen, 1860.

(2) Syn. du 6 nov. 502 (Mansi, VIII col. 265, ss.; 307 Hefelé trad. d. Leclercq, t. II, 2^e p., p. 967, s.) — R. Cessi, *Lo scisma laurenziano e le origini della dottrina politica della chiesa di Roma* (Archivio della R. Società rom. di St. Patria v. vol. XLII (1919) fasc. 12, p. 5, 229). Sur la propagation des idées romaines : Cf. Malnory, *Césaire d'Arles*, Paris 1894.

(3) Lesne, *op. cit.*

(4) Ep. IX, 215 éd. Hartmann, II, 201.

du par l'Eglise romaine (1). Le concile d'Auvergne (535) demande à Theodebert d'assurer aux clercs des royaumes voisins la possession paisible des biens qui leur appartiennent sur son territoire pour qu'ils puissent payer l'impôt (2). Et les évêques francs sollicitent avec humilité des exemptions de la bienveillance du roi (3).

XI. — L'effort des évêques francs fut dirigé contre les fonctionnaires, et l'un de ses buts a été la conquête de l'autonomie fiscale. — Les chartes d'immunité répondent à ce dessein (4). Elles interdisent aux *judices* d'entrer dans le domaine du bénéficiaire, à qui les droits du fisc sont accordés dans certaines régions sous les Mérovingiens, invariablement sous la seconde race qui réserve l'immunité aux églises et la concède à toutes (5).

En fait, les charges des églises sont très lourdes malgré ces diplômes. De nombreux capitulaires ont pour objet la perception du *tributum*, du *census* sur les terres données à l'Eglise (6), la soumission des *loca pia*

(1) M. G., **Gesta pontif. rom.**, Vol. I, p. 205 : (Jean V), pour les terres de l'Eglise romaine en Sicile et en Calabre; **ibid.** 208 : pour celles du Brutium et de la Lucanie (Conon).

(2) Conc. de Clermont (535) Maassen, **Conc.**, p. 71 Hefelé (trad. Leclercq, t. II, 2^e p., p. 1142).

(3) Ils s'efforcent de conserver les privilèges personnels. Le IV^e Conc. d'Orléans (541) à propos de la tutelle, exprime leur maxime (c. 13) : « Quod lex sæculi etiam paganis sacerdotibus et ministris præstiterat, justum est ut erga Christianus specialiter conservat », Maassen, **Conc.**, p. 90.

(4) Kroell. **L'immunité franque**, thèse, Paris, 1910. T. Von Sickel, **Beitrag zur Diplomatie**, III, V, Vienne 1863-1865 Lesne, **op. cit.**, p. 260, ss.

(5) Kroell, **op. cit.**, p. 156, ss.

(6) **Cap. de just. fac.** (812) c. 11, Boretius, **Capit.** I, 177. **Capit.** 819, c. 2 **ibid.** I, 287. Theodoric avait pris des dispositions identiques Cassiod. **Variat.**, I, 26 cf. Pfeilschifter, **Der ostgotenkonig Theoderich der grosse und die Katholische Kirche**, Münster. 1896, p. 260.

aux travaux d'entretien des routes et des ponts (1). Les charges militaires sont exigées régulièrement (2). A l'Assemblée générale, les évêques et les abbés apportent des *dona* (3). Les rois, surtout ceux de la seconde race, vivent, pendant leurs fréquents voyages aux dépens des établissements religieux qui leur doivent le gîte (4). On lève les péages, sauf diplôme spécial (5). Et quand l'Etat a besoin de ressources extraordinaires, il s'adresse aux évêques, il dispose du patrimoine ecclésiastique (6), ou bien il lui impose une lourde contribution (7).

(1) Peppini. It. reg. **Cap.** (782-786) c. 4 Boretius, I, 192 **Capit. mantov.** (787) c. 7, *ibid.* 197.

(2) Boutaric, **Institutions militaires de la France.** Paris 1863. La construction, l'entretien des routes et des ponts, le service, sont des « nécessités » que le diplôme maintient à la charge du bénéficiaire. Cf. W. A. Stevenson, **Trinoda necessitas**, dans **English historical Review** 1914, p. 689.

(3) Hincmar, **de ordine palatii**, ch. 22, éd. Prou. p. 56, Loup de Ferrières, **lettres** 32, 43, 96 éd. Desdevizes du Desert, p. 109, 118, 161. J. Flach, *op. cit.*, I, 340. Des dispenses de service et de dons sont accordées. La **Notitia de servitio monast.** (a. 817). **M. G. Capit.** I, 349 a d'ailleurs été sérieusement contestée cf. Pückert, **Die sogenannte Notitia**, dans **B. der K. Sächs. ges. der Wiss.** 1890, p. 46, ss.).

(4) Coulon, **Etude sur le droit de gîte des origines au x^e siècle.** (**Positions des thèses de l'Ecole des Chartes** 1895, p. 15-19).

(5) Imbart de la Tour. **Des immunités commerciales accordées aux églises du vii^e au ix^e siècle.** (Et. d'hist. du Moyen-Age dédiées à G. Monod, Paris 1896). Levillain. **Examen critique des chartes merov. et caroi. de l'abb. de Corbie.** Paris, 1902. Huvelin. **Etude hist. sur le droit des marchés et des foires**, Paris, 1899.

(6) Guilhaumoz. **Essai sur l'origine de la noblesse en France au Moyen-Age**, Paris, 1902. Lesne, *op. cit.*, chap. XXXVII; Stutz, *op. cit.*

(7) Ainsi, en 853 (Depping. **Histoire des expéditions maritimes des Normands**, Paris, 1826, p. 105); en 858-859-861 (Lot, **La grande invasion normande de 856-862**, **Bibl. de l'Ec. des Chartes** 1908, p. 19, s., 41, 49), en 864, en 866 (Pertz, **Script.**, I, 462, 471), en 877, en 884, en 924 (*ibid.* I, 503, 522 III, 373).

L'effet du diplôme d'immunité n'est donc point de dispenser de l'impôt la propriété ecclésiastique. Mais il pose une formule de liberté. Il supprime les apparences de la fiscalité. Les églises ne sont plus soumises au droit commun, ni aux ordres des fonctionnaires qui, pour elles sont le signe de la pire servitude. L'idée de l'indépendance territoriale des établissements ecclésiastiques, de leur contribution active et volontaire, de leur autonomie vis-à-vis de l'administration du fisc est née, s'est développée à partir du VI^e siècle dans l'Eglise franque.

XII. — Dès lors, l'Eglise franque réagit contre les entreprises du pouvoir central. Elle maintient ses privilèges (1). Elle nie la légitimité des contributions nouvelles et ne se sent liée que par la tradition. Elle fournit à l'empereur les moyens de la défendre et de défendre l'Etat mais selon la mesure et dans la forme accoutumée (2). Hincmar de Reims recommande aux *potentiores* de ne pas accabler de nouvelles coutumes les églises dont Dieu leur a confié la garde (3). Seul, l'évêque en dispose : est anathème quiconque en reçoit ou en donne une parcelle sans son intervention. Cette idée se renforce dans la lutte contre les constitutions en précaire des biens ecclésiastiques. Pourvu, d'ailleurs, que l'on respecte la propriété, la bienveillance des

(1) Conc. de Mayence (847), c. 6 (M. G. Cap. II, 173); Conc. de Saint-Macre (881), c. 3, dans Mansi, XVII, 537, etc. Syn. de Trosly (909), c. 1, 3, 4, 5 et surtout c. 6, Mansi XVIII, 263, etc.,....

(2) Lettre des évêques assemblés au conc. de Thionville (844). Labbe, *Concilia*, VII, col. 1800. Les conciles multiplièrent les protestations contre les *indebitæ consuetudines*, les *injustæ exactiones*, et réclament le respect de la coutume. Conc. de Beauvais (845) c. 5. Conc. de Meaux et Paris (846) c. 19. Baluze, Capit. t. II, p. 19 et Mansi, XVIII, 822.

(3) Hincmari Remensis, *Collectio de ecclesiis et capellis et admonitio contra ecclesiasticarum rerum raptos et pauperum oppressores*. (Bib. jur. medii Aevi, t. II, ed. Gaudenzi), p. 21.

évêques est sans borne, dans un Etat où le Souverain est avant tout le protecteur de l'Eglise (1).

XIII. — Tandis qu'elle se libérait des *judices*, l'Eglise tombait sous la domination de ses fondateurs. L'appropriation des églises avait eu pour conséquences de rendre incertaine la vie du clergé, les laïques ayant accaparé les revenus spirituels et temporels (2).

Les Carolingiens ont assuré l'indépendance économique de l'église privée, par une disposition du Capitulaire ecclésiastique de 818/819 : chaque église possèdera un manse qui sera, comme les dîmes, les prémices, les oblations, les fouds et les immeubles situés dans le voisinage de l'édifice consacré au culte, libre de tout service séculier (3). C'est une des prescriptions que les Capitulaires et les Conciles maintiennent et défendent avec le plus de vigueur (4).

(1) Lot. **Le règne de Charles le Chauve**, Paris, 1909, p. 90, ss. : Sur l'assemblée de Coulaines et l'idéal politique des évêques. — Préface de M. Prou à son édit. du **de Ordine palatii**. — Schrörs, **Hinkmar von Reims**, Fribourg en Brisgau, 1884, p. 3, 6, 381, 473. — Desdevizes du Désert, **Lettres de Servat Loup abbé de Ferrières**, Paris, 1888. Préface.

(2) Stutz, **Op. cit.**, p. 254, ss. — Imbart de la Tour, **de ecclesiis rusticanis ætate carolingica**, Paris 1890, p. 26, 61, 114, ss.

(3) Boretius, **Cap. I**, 277 : (c. 10) : « **Sanccitum est, ut unicuique ecclesiæ unus mansus integer absque alio servitio adtribuatur, et presbyteri in eis constituti non de decimis neque de oblationibus fidelium, non de domibus neque de atriis vel hortis juxta ecclesiam positos neque de præscripto manso aliquod servitium faciant præter ecclesiasticum. Et si aliquid amplius habuerint, inde senioribus suis debitum servitium impendant.** »

(4) Stutz, **op. cit.**, p. 278, note 65, énumère tous les textes. L'évêque dans ses visites, devait s'assurer que chaque église possédait un manse libre de tout service.

Le Concile de Meaux (845) revendique pour les donations faites par les fidèles « *pro beneficio sepulturæ* » (1) la même liberté, accordée par les lois séculières.

L'exonération du manse paraît complète (2). Hincmar de Reims souligne qu'elle consiste dans la limitation des charges au don gratuit et volontaire, réglé d'après les ressources de l'église et qui a pour objet de maintenir la paix, l'harmonie entre le clerc et son seigneur (3).

(1) Eoretius, Capit. I, 333 (c. 4). « *Ut secundum canonum auctoritatem et nostram constitutionem de agro ecclesiastico et manso ac mancipiis, vel si quilibet pro loco sepulturæ aliquid ecclesiæ largitus fuerit, neque de decimis et oblationibus fidelium presbyter aliquem censum persolvere cogatur....* »

(2) Stutz, *op. cit.*, p. 255 n. 1 soutient qu'il ne s'agit que d'une exemption des charges privées, non pas de l'impôt; que, seuls, les clercs ont interprété ces capitulaires comme conférant une certaine immunité. Mais la raison même de l'exemption nous paraît exclure toutes les charges. La distinction que propose Stutz est pratiquement difficile et rien ne prouve qu'Hincmar fasse de la pure théorie. L'expression « *ab omni servitio* » dans l'*Interpretatio* du Breviaire (l. 1 C. Th. XVI, 1) se rapporte aux *munera* en général. Même sens dans Bède, *Ep. ad Ecgbertum* § 12.

(3) Hincmari Remensis, *Collectio de ecclesiis....*

« ... Sed et quod rationabile atque possibile seu debitum servitium quisque presbyter suo seniori, si aliquid supra mansum ecclesiasticum habuerit, vel si nichil super mansum mansum æcclesiasticus habuerit, quod obsequium non pro consuetudinario ac debito censu sed juxta possibilitatem pro voluntaria oblatione ac eulogiarum id est benedictionum gratia suo seniori sine æcclesiæ dispendio ac sine honoris sui detrimento valeat et debeat, sicut in libro primo capitulorum dicitur, exhibere, ut pax et concordia inter illos sit, debet episcopus quisque disponere. »

XIV. — Ainsi, jusqu'au milieu du ix^e siècle, l'Eglise a successivement obtenu : des privilèges généraux accordés puis abolis par le droit romain, des diplômes particuliers concédés à tous les établissements religieux, la constitution du manse libre de tout service au profit des églises privées.

Quelle est, aux yeux des canonistes, la valeur de ces privilèges positifs? Comment leur ont-ils assuré la durée?

Toute une théorie des privilèges se forma dès l'époque carolingienne.

XV. — L'exégèse des Ecritures n'eût pas sur cette théorie, une influence immédiate. Mais elle popularisa des formules qui devaient avoir ultérieurement une grande fortune.

De la *Genèse* et du I^{er} Livre d'*Esdras*, on tira cette conclusion que l'Eglise doit être libre de tout cens (1). Dans les paroles du Christ rapportées par St Matthieu : *Ergo filii sunt liberi*, on vit une affirmation de la liberté du royaume de Dieu (2).

Mais il ne faut point se méprendre sur la signification que les exégètes attribuent alors à ces mots : La liberté est dans la pauvreté; elle consiste à ne rien posséder. La parole de Dieu est la nourriture des prêtres

(1) Walafridi Strabi, *Glossa ordinaria In Genes* (P. L., t. 113, p. 175). R. Mauri, *cod. loco* (P. L., t. 107, p. 650).

(2) Walafridi Strabi. *Gl. ordin. In Evang. Matth.* (XVIII, 24), P. L. t. 114, col. 145. V. l'interprétation d'Agobard, *Lib. de dispensat.*, c. 19. W. Strabon se borne à répéter la paraphrase traditionnelle, mais c'est à l'Eglise et aux clercs que l'on réservera la liberté entendue en sens temporel, dans beaucoup d'écrits à partir du x^e siècle. V. notamment *S. Odonis archiep. Cantuar. Constitutiones* (vers 942) c. 1, Migne P. L., t. 133, col. 946.

véritables; ils ne recherchent pas les fruits de la terre (1). Le pseudo Eucher considère que le renoncement aux biens du monde constitue la différence profonde entre les prêtres de la Loi Nouvelle et ceux d'Israël (2). Telle est l'opinion commune. Nul ne songe à chercher dans l'Ancien Testament une figure de l'immunité de l'Eglise. Outre que les exégètes se préoccupent de la moralité beaucoup plus que du droit, il est certain que l'on se représente, au ix^e siècle, les privilèges de l'Eglise comme un ensemble d'avantages pratiques à maintenir dans leur intégrité, plutôt que comme des conquêtes à poursuivre, des déductions à tirer d'un principe transcendant. On chercha donc à couvrir par l'autorité des canons ce qui avait été jusqu'alors obtenu.

XVI. — A la fin du iv^e siècle et au début du v^e, plusieurs constitutions des empereurs avaient confirmé à jamais les privilèges des églises, sévèrement puni ceux qui les violeraient. L'une de ces constitutions est empruntée à Benoît Levite (3) par le pseudo-Isidore (4), qui l'attribue au pape Anaclel : l'ordre de l'empereur devient un ordre du Christ transmis par les Apôtres. Dans une autre décrétale, imitée des constitutions romaines et que Léon adresse à Marcien (5), les *privi-*

(1) R. Mauri, *In Gen.*, loc. cit. — Remigii Autissiodorensis, *Comm. in Gen.* P. L., t. 131, col. 122.

(2) Eucherii, *Comm. in Gen.* P. L., t. L, col. 1034.

(3) C. Th. XVI, 2, l. 38 (Ben. II, 112, 421).

(4) Anacleli epistola prima c. 15 (Decretales pseudo-Isidorianæ, éd. Hinschius, p. 83) : « Privilegia enim ecclesiarum vel sacerdotum sancti apostoli jussu salvatoris intemerata et inviolata ejus decreverunt manere temporibus... »

(5) Ep. 104 c. 3. Leonis Magni Op. I, 1143 (Migne, t. 54, col. 991). Ps.-Isid., éd. Hinschius, p. 609-610.

legia sont présentés comme d'origine canonique et le pape s'en déclare gardien et modérateur. Anselme de Lucques (1) recueillant ces décrétales, supprime dans la première l'invocation de l'autorité apostolique : le pape ordonne de son chef l'observation des privilèges. Il insère deux fois la seconde, avec une variante.

Sans doute, le pseudo-Isidore attribue ici au mot *privilegia* un sens large : il s'agit de toutes les règles qui concernent l'état de l'Eglise et il songe aux questions pratiques de son temps, à la conservation de la propriété. Mais le statut que les papes entendent garder intact enferme les privilèges fiscaux ; d'autre part, il est rare que les canonistes ne tirent pas d'une formule toutes les conséquences pratiques suggérées par son interprétation littérale (2). Les décrétales de Léon et d'Anaclet leur fourniront des fondements pour la théorie de l'immunité.

D'ailleurs, d'une manière plus précise, au IV^e Concile de Constantinople (869), les privilèges sont assimilés aux biens ecclésiastiques et couverts par la prescription de trente ans (3). Ce décret est recueilli par Anselme (4), par Polycarpe (5), par la Collection tripartite (6), par Deusdedit (7), enfin par Gratien (8).

(1) Anselmi episcopi Lucensis, **Collectio Canonum**, L. IV, c. 1 et 2, éd. Thaner, p. 193.

(2) Ce qui s'est produit pour les textes des Ecritures se produira pour les décrétales d'Anaclet et de Léon au XII^e siècle.

(3) 3^e Syn. (869) c. 18, **ex versione Anastasii**, Mansi, t. XVI, col. 172.

(4) **Ans.** IV, 30 (p. 205).

(5) **Polyc.** III, 12 et VIII, 10. Friedberg et les éditeurs des collections où figure le c. **placuit** n'ont pas remarqué cette répétition. V. **Bib. Nat. ms lat.** 3881, f^o 61 et 176.

(6) **Coll. tr. P.** I, 46, 23.

(7) Deusd., III, 10 dans Wolf von Glanvell. **Die Kanonessammlung des Kardinals Deusdedit**, p. 275.

(8) C. XVI, q. 3, c. 8, attribué par Gratien, comme par la **Coll. tripartite** à Gélase.

Dès le ix^e siècle, la théorie ecclésiastique est donc nettement formulée : après en avoir joui trente ans, l'Eglise prescrit ses privilèges. Selon les Fausses Décrétales, les *privilegia* sont acquis pour l'éternité.

XVII. -- Les canonistes conservèrent avec soin tous les textes favorables à l'Eglise.

Les dispositions concernant le manse ont été recueillies par Reginon, par Burchard de Worms, par Ives de Chartres et par Gratien (1).

Les lois romaines eurent une fortune encore mieux assurée. Les Interprétations catholiques de la *Lex Visigothorum* (2) avaient rétabli tous les textes du titre *de episcopis, ecclesiis et clericis* (3) (*C. Th.* XVI, 2) et si dans les recueils de lois romaines, même dans ceux destinés au clergé, les privilèges tiennent très peu de place (4), les auteurs de collections canoniques les réunissent, par contre, avec le plus grand soin (5).

(1) Le c. 10 du Capit. eccl. de 818 dans Reg. I, 24 et App. I, 43. Burch. III, 52; Ives, **Decr.** III, 55; XVI, 262. **Coll. tr. P.** III, 3, 2. Grat. (XXIII q. 8 c. 25 **Palea**) citée d'après le conc. de Worms (858) c. 50 dans le **Decr. Grat.**

Le c. 63 (**Secundum Canonicam**) du conc. de Meaux (845) est dans Reginon, I, 28, dans Burchard, III, 53; dans Ives, **Decret.** III, 56, 175. Dans Gratien C. XXIII q. 8, c. 24 (où il est rapporté au concile de Paris).

(2) Max Conrat, **op. cit.**

(3) Bib. Nat., ms lat. 4406, f^o 4 et ss.; 12445, f^o 188 et ss.

(4) Max Conrat, **Geschichte der Quellen und Literatur des röm. Rechts in früheren Mittelalter**, Leipzig 1889 notamment, p. 5-30; 89, s.; 91-102; 145-149; 252-265.

(5) Ils insèrent notamment la l. placet d'après le C. Just. et la nov. 131 (c. 5).

XVIII. — Mais elles perdirent leur caractère original. On les utilisa pour la défense de la propriété, soit en les insérant dans une démonstration, soit même en les incorporant à des apocryphes. Ainsi, les *Fausses Décrétales* attribuent à Urbain et à Pie les expressions de la loi *placet* (1). Les motifs invoqués par les empereurs pour libérer des *sordida munera* les églises servent désormais contre les spoliations : on étend à la propriété ce qui visait l'impôt. Hincmar de Reims utilise dans le même objet les lois romaines sur l'immunité, non point pour conclure à leur application directe, mais pour montrer le respect des princes chrétiens à l'égard de l'Eglise (2). Les préoccupations pratiques conduisent donc à détourner de leur objet primitif les textes relatifs à l'impôt (3).

La théorie des privilèges se confond avec celle de la liberté de propriété. Sous la rubrique : *de privilegiis*, les Canonistes insèrent des textes qui se rapportent à la conservation du patrimoine. Dans les lois sur l'immunité, le rapport de droit public leur est moins sensible que la déférence qu'elles marquent pour les biens

(1) *Epist. Urbani prima*, c. 5, éd. Hinschius, p. 145. Ben, II, 117, 385. — *Epist. Pii I Secunda*, c. 7 et 8, éd. Hinsch., p. 118.

(2) Hincm. Rem. *Ep. ad Carol* (*Opera*, éd. Sirmond, Paris 1545, t. II, p. 318 et ss.). Un passage de cette lettre montre bien comment Hincmar considérait les privilèges du C. Th. : « ... **Scio Sapientiam vestram ex iis quæ de decimo sexto Libro Theodosianæ legis sunt posita, debere comprehendere plura. Et horum Imperatorum imitantes religionem antiqui etiam et moderni reges Francorum, immunitates Ecclesiis et servis Dei facere consueverunt....** »

(3) D'ailleurs, le sens de ces lois était souvent devenu très obscur. V. par ex. *Petri exceptiones legum romanorum*, Cap. LXII, de omnibus clericis. (Savigny, *Hist. du dr. rom. au Moyen-Age*, trad. Guenoux, t. IV, p. 297) : « **Sordida sunt, cum etiam nolens aliquis cogitur egredi a domo sua, et alium ibi recipere; vel etiam lectum suum dimittere, et alium collocare; vel equum, si stabulum non habet, juxta ignem suum religare.** »

de l'Eglise. La conservation, l'autonomie de ses domaines : voilà ce que signifie pour l'Eglise franque l'immunité. Le roi ne distingue pas toujours entre l'impôt et les démembrements de la propriété : il met à la charge des domaines ecclésiastiques l'entretien des *vassi*. Ce n'est pas sans raison que l'Eglise oppose aux spoliations les textes romains qui visaient les *munera*.

Or, cette confusion, créée par les autorités séculières, ces entreprises multipliées contre ses biens conduiront l'Eglise à refuser tout droit au fisc. La défense de la propriété absorbe les éléments du privilège fiscal : celui-ci va être couvert, à son tour, par la théorie générale de la consécration, de l'inviolabilité du patrimoine, théorie qui se constitue définitivement pendant la querelle des Investitures (1).

Les transformations économiques et politiques du ix^e siècle ont eu beaucoup d'influence sur le sort de l'immunité réelle. La disparition des impôts réguliers et l'inféodation d'une partie des terres ecclésiastiques ont rendu vaine dans bien des cas les exemptions anciennes de charges. La concession du fief suppose naturellement, nécessairement que le concessionnaire fournira des services, des prestations : nul n'en peut dispenser l'évêque, le clerc engagé dans les liens de la vassalité. Aides, corvées, devoirs militaires grèvent les terres et les hommes que les seigneurs ont soumis à leur autorité. La décomposition de l'Etat a donc pour conséquence d'asservir les églises à d'innombrables fisci. Des exactions arbitrairement levées s'ajoutent à

(1) Sur les publicistes de l'époque grégorienne : Mirbt, *Die Publizistik im Zeitalter Gregors VII*, Leipzig 1894. A. Solmi *Stato e Chiesa negli scritti politici da Carlo Magno fino al Concordato di Worms (800-1122)*, Modène 1901.

leurs obligations régulières : temporellement et spirituellement, elles sont sous la dépendance des laïques.

Au ^x^e siècle, la papauté s'efforça de leur rendre la liberté, et ce fut l'occasion des débats de la Réforme grégorienne.

XIX. — Dans cette haute discussion, le tribut n'est point examiné pour son intérêt propre, mais à cause de sa valeur symbolique. L'Eglise ne veut accepter aucune sujétion, aucun partage de son droit (1). Il lui faut opposer aux laïques un principe absolu. Elle n'a pas en vue telle charge, ni même l'impôt en général qu'elle ne discute jamais directement; son but est beaucoup plus élevé : arracher ses clercs et ses biens à l'emprise du siècle.

Le récit de St Matthieu fournit un argument à Placide de Nonantula. Le Christ a fait un miracle pour ne point tirer sa contribution de la bourse des pauvres : cela signifie que les aumônes ne doivent pas être détournées au profit des princes (2). Aucune distinction n'est faite par les grégoriens entre les spoliations et les exactions ou impositions extraordinaires : au ^x^e siècle, la discrimination est, en réalité, difficile. L'Eglise prend sous son manteau tout ce qu'on lui a donné : nul n'en

(1) Tout en affirmant que le tribut est dû à César, les Grégoriens l'interprètent comme un don volontaire.

(2) Placidi monachi Nonantulani, *Liber de honore ecclesiæ* c. 71 (M. G. Libelli de lite, II, p. 598) : « ... Unum tamen est quod christianis Principibus debemus, scilicet ut orando et predicando eis consulere non desinamus. Nam res pauperum, id est possessiones ecclesiarum, non solum illis tribuere sed ne quidem in nostros proprios usus convertere debemus, nisi ad hoc tantum, ut habentes de ecclesia victum et vestitum ei servire possimus. Nam ideo Dominus, ut idem sanctus Jeronymus ait, non de oculis quos Judas ferebat, sed aliunde miraculo facto tributum solvit, quia nefas putavit res pauperum in usus suos suorumque convertere, et nobis idem exemplum præbuit, »

peut rien exiger et il n'y a point de forme qui excuse l'emploi par les laïques de ses revenus (1). Gelase a ordonné que l'on fit de ceux-ci quatre parts : le seul avantage auquel puissent prétendre les princes, c'est, lorsqu'ils se déplacent, l'hospitalité que, sur sa part, l'évêque doit aux voyageurs (2).

Hors ce cas, des secours peuvent être administrés aux princes et aux laïques « *aliunde* » (3), « *de exterioribus* » (4), des biens non destinés aux pauvres. L'expression reste vague. Trois catégories de biens sont distinguées explicitement par Geroh de Reichersberg 5., et se retrouvent dans tous les ouvrages contemporains : les dîmes et les prémices, type des *spiritualia*; les *regalia*, dont l'Eglise n'entend point s'embarrasser; les donations faites par les princes ou par les laïques, dont l'objet échappe définitivement au donateur et d'où l'évêque peut distraire quelques parcelles, à titre de subside, pourvu qu'elles ne soient pas devenues le patrimoine des pauvres.

Les partisans de l'investiture ne reconnaissent que la liberté des dîmes et des prémices et ils remettent en

(1) Placide (c. 153, ib., p. 635) admet cependant que le prince peut retenir des droits sur ses dons à l'Eglise, pourvu que l'autorité des canons soit sauve.

(2) Gerhohi prapositionis Reichersbergensis, *Opusculum de edificio Dei* n. 17 (M. G. Libelli, t. III, p. 149).

(3) Ibid. n. 15, p. 146 : « ... respondemus... ut... episcopi non de facultatibus ecclesiæ, que so is pauperibus et Deo militantibus debet esse communis, sed aliunde, si possent, militibus et regi ministrarent illud adtendentes quod sancti Patri dicunt sacrilegium esse rem pauperum non pauperibus erogare. »

(4) Lettre attribuée à Urbain II (*Decret. Grat. C. XXIII, q. 8 c. 22*). •

(5) Gerhohi, *op. cit.*, n. 25, p. 154, s.

question la théorie des privilèges. Guy de Ferrare expose que la volonté du prince peut, seule, exempter les cleres d'impôt et que les privilèges engagent celui qui les concède, non pas ses successeurs (1). Il en est qui déclarent cadues ceux que Constantin accorda, par le seul fait qu'il a versé dans l'hérésie (2).

Les Grégoriens ne se contentent pas d'affirmer que tous les biens entrés dans le patrimoine de l'Eglise sont sacrés. Ils accordent aux privilèges donnés par Constantin une valeur indiscutable : les rois païens n'ont-ils pas utilement gratifié les prêtres juifs (3)? et les bienfaits de Constantin ne sont-ils pas confirmés par une longue suite de princes? D'ailleurs — et c'est la proposition fondamentale — le meilleur rempart des privilèges est celui qu'ont élevé les pontifes romains (4).

(1) *Wido episcopus Ferrarensis, de scismate Hildebrandi* (M. G. Lib. de lite II. p. 565, s.) : « Divina ergo illa a S^o spiritu per ministerium aliquem tradita ad imperatores et reges non sunt pertinentia; illa vero ab imperatoribus et regibus concessa et eorum confirmationibus indigentia, imperatoribus sunt et regibus subdita, eo quod sunt per illos habita et per illos habenda..... Quod autem omnia placita secularia et iudicia et regalia et publica jura et vectigalia scilicet et tributa regum sunt et imperatorum, vel ab illis aliis tradita, apostoli dicentis verba denunciant : Omnis, inquit, anima potestatibus sublimioribus subdita sit.... Quibus verbis innuitur, quod nullumulare jus episcopis relinquitur nec potestatem habeant aliquam eciam in colonos et in ecclesiæ famulos, decanos et villicos. Si non regia auctoritate sit illis concessum. Sed nec ipsi clerici publicis vectigalibus et tributis absoivi possunt, si non eadem auctoritate solvantur. » — Sur la position de Guy de Ferrare, Cf. A. Fliche, *Guy de Ferrare, Etude sur la polémique religieuse en Italie à la fin du XI^e siècle*, Ann. de la Fac. des Lettres de Bordeaux, Bull. italien. t. XVI n^o 3-4 juillet-déc. 1916). Sur l'originalité de notre texte, v. p. 121.

(2) Cf. Gerhodi Reichersbergensis, *Commentarius in Ps. LXIV*, p. 447.

(3) *Ibid.*

(4) *Ibid.* p. 449. « ... Multa his consimilia ex legibus vel edictis imperatorum seu regum possemus colligere. Sed habemus firmiora munimenta in decretis, pontificum romanorum libertatem et im-

XX. — En s'exprimant ainsi, les Grégoriens pensent non seulement aux textes des Fausses Décrétales, mais encore aux nombreuses bulles de protection délivrées par la Papauté, et qui interdisent aux laïques de lever des exactions sur les biens des monastères et des églises qui se recommandaient à elle (1).

La formule dont se sert la chancellerie pontificale ne procéda point d'abord d'une théorie générale de l'immunité. Le pape protège contre toute exaction, délivre de toute sujétion les biens offerts à St Pierre (2). Il est étrange que les pouvoirs séculiers n'aient jamais contesté les droits du pape (3). Sans doute, ils ne redou-

munitatem prediorum ecclesiasticorum et omnium que possident æcclesiæ munientium sui apostolatus in contradicibili auctoritate : quibus rerum æcclesiasticarum fraudatores, vastatores, alienatores anathematis jaculo feriuntur et sacrilegi pronuntiantur. »

Au ^x^e siècle, les canonistes considèrent le pape comme **auctor canonum** et les lois des empereurs n'ont pour eux que la valeur que leur donne l'Eglise romaine, v. I. de Chartres, **Præf. ad Decr.**, P. L., t. 161, col. 47, ss. Cf. P. Fournier, **Un tournant de l'histoire du droit** (*Nouvelle Revue historique de droit français et étranger* 1917, p. 135, ss.). Du même auteur : **I. de Chartres et le droit canonique**. C. R. du IV^e Congrès scientifique international des Cathol., Fribourg 1897, p. 217 et le **Decret de Burchard de Worms**. *Revue d'histoire ecclésiastique* 1911, t. 12, p. 450, ss.). Les expressions d'I. de Chartres dans sa lettre 242 (P. L., t. 162, col. 250) sont particulièrement nettes : « **Quod etiam legibus sæculi cautum habemus quas catholici reges composuerunt, et ex auctoritate Romanæ ecclesiæ catholicis populis servandas tradiderunt.** »

(1) Fabre, **Etude sur le Liber Censuum de l'Eglise romaine** (Bibl. des Ec. fr. d'Ath. et Rome, Paris 1892). Blumenstok. **Der päpstliche Schutz im Mittelalter**, Innsbruck 1890.

Schreiber, **Kurie und Kloster im XII Jahrhundert....** (Kirchl. Abhandl. Heft 65-66).

(2) **Novæ consuetudines et indebitæ exactiones** sont considérées comme des spoliations. Cf. Fabre, p. 44.

(3) Fabre, p. 33, ss.

taient pas à l'origine une concurrence de son autorité. Ils ont considéré la révérence due aux terres de l'Apôtre et que le pape proclamait simplement une liberté qui tendait à devenir le droit commun. L'Eglise pût considérer le privilège fiscal comme institué par le pape. Les *Faussees Décrétales* avaient transformé en une sorte de dogme cette opinion naissante. Au XI^e siècle, elle se fondait sur d'innombrables bulles qui n'ont pas été l'un des moindres instruments de la centralisation romaine.

XXI. — Par l'invocation de ces titres d'indépendance, par l'énergique proclamation du caractère sacré, de la destination nécessaire et canoniquement réglée de ses biens, l'Eglise aboutit non pas certes à refuser son concours aux laïques, mais à revendiquer en termes absolus la disposition de tous ses revenus, c'est-à-dire la liberté de ses dons. Depuis des siècles, la fiscalité des laïques n'a plus de règle : contre son arbitraire, il a fallu que la papauté réagît sans ménagement. Le principe de l'immunité réelle n'a jamais été plus solidement fondé.

Et cependant, il fallut accepter la loi du fief ou renoncer aux biens. L'Eglise n'avait pu briser les liens féodaux : elle ne pouvait se libérer qu'en abandonnant une grande part de son temporel. Cette solution, envisagée à plusieurs reprises⁽¹⁾, devait avoir de l'influence sur les doctrines des canonistes. La lutte eût d'autres résultats que la définition des principes. Elle montra quelles nécessités s'imposaient et que la paix ne pou-

(1) Imbart de la Tour. **Les élections épiscopales dans l'Eglise de France du IX^e au XII^e siècle**, Paris 1890, p. 402, ss. — Esmein, **La Querelle des Investitures dans les lettres d'I. de Chartres**. (Bib. des Htes Et. tome I). — En 1111, Pascal II ordonne aux évêques et abbés de restituer tout ce qu'ils tiennent de l'empereur (Migne P. L., t. 168, col. 285).

vait régner que grâce à des concessions. Le caractère inéluctable des charges féodales fût désormais incontesté dans l'Eglise.

XXII. — L'école de Bologne donna les premiers exposés systématiques de l'immunité fiscale dans le cadre des lois romaines.

La *Summa Trecensis* (1) justifie les privilèges dont jouit la propriété ecclésiastique par sa destination : pourvoir aux nécessités du culte, aux besoins des clercs et des pauvres. Elle s'en tient à la classification du Code : les églises et les autres lieux vénérables sont exempts des *munera sordida et extraordinaria*, soumis aux *ordinaria* : précaution prise en prévision d'une extension indéfinie de leur patrimoine. Au cas de nécessité, leur concours est réclamé pour la construction des routes et des ponts (2). Les clercs ont les mêmes

(1) *Summa Codicis des Irnerius*, ed. Fitting, p. 6, s.

Les diverses opinions sur l'auteur et sur l'époque de cette *Summa* sont exposées et discutées par E. Meynial. — **Encore Irnerius.** (*Nouvelle Revue historique du droit français et étranger* 1897, p. 339, s.). Les titres que nous étudions ont évidemment inspiré Rogerius, qui marque d'ailleurs un progrès sensible : ce qui confirme l'hypothèse que notre *Summa* est antérieure à 1140. — La comparaison de cet exposé avec les gloses sans intérêt d'Irnerius sur la l. *placet* (Pescatore. *Die Glosse des Irnerius*, Greifswald, 1888, p. 86) ne fournit aucun éclaircissement. On pourrait seulement observer que les tendances de la *Summa trecensis* concordent avec les sympathies pour l'Eglise que Roffredus prête à Irnerius. (Besta, *l'Opera d'Irnerio*, vol. I, Torino 1896, p. 130 n. 6; p. 234).

(2) *Summa Codicis*, in tit. de sacr. eccl. (I, 2), p. 6, s. « ... Retinent quoque res proprias, quorundam munerum, maxime extraordinariorum sive sordidorum, necessitate sive immunitate eis indulta. Set ne ratio privilegiorum seu immunitatum prosterliat, inserit ibidem jus commune, quod tam in rebus divinis quam etiam in humanis vertitur, jure communi utuntur, ut in regulari canone fisco solvendo item conferre debent ad instructiones pontium seu viarum si necessitas hoc suggerit. Ceterum ab extraordinariis seu sordidis munefibus tam nomine rerum ad venerabilia loca pertinentium quam etiam nomine personarum ibidem servientium relaxantur. »

avantages, parce que les œuvres de piété qu'ils accomplissent sont des *munera publica* et que les serviteurs de Dieu doivent être exempts des charges du siècle. Ils sont dispensés de tout tribut. Si quelque subside leur est demandé, c'est avec des conditions particulièrement douces (1).

Cette interprétation large se retrouve dans *lo Codi* (2) et la distinction est nettement formulée entre la construction des routes et celle des fortifications où l'Eglise n'a aucune part.

La théorie de l'immunité prend donc chez les glossateurs du relief et ils l'exposent avec une déférence marquée pour l'Eglise et pour les clercs (3).

XXIII. — Cependant, Gratien n'en fait pas l'objet d'une question spéciale. Il recueille tous les fragments

(1) *Summa Codicis*, in tit. de *episcopis et clericis* (I, 3), p. 8 : « Professiones quidem iste in divinis ministeriis seu in opere pietatis consistentes munera sunt, id est honora cum necessitate injuncta. Sive aliquam dignitatem adnexam habent sive non quibus pietatis negotium. Scilicet personarum captivarum redemptio imminet et hæc quidem sunt ex jure divino, in jure vero nostro circa hæc multiplex est præceptio. 3. Primo gerentes hec exempti sunt ab aliis muneribus tam publicis quam privatis, tributis non solum in ipsis personis set etiam in rebus earum privilegiis. privilegium quidem est per quod a jure privato eximuntur, et hoc recte militantes enim Deo alieni esse debent a mundanis actibus.... 5. Exhonerantur autem ratione privilegii non tantum ipsi, set etiam res eorum ab extraordinariis seu sordidis muneribus item si quid ab eis petitur, mitior conventio fieri debet... item in præstatione sportularum mitius conveniuntur... »

(2) *Lo Codi*, in tit. de *sacr. eccl.* (I, 2), éd. Fitting, p. 2.

(3) Ce qui s'explique dans une certaine mesure par l'influence considérable des canonistes sur les glossateurs. En ce qui concerne les principes et la méthode, cf. P. Fournier, *Un tournant de l'histoire du droit*, loc. cit. On trouvera aussi des conclusions très nettes, seulement énoncées d'ailleurs, dans E. Besta, *op. cit.*, p. 34.

relatifs à l'immunité sans les réunir dans une théorie indépendante.

Il ne cite la l. *placet* qu'incidemment (1), à propos de l'exemption de tutelle commune aux clercs et aux moines : il entend ainsi réserver aux moines qui ont reçu les ordres sacrés les privilèges fiscaux des clercs. En cet endroit, comme partout, il confond, malgré le Code et malgré ses Commentateurs, les lois qui visent les clercs et celles qui visent les biens de l'Eglise.

Dans les deux séries de textes qui se rapportent à l'impôt, Gratien est dominé par les idées de la Réforme grégorienne et par la solution du renoncement aux fiefs. Il donne pour fondement à la thèse de ceux qui veulent soumettre les clercs à la juridiction séculière, en matière civile, la doctrine de St Ambroise sur le paiement du tribut (2). Et s'il rejette la compétence de la juridiction séculière, c'est en s'appuyant sur des textes canoniques qui lui paraissent l'exclure directement, et non en contestant la soumission au tribut, qu'il admet donc tacitement.

C'est à propos du service militaire des clercs qu'il s'exprime avec netteté, mais toujours accessoirement, sur le problème de l'immunité (3). Ce passage a, semble-t-il, été mal entendu, parce que l'on commente isolément des textes qui appartiennent à une controverse incidente et dont toute la valeur dépend de leur place dans la discussion (4). Il s'agit de savoir si les clercs peuvent porter les armes ou du moins engager les chré-

(1) **Decretum.** C. XVI, q. 2 c. 40.

(2) C. XI, q. 1 c. 27, 28.

(3) C. XXIII, q. 8 c. 20-25.

(4) Sur la méthode générale de Gratien cf. J. de Ghellinck. **Le mouvement théologique du XIII^e siècle**, Paris 1914, notamment p. 43, 48, 122. V. le compte rendu de cet ouvrage par P. Fournier dans le **Journal des Savants**, 1915, p. 156 et 260.

tiens au combat. Gratien oppose l'activité du pape Léon contre les Sarrazins et l'abstention du pape Nicolas qui, en conflit avec les Lombards ne veut point verser le sang. Ce n'est point l'attitude différente des deux pontifes qui l'étonne : simplement il a choisi deux canons de forme symétrique dans les parties précédentes, en songeant qu'ils représenteraient mieux la contradiction des thèses contenues dans chacune de ces parties. Pour résoudre le conflit, il distingue : les évêques qui se contentent des dîmes et des prémices, et qui, libres de toute attache avec la société temporelle, ne subissent point sa loi; ceux qui possèdent des biens : fonds de terre, domaines, châteaux et qui supportent toutes les charges dont ces biens sont grevés, si l'empereur ne les en a, par faveur, dispensés (1). Une lettre de St Ambroise (2) et un fragment attribué à Urbain (3) appuient cette seconde proposition.

(1) *Dictum* sur le c. 20 : « ... **Sed notandum est, quosdam episcopos Levitica tantum portione esse contentos, qui, sicut in Dei sorte tantum numerantur, sic ipsum Deum solummodo in hereditatem accipiunt, dicentes : « Dominus pars hereditatis meæ est » His nichil commune est cum principibus seculi, quia temporalia penitus abiciunt, ne eorum occasione legibus imperatorum obnoxii teneantur. Talibus nulla occasio relinquitur occupationis secularis miliciæ, quia, cum de decimis et primitiis vivunt tamquam summi regis filii in omni regno a terrenis exactionibus liberi sunt ita, ut dicere valeant : « Venit princeps mundi hujus, et in nobis non habet quicquam. » Porro alii sunt, qui non contenti decimis et primiciis, predia, villas et castella, et civitates possident, ex quibus Cæsari debent tributa, nisi imperiali benignitate immunitatem prœmeruerint ab hujusmodi quibus a Domino dicitur : « Reddite que sunt Cæsaris Cæsari; et que sunt Dei Deo. » Quibus idem Apostolus : « Reddite omnibus debita, cui tributum, tributum; cui vectigal, vectigal. »**

On peut se demander pourquoi F. Thaner (*Abälard und das Kanonische Recht*, Graz 1900, p. 25) classe ce *dictum* parmi ceux qui ne renferment qu'une opposition scolastique de termes, sans contenir une solution.

(2) C. 21 (**Convenior**).

(3) C. 22 (**Tributum**) : C'est une interprétation de St Matthieu, XXII, c. 15-22. Le statère trouvé dans la bouche du poisson signifie que le tribut doit être payé **de exterioribus** et non pas prélevé sur les biens culturels.

Elle est suivie d'un *dictum* que l'on regarde comme une affirmation du droit divin et qui n'est qu'une objection tirée de la Genèse (1). Ce n'est point l'immunité du sacerdoce que Gratien y remarque, mais simplement le fait que les terres des prêtres leur sont laissées. Il y voit, sans doute, une figure de la liberté des clercs, mais les empereurs ont accompli la promesse des Ecritures et c'est à leurs lois qu'il se rapporte. Il cite deux textes relatifs aux personnes, la constitution de Justinien qui dispense les églises et les établissements de bienfaisance de *lucrativæ descriptiones*.

Enfin, le concile de Paris (829) lui fournit une discrimination : les nouveaux acquêts de l'Eglise et les donations qu'elle reçoit sauf celles que lui font l'empereur ou les fidèles en vue de leur sépulture sont soumis aux charges accoutumées telles que le tribut annuel et les obligations militaires que les évêques, cependant, ne doivent pas accomplir sans le consentement du pape (2).

La notion des charges a donc repris son individualité et c'est une solution pratique que Gratien adopte : il reconnaît les droits de la fiscalité séculière, en écartant les deux catégories de biens qui ont vraisemblablement la plus grande importance dans la composition du

(1) *Dictum* in c. 22 (XXIII, q. 8) : « *Quamvis etiam hujusmodi non videantur imperialibus exactionibus subjiciendi. Nam quum tempore famis cunctorum Aegyptiorum terram sibi emeret Pharao, atque sub eadem fame suæ servituti cuncta subjiceret, sacerdotibus ita necessaria subministravit, ut nec possessionibus, nec libertate nudarentur, Domino ex tunc prænunciante, sacerdotes in omni gente liberos esse oportere.* »

(2) *Dictum* sur le c. 24 (secundum) : « *Hinc datur intelligi, quod de his, que imperiali beneficio, vel a quibuslibet pro beneficio sepulturæ ecclesia possidet, nullius juri, nisi episcopi, teneatur adstricta. De his vero, que a quibuslibet emerit vel vivorum donationibus acceperit, principibus consueta debet obsequia, ut et annua eis persolvat tributa, et convocato exercitu cum eis profisciscatur ad castra quod tamen hoc ipsam non sine consensu Romani Pontificis fieri debet.* »

patrimoine (1). Exiger une autre contribution que celle traditionnellement imposée aux nouveaux acquêts, c'est s'exposer à l'excommunication qui frappe les spoliateurs.

L'Eglise est d'ailleurs tenue de fournir tous les secours nécessaires pour le rachat des captifs et, à plus forte raison, pour la rédemption des âmes (2).

Enfin, il faut considérer que les éléments propres à composer une théorie de l'immunité remplissent l'œuvre de Gratien. Il insiste sur l'indépendance de l'Eglise, sur le caractère sacré du patrimoine ecclésiastique, sur les pouvoirs de l'évêque, sur la primauté pontificale. Il n'omet aucune des dispositions relatives à l'exemption des impôts (3). Il emprunte à Anselme de Lucques les trois textes canoniques relatifs à l'immuabilité des privilèges (4) et aussi trois constitutions impériales auxquelles la rubrique n'assigne qu'un rôle subsidiaire (5) car elles ne font qu'illustrer une théorie fondée sur les seules décrétales.

(1) Non seulement les donations princières sont considérables, mais les rois eux-mêmes ont tendance à regarder tout le fond primitif de l'Eglise comme constitué par des offrandes de leurs prédécesseurs. Les donations en vue de la sépulture sont un des revenus les plus importants des paroisses. Cf. P. Thomas, **Le droit de propriété des laïques sur les églises et le patronage laïque au M. A.**, Paris 1906, p. 71. V. des exemples caractéristiques dans **Hist. de Fr.**, X, 163 (a. 1028), Guérard, **Cartulaire de Notre-Dame**, II, 161 (a. 1237).

(2) C. XII, q. 2 c. 13, ss.; c. 70, s.

(3) V. outre les textes déjà cités, le c. 29 du III^e conc. de Tolède (589) C. XII q. 2, c. 69; les c. 17 et 20 du I^{er} conc. de Latran (1123) C. XXIV q. 3, c. 23 et 24.

(4) C. XXV, q. 2, c. 1-2 et 17. Le **dictum** qui annonce les c. 1 et 2 montre que le mot **privilegium** a ici son sens primitif et vise les faveurs précises accordées aux églises et aux monastères.

(5) **Ibid.**, c. 20. Ces lois prouvent simplement que « **Statuta priorum successores servare oportet.** »

XXIV. — Dans le cours d'un millénaire, la question de l'impôt a plusieurs fois changé de face et les solutions ont varié. Le privilège fiscal des biens naît au iv^e siècle; il est, sous Honorius et Theodose dans toute sa vigueur; il décline et il disparaît avec l'Empire d'Occident. Les Pères l'ont compris comme une faveur et leur indifférence ne s'est guère démentie au cours de ses vicissitudes. — Il renaît dans les diplômes des rois francs, il se généralise et cette fois son sort ne peut être éphémère, car il est mieux qu'une exemption d'impôt : il confère la liberté d'administrer son patrimoine et ses dons à un clergé riche et dont les intérêts se lient avec ceux de l'Etat. Le sens de l'immunité romaine se perd en même temps que celui de l'impôt et l'on invoque les constitutions qui l'accordaient pour la défense des terres ecclésiastiques. Dans ce but, on les systématise et parfois on les attribue aux pontifes. L'Eglise réunit toutes les forces qu'elle trouve dans les canons et dans les lois pour soustraire son temporel à l'investiture et aux services séculiers : aucun tempérament n'apparaît dans ses revendications, car l'impôt légitime a fait place à des exactions sans limite :

Mais le principe d'indépendance fiscale reste sans application rigoureuse dans un monde où la fiscalité n'a plus de règle. D'ailleurs, à cause du mode de recrutement des évêques de leur position dans la société, de la nature du fief, cette indépendance ne pouvait être que théorique et conditionnelle. Pour qu'elle fut assise sur des principes et assurée pratiquement, il fallait une renaissance du droit public romain et qu'une autorité centrale, supérieure aux divers Etats, rendît aux anciens textes leur vigueur, par des définitions solennelles, et leur assurât sa défense.

Les évêques et les clercs n'ont été en mesure de confester l'autorité des laïques sur les biens de l'Eglise

que le jour où ils sont devenus la principale force du siècle, et donc les soutiens naturels de l'Etat. Et les avantages mêmes qu'ils ont obtenus les ont rejetés dans les liens du monde : l'un des objets de l'institution du manse est de permettre l'accomplissement régulier des services féodaux et l'immunité franque devait être l'une des origines de la seigneurie ecclésiastique. Cette grande richesse des églises ne pouvait être disputée à la fiscalité séculière que par une autre fiscalité, par un pouvoir en concurrence avec l'Etat.

Au milieu du XII^e siècle, au moment où va se former le droit canonique classique, par l'œuvre des papes, des conciles et des commentateurs, les fondements de la théorie de l'immunité sont assurés. Liberté, inaliénabilité de la propriété ecclésiastique, exclusion des laïques de son gouvernement, inviolabilité des privilèges accordés par le droit romain, par les capitulaires et par les diplômes : autant de principes qui soustraient à la fiscalité, à l'arbitraire des pouvoirs séculiers ce qui appartient à Dieu. Les glossateurs ouvrent la voie dogmatique, et leurs exposés ne manquent pas de bienveillance pour l'Eglise. La puissance nouvelle du Saint Siège, l'essor de l'école de Bologne, la révolution accomplie dans le monde féodal par la création des Communes favoriseront le développement et la systématisation du droit.

CHAPITRE II

La formation de la législation canonique depuis le III^e Concile de Latran (1179) jusqu'à la publication des Clémentines (1313)

I. — La conservation des biens et des privilèges de l'Eglise a toujours été l'un des objets essentiels de l'activité des papes et des conciles. Pendant longtemps, la question de l'impôt n'a pas été directement posée, car elle n'offre guère d'intérêt pratique; mais au cours de la lutte contre les entreprises irrégulières du fisc, le principe a été solidement fondé que les biens ecclésiastiques sont indépendants du pouvoir séculier, que rien n'en peut être distrait sous aucun prétexte sans le consentement de l'évêque. D'une manière plus précise, les lois de l'Empire, les diplômes d'immunité, les bulles d'exemption ont prohibé les exactions, les nouvelles coutumes. Telles sont les règles fixes, tel est le droit vivant.

Au XII^e siècle, tandis que les « libertés ecclésiastiques » sont protégées par le prince, qu'elles ont comme

une valeur constitutionnelle dans les monarchies, d'autres pouvoirs qui ne sont liés ni par leurs traditions, ni par le droit romain, ni par des chartes : les seigneurs, les communes, menacent le patrimoine de l'Eglise.

Lutter contre leurs entreprises : telle va être la tâche de la papauté et des conciles qu'elle inspire. Quels que soient les moyens illicites employés par les laïques, elle va réagir contre leurs attentats. Elle a des armes contre tous les modes d'exaction : elle en usera selon les nécessités : non point d'après un plan de conquête théocratique ou par une inspiration subite, mais en suivant de très près les événements, en rappelant et en développant les règles de l'immunité réelle à mesure que les exactions prendront des formes plus régulières.

II. — Les premiers conflits entre les communes et les établissements ecclésiastiques ont le caractère de violences intermittentes et de représailles. L'idée d'une égalisation des charges apparaît rarement mais le patrimoine des églises et des monastères est exposé aux spoliations des gouvernements locaux et spécialement aux contre-coups de la lutte entre l'évêque ou l'abbé et la bourgeoisie qui lui dispute l'autorité temporelle. Les incidents se multiplient en France (1) et

(1) Luchaire, **Les Communes françaises à l'époque des Capétiens directs**, Paris, 1911, p. 247, s.; 252 — Marlot, **Hist. de la Ville, cité et université de Reims**, Reims, 1843-46, t. III, p. 291, 294. Dans certains cas, comme à Saint-Riquier (1126), la commune tente de soumettre à l'impôt et aux corvées les hommes de l'abbaye. A. Thierry, **Monuments de l'histoire du Tiers-Etat**, Paris, 1850-70, IV, 578, s.

dans les villes d'Empire (1); en Italie (2), le mouvement est si général que Frédéric, à Roncaglia (1158) prohibe les *illicite exactiones* et condamne les communes coupables à restituer au double (3) : la première réaction législative est donc l'œuvre du pouvoir séculier.

Sous le pontificat d'Alexandre III, l'intégrité du patrimoine ecclésiastique est menacée dans toute l'Italie. Tandis qu'en Toscane — notamment à Pise (4) (1170), à Sienne (5) (1170, 1176) — les magistrats s'efforcent

(1) *Gesta ep. Camer.* v. 362-370. Cf. A. Werminghoff, *Verfassungsgesch. der deutsch. Kirche im Mittelalter...* Leipzig, 1913, p. 59.

(2) Les consuls de Modène extorquent à Nonantola de grosses sommes d'argent (1134-36, 1148). Cf. Tiraboschi, *Storia di Nonantola*, Modène, 1784, t. II, p. 245. Salvioi, *Ann. Bol.* I, 2^e partie, p. 216. Jaffé, n^o 7747, 9291. — Ceux de Lucques spolient les frères de Saint-Fridien (1119, 1138-43), Baluze, *Miscell.*, éd. Mansi, Lucques, 1761, IV, 587, 590, Jaffé, n^o 6691, 8312. — Ceux de Pistoie mettent la main sur les trésors des églises (1099-1118, 1138), Zacharia, *Anecd. Medii Aevi collectio*, Turin 1755, p. 211; A. Barbi, *Deile relazioni tra comune e vescovi nei sec. XII-XIII*, in *Boll. St. pist.* I (1899), 81, ss. Jaffé, n. 7917, s., Kehr, *Regesta*, III, p. 125, n. 6 et 7. — Ceux de Vérone (1146) (Ughelli, *It. Sacra*, V, 783, s.; Jaffé, n. 8967) et, semble-t-il, ceux de Florence (1138, 1148) (Davidsohn, *Gesch. v. Florenz*, Berlin 1896, I, 427, 444; Kehr, III, p. 37, n. 6) commettent les mêmes attentats. Il s'agit là de spoliations, non de taxations régulières.

(3) *M. G.*, *Legum*, sect. IV, t. I, p. 245, ss. C'est la *Constitutio pacis*. Cf. A. Below, *Der deutsche Staat des Mittelalters*, Leipzig, 1914, t. I, p. 150, ss. Sur la conquête par les villes du droit d'imposer, cf. Mayer, *Italienische Verfassungsgeschichte von der Gothenzeit bis zur Zunft Herrschaft*, Leipzig 1909, I, 320, 328; II, 432-586 et l'important c. r. d'E. Besta, dans *Riv. ital. per le scienze giuridiche*, 1912, t. 51, p. 13, ss.). Malheureusement, cet ouvrage ne nous renseigne guère sur la politique ecclésiastique des communes. Salvioi (*Storia delle immunità delle Signorie e giustizie delle Chiese in Italia*, Modène 1888) montre comment les évêques ont été dépossédés par les communes de leurs pouvoirs temporels.

(4) Volpe, *Studi sulle istituzioni comunali a Pisa (sec. XII-XIII)*. Pise 1902, p. 196.

(5) Pflugk. Hartung. *Acta pontificum*, Stuttgart 1886, III 248. Jaffé 12687; Kehr III, 217, n. 3, 5. Il s'agit de spoliations ou de menaces de spoliation.

de mettre à la charge des églises et des monastères les dépenses occasionnées par les guerres, la lutte contre l'Empire a pour conséquence nécessaire la participation des biens ecclésiastiques aux lourds frais de la Ligue lombarde (1) : après l'armistice de Venise (1176), la papauté dût songer à revenir sur des concessions que les circonstances avaient commandées, à empêcher la violation des privilèges dans des villes devenues puissantes, étrangères et presque hostiles (2).

Le pape défend avec un soin tout particulier les monastères qui appartiennent à l'Apôtre (3). Et il étend sa protection à toutes les églises. Après les avoir soustraites au *dominium* des particuliers (4), il s'oppose à la fiscalité ruineuse des supérieurs spirituels et temporels (5).

(1) L. Tosti. *Storia della lega Lombarda*, Rome 1886, p. 293. On se rendra compte de l'importance de ces charges en étudiant l'art de Solmi. *Le leggi più antiche del Comune di Piacenza* (Archivio storico italiano), 1915, vol. II, p. 53.

(2) Tosti, p. 322, 328. Vignati, *Storia diplomatica della Lega Lombarda*, Milan 1866.

(3) Il en fait lui-même la remarque dans les bulles qu'il expédie pour la défense de ces monastères. V. pour Nonantula Tiraboschi, *Storia di Nonantula*, t. II, p. 245, 273, 275, 277.

(4) Thomas, *op. cit.*

(5) Les conc. de Tours (1163) c. 10 et de Cashel (1172) c. 4 avaient réagi contre les exactions et les spoliations des laïques. (Mansi XXI, 1179 et XXII, 134). Le conc. de Cashel déclare : « ... **Quod terræ ecclésiasticæ, et earum possessiones, ab omnium sæcularium exactione penitus sint immunes...** »

C'est aussi le moment où l'Eglise s'élève contre le *novus census*, et interdit au patron d'exiger autre chose que les anciennes redevances X, III, 38, c. 23; X, III, 39, c. 15.

III. — Le 3^e concile de Latran (1) s'efforce de libérer la propriété ecclésiastique des charges que lui imposent les laïques et le haut clergé.

Il fixe le maximum des procurations que les prélats ou leurs représentants peuvent exiger de chaque église à l'occasion des visites pastorales, il leur interdit l'institution de nouveaux cens et l'augmentation des anciens et leur concède simplement le droit de demander un subside caritatif modéré dans des cas extraordinaires « *si manifesta et rationabilis causa extiterit* » (c. 4). C'était d'ailleurs une idée très ancienne, et qui est conservée dans le Décret de Gratien, que l'évêque ne peut imposer ses clercs (2).

Dans le même esprit sont réprimés les empiètements des pouvoirs séculiers. Le c. 14 anathématise les laïques en général qui se permettent de modifier l'assiette des bénéfices, d'en nommer les titulaires, de charger les églises et leurs hommes de tailles et d'exactions. Enfin, ce dernier délit est explicitement prévu par le c. 19, solennel réquisitoire contre les gouvernements municipaux qui, dans divers pays du monde, construisent leurs fortifications, soutiennent leurs guerres et toutes leurs entreprises presque exclusivement aux frais des églises et réduisent à néant la juridiction temporelle et l'autorité des évêques (3).

(1) Mansi, t. XXII, col. 234. Héfelé. **Histoire des conciles** (trad. Leclercq), t. V, 2^e partie, p. 1086, ss.

(2) **Decr. Grat.** C. X, q. 3 c. 7 (**cavendum**).

(3) X, III, 49 de **imm. eccl.**, c. 4.

Que ces reproches visent spécialement les magistrats municipaux : cela ressort des termes de l'accusation et de la sanction (1). Il s'agit de protester contre la dépossession politique des évêques, contre toutes les usurpations des communes.

Le concile reproche aux villes non pas d'avoir imposé les églises, mais de les avoir écrasées (2). Il n'envisage point la forme, le caractère régalien des levées, mais leur conséquence de fait, qui est la ruine des églises. Il condamne des excès, des spoliations véritables : le privilège qu'il entend sauvegarder, c'est celui, pour l'Eglise, de posséder paisiblement des biens temporels. A cette idée générale de défense de la propriété il faut rapporter le paradigme traditionnel de Pharaon (3). La notion de droit public, la spécification de l'impôt n'apparaît que dans la citation de Jérémie, encore que le mot *tributum* ait ici le sens large de servitude.

Le concile n'exclut pas la contribution volontaire des églises. Au cas de nécessité pressante ou de grande utilité, si les ressources des laïques ne suffisent pas,

(1) C'est à tort que Reuter (*Gesch, des Papst Al. III und der Kirche Seiner Zeit*, Leipzig 1860, p. 535) admet que l'expression : « **alii qui potestatem videntur habere** » se rapporte à Frédéric I^{er} et à Henri II : ils eussent été cités les premiers dans l'énumération. Elle semble plutôt englober tous les pouvoirs locaux. **Videntur** suppose des créations récentes dont les titres ne sont pas encore bien établis. Nous savons, d'ailleurs, que les monarchies reconnaissent les privilèges fiscaux de l'Eglise et que le concile n'a d'autre dessein que de frapper ceux qui les méprisent.

(2) « ... **Tot onera frequenter imponunt ecclesiis, ita gravibus eas et crebris exactionibus premunt.... Isti vero onera sua fere universa imponunt ecclesiis...** »

(3) Le concile se borne à rappeler l'épisode, sans insister sur l'exemption d'impôts accordée par Pharaon, et il le cite à titre d'exemple, non comme une preuve des desseins de Dieu sur les biens ecclésiastiques.

l'évêque et le clergé pourront, à condition d'agir en toute liberté, accorder des subsides. Cette réserve où l'on a vu (1) comme une restriction de l'immunité proclame fortement le principe, puisque, dans les plus urgents besoins, l'autorité séculière est incapable de contraindre l'Eglise. Celle-ci n'est liée que par les engagements formels que la religion lui impose de prendre et dont elle assure elle-même l'exécution. Concéder un secours, au cas de nécessité, est pour elle, un devoir moral établi par de nombreux textes (2) et reconnu de tout temps. Les ressources de l'Eglise sont destinées au soulagement des misères, sans que l'on ait, en théorie ou en fait, distingué les besoins des gouvernements de ceux des particuliers. Le clergé s'est constamment efforcé de marquer le caractère volontaire de ses dons; d'ailleurs, les multiples liens qui l'attachent aux princes ne lui ont point permis d'apercevoir la limite entre la pure libéralité et le don nécessaire. Dans les communes, où rien n'entrave, théoriquement, son indépendance, le *c. non minus* laisse à l'Eglise la pleine liberté de l'aumône, du don gratuit, qui va désormais prendre une forme régulière et systématique.

L'intervention du clergé dans la concession des subsides n'a rien d'insolite. La règle est depuis longtemps posée que l'évêque ne peut permettre aucune diminution du patrimoine ecclésiastique sans le consentement de tous ses clercs. Les *onera* dont se plaint le concile sont regardés par lui comme un démembrement de la propriété.

(1) Reuter, *loc cit.*

(2) Principalement deux textes de St Ambroise, *de officiis*, I, 30 et II, 28, insérés au **Decret**. Dist. 86, c. 14 et C. XII q. 2 c. 70.

Le texte ne fait aucune allusion au patrimoine des clercs (1). L'expression : *de bonis ecclesiarum et clericorum et pauperum Christi usibus deputatis* est employée traditionnellement pour désigner les biens ecclésiastiques et elle marque leur triple destination (2).

L'excommunication, après monition, des coupables et de leurs complices, est la sanction ordinaire portée contre les *invasores* : aucune aggravation n'y est ajoutée.

Le sens historique du *c. non minus* a été mal compris, parce qu'on est illusionné par l'extension que lui ont donnée la doctrine et la pratique. Les canonistes, ayant à leur disposition des textes invariables, ont assuré le progrès du droit en généralisant les solutions des décrétales, pour en tirer des règles applicables à des cas toujours nouveaux. Le *c. non minus* qu'ils utilisent comme une définition générale de l'immunité réelle, n'a pas en vue toute la théorie de l'impôt, mais seulement la sauvegarde de la propriété ecclésiastique dans les gouvernements «*recognoscentes superiorem*», qui tendent à s'affranchir des traditions et des lois.

IV. — Il ne fut pas suivi d'effet. Après la mort d'Alexandre III, les différends se multiplient entre les communes et l'Eglise. C'est d'abord dans l'Italie du Nord que le conflit s'est généralisé. A Lodi (1182), le podestat et les Consuls décrètent d'intolérables imposi-

(1) Contrairement à l'opinion de Mack, *op. cit.*, p. 19 et de Gottlob, *Die päpstlichen Kreuzzug-Steuern im XIII Jahr.* Heiligenstadt, 1892, p. 14.

(2) C'est l'expression des Conciles, des auteurs ecclésiastiques (v. par ex. : Attonis Vercellensis, *de pressuris ecclesiasticis* pars III, dans d'Achery, *Spicilegium*, , p. 91), des glossateurs au tit. *de sac. eccl.*

tions sur les biens d'église « *importabilia onera... prætextu banni* » (1); A Trévise, à Conegliano (1186), des tailles et des exactions affligent les églises, les clercs et leurs hommes (2). A Plaisance (1189), les consuls molestent l'évêque au sujet d'un péage, et, condamnés par l'archevêque de Milan, ils lèvent, en manière de représailles, 600 livres sur les églises (3). Novare (4), Crémone (5) veulent soumettre les clercs aux charges publiques (201). Bergame taxe les *loca religiosa* à 12 deniers, les clercs à 15 deniers pour livre (6). Plaisance exige de l'église 2.000 livres pour l'allègement de sa dette (7). Les clercs sont contraints à participer aux frais ou aux travaux des fortifications à Modène (8) (1204), à Pavie (1208) (9), à contribuer aux dépenses d'une expédition de Bologne contre Pistoie (1211) (10), à accomplir de dures corvées à Milan, à Alexandrie (1212) (11).

(1) Vignati, **Cod. dipl. Laud.** II, 124. Jaffé 14801.

(2) Cappelletti, **Chiese d'Italia**, t. VIII, p. 264. Jaffé 15698.

(3) Campi, **Dell'istoria ecclesiastica di Piacenza**. Plaisance, 1651-62, t. II, p. 71.

(4) Rayn., **Ann.** a. 1200, n. 48. C. Morbio, **Municipi italiani**, vol V. Novara. Milan 1841.

(5) Potth., 1526.

(6) Migne, **P. L.**, t. 215, p. 203; 216, p. 230. Potth., 2059, 3962.

(7) M. G., **Scriptores**, XVIII, 422. (**Annales placentini guelfi**, anno 1204).

(8) Migne, **P. L.**, t. 215, p. 323. Potth., 2177.

(9) M. Daverio, **Mem. sulla st. de: l' ex-ducate di Milano**, p. 26. Pott. 3563 A.

(10) Ghirardacci, **Della historia di Bologna**, Bologne 1596, t. I, p. 113.

(11) Migne, **P. L.**, t. 216, col. 710. Nous pourrions ajouter vingt autres incidents : à Matera (1199), les clercs sont grevés d'exactions et de corvées. Potth. 811, s.; à Viterbe (1200), de vexations

Dans toute la chrétienté : à Worms (1), à Metz (2), à Verdun (3), à Limoges (4), à Antioche (5)..... les mêmes luttes se déroulent.

Un progrès s'est accompli dans la fiscalité des communes. Quels qu'en soient les motifs, le décret des magistrats paraît s'appuyer, en général, sur le droit commun. Il n'est plus question, comme jadis, de spoliations ou de violences. On fixe à l'Eglise et aux clers leur part contributive : l'arbitraire n'apparaît nettement qu'après leur résistance.

V. — Les évêques, dans ces traverses, sont toujours impuissants. Ils élèvent des protestations vaines. Ils sont réduits parfois à s'exiler. Souvent, leur faiblesse est manifeste. L'évêque de Viterbe lève l'interdit avant aucune réparation (6); celui de Plaisance, en 1208, donne libéralement à la commune les biens qu'elle avait confisqués, puis restitués en exécution de la sentence de réconciliation (7). Parfois même, l'évêque accorde un consentement exprès ou tacite aux impositions réglées par les consuls, et tel est, notamment, le

multipliées par les hérétiques Signorelli, **Viterbo nella St della Chiesa**, Viterbe 1907-8, p. 158. Innocent proteste en 1207 contre la taxation par les Florentins d'un monastère, mais pour cette raison qu'il est hors des murs de la ville. Santini, **Doc. dell' antica Costituz. del Comune di Firenze**, Florence, 1895, p. 373.

(1) M. G., **Constit. Imperat.**, I, 389 (a 1182).

(2) Raumer, **Gesch. der Hohenstaufen**, 1828-29, I, 279.

(3) Labande, **Etude sur l'organisation municipale de la Ville de Verdun** (xii^e-xvi^e s.). Verdun, 1891, p. 14.

(4) De Lasteyrie, **L'abbaye de St-Martial de Limoges**, p. 108, 113.

(5) Migne, **P. L.**, t. 214, p. 474.

(6) Signorelli, **loc. cit.**

(7) Migne, **P. L.**, t. 215, col. 1486.

cas des évêques lombards au commencement du XIII^e siècle (1).

VI. — C'est le pape qui défend les intérêts des églises. Il intervient dans tous les différends. En 1182, Lucius III demande aux recteurs de Lombardie, des Marches, de la Romagne, d'amener les *malefactores* de Lodi à résipiscence (2). Le ton est plus élevé dans la lettre où Urbain III donne au patriarche d'Aquilée pleine liberté d'excommunier sans appel les laïques entrepreneurs de Conegliano, de Trévise (3). En 1189, Clément III mande à l'évêque de Plaisance d'excommunier les consuls de cette ville, à l'archevêque de Milan et à ses suffragants de confirmer et publier la sentence (4). Le problème obsède toujours davantage le siège apostolique. Une des plus vives préoccupations d'Innocent III, c'est d'arrêter les entreprises contre l'immunité fiscale. Il le dit expressément en plusieurs endroits : il craint que l'Eglise universelle ne soit dépouillée de ses droits si les premiers attentats ne sont pas réprimés (5). Ces inquiétudes s'expliquent si l'on considère les progrès du mouvement de subversion, la part que les hérétiques y prennent, enfin les projets de la papauté et ses besoins d'argent.

En 1203, Innocent adresse aux magistrats municipaux et aux prélats de Lombardie deux lettres importantes. Il reproche aux premiers de soumettre les

(1) *Ibid.*, col. 47; Potth., 1885.

(2) Vignati, *Cod. dipl. laud.* II, 124. Jaffé, 14801.

(3) Cappelletti, t. VIII, 264 (1186).

(4) Campi. *Op. cit.*, t. II, p. 71.

(5) *P. L.*, t. 215, p. 998 (1206). Toutes les lettres relatives au conflit de Plaisance expriment d'une façon particulièrement pathétique cette crainte.

églises et les clercs à des collectes, à des tailles, à des corvées, et de les contraindre par la mise au ban de la commune. Il leur rappelle les termes du c. *non minus* dont il aggrave les sanctions : l'excommunication procédera *ipso facto*. Elle ne sera levée que lorsque les coupables se présenteront au pape après satisfaction. Tous les actes publics des magistrats excommuniés seront nuls. Leurs successeurs, si dans le mois de leur entrée en charge, ils ne réparent, subiront les mêmes peines. Les commerçants des villes rebelles seront arrêtés dans les foires et leurs marchandises saisies (1).

Aux évêques jusqu'alors passifs et qu'il flagelle, il ordonne de défendre le patrimoine de leur église avec d'autant plus de vigueur qu'il leur accordera l'appui du siège apostolique (2).

En fait, dans tous les conflits, il organise la procédure. Tantôt il s'adresse directement aux magistrats ou au peuple, tantôt son mandataire — c'est parfois l'archevêque (3) — se rend dans la ville coupable pour y porter les conditions pontificales. Si elles sont repoussées, l'assemblée des évêques de la province (4) ou les mandataires eux-mêmes prononcent l'interdit contre la ville, et contre les magistrats des sentences de plus en

(1) Migne, **P. L.**, t. 215, p. 47.

(2) *Ibid.*, p. 48.

(3) L'archevêque est généralement peu actif. Au cours du ^{xiii}e siècle, il sera souvent l'allié des communes, contre l'évêque qui recourt au pape. Cf. Gabotto. **Un conflitto giurisdizionale in Piemonte nel 1234** (*Atti della Reale Accademia delle Scienze di Torino*, 1896-97, p. 211).

(4) Pour apaiser le conflit qui se produit à Bergame en 1203, Innocent s'adresse à l'**universitas** des évêques lombards. Toujours, le pape recommande aux évêques des diocèses voisins de veiller strictement à l'exécution des sentences et notamment d'empêcher tout rapport entre leurs fidèles et les habitants du territoire soumis à l'interdit.

plus sévères : par exemple, à partir du conflit de Bergame, l'exclusion des descendants des coupables, jusqu'à la quatrième génération, des honneurs et des bénéfices ecclésiastiques (1).

Il intervient dans tous les pays; confirmant les sentences épiscopales contre les communes françaises (2), défendant les églises du diocèse d'Agen contre les exactions du comte de Toulouse (3). Il favorise la tenue des conciles provinciaux où les privilèges sont défendus. En Sardaigne, le concile de Saint-Just, présidé par un de ses légats interdit, aux magistrats municipaux d'imposer des taxes sur les clercs et sur leurs biens (4). Le concile d'Avignon (1209) rappelle les règles romano-canoniques (5).

VII. — Tous ces faits, toutes ces mesures ont leur épilogue au IV^e concile de Latran (1215) (6). Le c. 46 (7) (*Adversus*) consacre le rôle de la papauté et ajoute au c. *non minus* la plupart des sanctions introduites dans la pratique.

(1) Il ordonne généralement la saisie des marchandises exportées par la ville, il menace de transférer l'évêché dans une cité voisine.

(2) Luchaire, **Les Communes françaises**, p. 247.

(3) Migne, **P. L.**, t. 216, col. 185.

(4) En Sardaigne, les privilèges de l'Eglise sont moins importants que dans le reste de l'Italie. Cf. E. Besta, **La Sardegna medioevale**, Palerme 1909, p. 126.

(5) Conc. Aven. (1209) c. 7, Mansi XXII, 784 : « **Cum ecclesia Dei et ecclesiasticæ personæ beneficium in domo Domini habeant, sive sint expertes illius quæ secundum canonica et civilia jura ab angariis et perangariis et prorsus ab omnibus indebitis exactionibus censentur immunes....** »

(6) Mansi, XX, col. 1081. Héfelé (trad. d. Leclercq), t. V, 2^e partie, p. 1316. — A. Luchaire, **Innocent III. Le concile de Latran et la réforme de l'Eglise**. Paris 1908.

(7) X, III, 49, de **immun. eccl.**, c. 7.

Les *onera* sont désignés selon la terminologie du droit public et non plus d'après leur objet : tailles, collectes et autres exactions. La notion de l'impôt se précise, et la formule est assez générale pour embrasser toutes les charges extraordinaires (1).

Le texte semble considérer le *c. non minus* comme visant à la fois le privilège personnel des clercs et celui de l'Eglise : en réalité, il ajoute, sur ce point encore, une précision : il associe explicitement les biens des clercs et ceux de l'Eglise.

Mais sa disposition capitale, c'est la création officielle du rôle de la papauté.

D'un mot, le fait de l'intervention pontificale est justifié, *propter imprudentiam quorundam*. Les nombreuses expériences des dernières années et surtout les affaires de Lombardie montrent que l'évêque n'a pas toujours la sagesse et le discernement nécessaires pour donner le consentement prévu par le *c. non minus*. On demandera au pape son *consilium* (2). Ce mot ne signifie pas pour les contemporains un simple avis consultatif. Dans la question connexe de la milice, Gratien voulant établir que le *consensus papæ* est nécessaire pour que l'évêque puisse se rendre à l'armée, cite un texte où le *consilium* est requis, et la rubrique traduit : *auctoritas* (3).

(1) Comprend-elle les aides féodales? Il est évident que la condition du consentement de l'évêque et de son clergé ne correspond pas à cette catégorie. La coutume fixe les cas d'aides : en l'outrepassant, le seigneur commettrait une spoliation punie par les Canons.

(2) Mack, p. 21, après Gottlob, p. 91 et Hefelé Conciles (trad. d. Leclercq), t. VI, 1^{re} partie, p. 361 et suivant l'opinion commune traduit simplement : conseil (« *der Papst ist zu Rate zu Ziehen, zu befragen* »).

(3) *Dictum*. Grat. in c. 26. C. XXIII, q. 8.

Telle est aussi l'interprétation des décrétalistes (1) et telle est l'interprétation nécessaire. L'idée d'une simple opinion du pontife romain qui n'obligerait pas ceux qui la recueillent est fort étrangère à la pensée d'Innocent III et de son siècle. L'histoire des conflits locaux suffirait à l'exclure.

Peut-être Innocent a-t-il emprunté le mot *consilium* au vocabulaire de la tutelle. Le temps est proche où le pouvoir de l'Eglise romaine sur les bénéfices sera défini, précisément au sujet de la défense de l'immunité fiscale, comme celui d'une tutrice (2). L'*imprudencia* de certains évêques constitue une incapacité de fait. La coopération du pape est nécessaire pour une décision qui rendra pire la condition de l'Eglise.

Il lui appartient, en effet, de pourvoir aux intérêts de toutes les églises, « *cujus interest communibus utilitatibus providere* » (3).

(1) Inn. IV, *Commentaria Super Lib. Decret*, in c. non minus, Francfort 1570, f° 440.

(2) Décrétale *quia nonnulli* (1256, 28 mars) d'Alexandre IV, in VI°, III, 23, *de immun. eccl.*, c. 1.

(3) On pourrait penser que l'expression *communis utilitas* a ici le même sens que dans la première partie du texte et que le pape déclare son intervention nécessaire dans les affaires qui intéressent à la fois les clercs et les laïques. Ce serait une application intéressante du principe de l'indépendance de l'Eglise, si bien fortifié par Innocent III (X, I, 2, *de constit.*, c. 7 et 10). Nous avons renoncé, non sans hésitation, à cette interprétation : 1° à cause de ses conséquences excessives; elle aboutirait à remettre à la décision du pape les affaires d'intérêt commun, c'est-à-dire dans beaucoup de cas, le sort de la communauté civile, de toute communauté civile; 2° parce que la justification donnée par le pape de son intervention dans les différents conflits (v. notamment P. L., t. 214, p. 474) confirme pleinement l'explication que nous proposons, qui est aussi celle des canonistes. (V. Hostiensis, *Commentaria*, in tit. *de censibus*, loc. cit.).

Les termes de la sentence sont presque textuellement empruntés à la lettre adressée en 1203 aux rec-teurs et consuls de Lombardie (1).

VIII. — Les successeurs d'Innocent III eurent souvent à appliquer ces peines (2). Dans le grave conflit de Fano (1218-1222), Honorius III frappe la famille du coupable et toute ville qui confiera une charge publique

(1) « *Quia vero nec sic quorundam malitia contra Dei ecclesiam conquievit, adjicimus, ut constitutiones et sententiæ, quæ a talibus vel de ipsorum mandato fuerint promulgatæ, inanes et irritæ habeantur, nullo unquam tempore valituræ. Ceterum, quia fraus et dolus alicui patrocinari non debent, nullus vano decipiatur errore, ut infra tempus regiminis sustineat anathemo, quasi post illud non sit ad satisfactionis debitum compellendus. Nam et ipsum, qui satisfacere recusaverit, et successorem ipsius, nisi satisfecerit infra mensem, manere decernimus ecclesiastica censura conclusum, donec satisfecerit competenter, quum succedat in onere qui substituitur in honore.* »

La première et la dernière phrases de la sentence annoncée en 1203 sont supprimées : l'obligation pour l'excommunié de se rendre à Rome pour obtenir l'absolution et la saisie dans les foires des marchandises des villes interdites. Pour le reste, il y a eu copie presque intégrale.

(2) De très nombreuses bulles sont relatives à ces affaires. V. par ex. **Reg. Hon.** III, n. 874, n. 915. — **Reg. Inn.** IV, n. 332, n. 4024, n. 5006. Cette dernière bulle offre un des rares exemples que nous connaissons d'une autorisation donnée par le pape à un évêque d'accorder un subside. Il s'agit de la ville de Pérouse, dont les magistrats ont été récemment excommuniés pour avoir imposé d'autorité les églises et les clercs.

à l'excommunié (1). En outre, il menace les habitants de Fano de les dénoncer comme hérétiques, conformément aux dispositions du Concile général (2) : La décrétale *Noverit* conjoint dans une formule comminatoire les hérétiques et ceux qui prennent des mesures contraires aux libertés ecclésiastiques. Elle punit ceux-ci et les scribes qui écriront les statuts et les juges qui les appliqueront (3).

Les magistrats de Pise ayant mis à la charge des clercs la défense d'un lieu fortifié, Honorius ordonne à l'évêque de Sienne de les excommunier et il les prive des fiefs qu'ils tiennent de l'Eglise (4).

Dans le même temps, Frédéric II renforce les sanctions légales : toute communauté, toute personne publique ou privée qui imposera les établissements ecclésiastiques ou les clercs sera punie d'une amende au triple et de la mise au ban de l'Empire (1220) (5).

(1) L'excommunication est ainsi étendue à des innocents, conformément à leur tendance générale du droit canonique, à partir de la fin du x^e s. Cf. E. Vernay. **Le liber de excommunicatione du Cardinal Bérenger Fredol**. Thèse, Lyon, 1912. On trouvera des développements intéressants dans G. Salvioli. **La responsabilita del' erede e della famiglia pel delitto del defunto nel suo svolgimento storico**. (Riv. it. per le scienze giuridiche, 1886, vol. II, p. 173, ss.) et dans D. Schiappoli. **Responsabilità penale senza dolo o colpa nel dir. canon.** (Mél. Scialoja, t. II, 227, ss.).

(2) Amiani, **Memorie storiche della città di Fano**, Fano 1751, t. I, p. 182; Ughelli, I, 663; **M. G., Ep. Sæc. XIII**, t. I, p. 142.

(3) X, V, 39, de sent. exc., c. 53 (gravem).

(4) X. V., 39, de sent. exc., c. 53 (gravem).

(5) **M. G. Constit.** II, p. 108. E. Friedberg, **Die Gränzen zwischen Staat und Kirche**, Tübingue 1872, p. 52.

IX. — Une distinction fut alors établie par les Statuts communaux entre les possessions anciennes de l'Eglise et ses nouveaux acquêts. Les communes considèrent comme une charge du fonds la soumission aux collectes. Les biens récemment entrés dans le patrimoine de l'Eglise sont assujettis aux contributions : tel est l'objet de statuts promulgués à Florence (1218) (1), à Padoue (1228) (2), et peu à peu dans toutes les villes (3). Frédéric II, considérant cette disposition comme contraire aux libertés ecclésiastiques, la supprima des registres d'Asti (16 septembre 1220) (4). Elle resta l'un des artifices juridiques employés par les communes, dans leur lutte contre l'immunité. La Décretale *Quia Nonnulli* interdit toute imposition sur les nouveaux acquêts, toute distinction entre ceux-ci et le fonds primitif. Elle condamne aussi l'obligation de mettre hors main (5), qu'elle considère d'ailleurs non pas comme un moyen inventé par les seigneurs pour s'assurer les services du fief mais comme employé par les communes (6) pour s'assurer le paiement des collectes.

(1) Raynaldi, a. 1218 n. 32.

(2) Stat. Padova dal sec. XII al 1285, éd. Gloria n. 610.

(3) Ruffini, *Lo Stato e la Chiesa in Italia* dans *Trattato del diritto ecclesiastico*..., del Friedberg, Turin 1893, p. 90, ss. G. Salvemini, *Studi Storici : le lotte fra stato e Chiesa nei Comuni italiani durante il sec. XIII*, Florence 1901, p. 49. S. Privano, — *Stato e Chiesa negli statuti Comunali italiani*, p. 9, ss.

(4) Huillard, Breholles, *Hist. dipl. Frid. Secundi*, t. I, 2^e partie, p. 827, s.

(5) In VI, III, 23, de imm. eccl., c. 1. (28 mars 1256). Cf. Hinschius, *Kirchenrecht*, t. V, p. 216. Vuitry, *Etudes sur le régime financier de la France*, Paris 1878, t. I, p. 282, ss.

(6) Spécialement les communes françaises.

X. — Malgré les prohibitions, les collectes frappent un peu partout les biens ecclésiastiques (1) sans que se manifeste une réaction énergique. Le concile de Lyon (1274) qui renouvela plusieurs décrets de Latran et promulgua des mesures contre diverses usurpations des laïques et un canon sur l'immunité locale, ne laissa aucun acte relatif à l'immunité réelle (2). La question ne fut soulevée à nouveau qu'à la fin du siècle et, cette fois, avec ampleur.

XI. — Philippe le Bel avait obtenu de son clergé en 1294 des décimes qui ne devaient être payées que quand le pape y aurait consenti (3). Cette condition ne fut pas remplie par le roi. En outre, il soumit tous les biens sans distinction au paiement de la maltôte. Il violait ainsi les libertés de l'Eglise de France et les prescriptions du droit canonique qu'une pratique séculaire avait confirmées. Les moines de Cîteaux qui empruntent leurs expressions au langage courant du droit marquent expressément que l'Eglise n'est pas tenue de payer les *extraordinaria*, « *nisi auctoritate summi pontificis sint indicta* ». Et ce n'est plus à un pouvoir de tutelle qu'ils se réfèrent, mais à la notion

(1) Pour la France, Cf. Viollet, **Hist. des instit. polit. et admin.**, t. III, p. 45, ss.; p. 122, ss. — Pour les villes d'Empire, outre l'ouvrage déjà cité de V. Below : K. Zeumer, **Die deutschen Städte-teuern**..., Leipzig 1878; E. Schiller, **Bürgerschaft und Geistlichkeit in Goslar 1290-1365** (Kirch. Abh. H. 77. Stuttgart 1912). De toutes les villes, celle qui, au xiii^e siècle fournit les plus intéressants et les plus nombreux exemples de conflits relatifs à l'immunité réelle, c'est la ville de Liège, cf. G. Kurth, **La cité de Liège au Moyen-Age**, t. I, p. 114, 121, 127, 139-143, 210, 217, 220, etc.

(2) Peut-être s'en est-il cependant préoccupé. Gottlob, p. 148.

(3) V. les expressions du conc. de la prov. de Bourges, tenu à Aurillac, dans Martène, **Thesaurus Anecdotorum**, t. IV, col. 215. Sur toutes ces affaires cf. Boutaric, **La France sous Philippe le Bel**, Paris, 1861, p. 94, ss.

de souveraineté : ils appliquent au pape les textes qui réservent au prince l'ordre de lever les *superindicta* (1).

XII. — C'est la conception que suggère naturellement l'action de la papauté. Son devoir de protéger les églises contre les impositions des laïques a eu pour conséquence le droit exclusif de les taxer. Depuis Innocent III, la papauté s'est substituée partout à l'évêque et à l'autorité séculière dans l'organisation des subsides ecclésiastiques, grâce à l'institution des décimes pour les guerres saintes. L'*auctoritas tutoris* s'est rapprochée en fait de l'*auctoritas principis*. En droit, cependant, la papauté ne prétend pas avoir la souveraineté sur les bénéfices : elle en revendique la haute administration, la tutelle.

La bulle *Clericis laicos* (25 fév. 1296) (2), réprimant les entreprises de Philippe le Bel et d'Edouard d'Angleterre (3) édicte la nécessité de l'*auctoritas papæ* pour l'octroi de tout subside au pouvoir séculier; il donne à *auctoritas* pour équivalent : *licentia*. La nature de l'intervention pontificale n'a pas changé depuis le IV^e Conc. de Latran (4).

Bien que certains canonistes (5) aient exclus la condition du *consilium papæ* lorsque le clergé lui-même prend l'initiative du don, il est certain que le *c. adversus* ne prévoit pas une telle exception : toujours, dans

(1) Kervyn de Lettenhove, **De la part que l'ordre de Cîteaux et le Comte de Flandre prirent à la lutte de Boniface VIII et de Philippe le Bel**. (Extrait des **Mémoires de l'Académie royale de Belgique**, t. XXVIII).

(2) **Reg. Bon. VIII**, n. 1567 (VI^e, III, 23, de imm. ecc., c. 3).

(3) On trouvera dans Boutaric et dans Kervyn, **loc. cit.** et dans les ouvrages de Dupuy et de Baillet l'exposé de ces entreprises.

(4) En sens contraire : Mack, **op. cit.**, p. 30; Gottlob, **op. cit.**, p. 147; Schiller, **op. cit.**, p. 148. Nous avons justifié notre opinion, p. 70, s.

(5) Hostiensis, **Commentaria, in tit. de censibus, loc. cit.**

les Etats qu'il vise, le *consilium papæ* est nécessaire. Par ce côté encore, Boniface VIII n'élargit pas son champ d'action (1).

Sans doute, la levée de tailles et d'exaction sur les biens ecclésiastiques est depuis longtemps interdite aux laïques, les premiers décrétalistes ont étendu à tous les pouvoirs séculiers l'application du *c. adversus* (2), le concile d'Aurillac (1294) a mis comme condition à la délivrance de subsides l'approbation du pape. Mais une très ancienne coutume autorise dans les monarchies les dons du clergé au prince, la question du consentement pontifical à ces dons ne s'est posée qu'en 1296, et c'est alors que, pour la première fois, les empereurs et les rois sont nommés.

C'est à tort que l'on regarde comme nouvelles les sanctions prononcées contre les prélats qui consentent sans l'intervention du pape. Ils seront excommuniés *ipso facto* : ils l'étaient antérieurement comme violateurs du *c. adversus*. Tous ceux qui prennent part aux levées tombaient sous le coup de la décrétale *Noverit* (3). L'obligation pour le coupable de se rendre à Rome pour obtenir l'absolution avait été formulée dans les lettres d'Innocent III aux magistrats de Lombardie (1203) et dans beaucoup de conflits.

Donc, la bulle *Clericis* étend explicitement le *c. adversus* aux princes : elle consacre un état de fait à peu près constant, la papauté s'étant attribué dans le cours du XIII^e siècle, la taxation des bénéfices.

(1) La bulle **Clericis** prohibe tous les dons. Boniface se défend d'y avoir compris les aides féodales.

(2) Nous le montrerons amplement dans le chap. III.

(3) X, V, 39, **de sent. exc.**, c. 49.V. aussi Conc.Terraconense (1291) c. 10 (Martène, t. VII, p. 294) : sont excommuniés prélats et clercs qui favorisent la promulgation de statuts contraires aux libertés ecclésiastiques.

XIII. L'attitude du clergé français, l'ordonnance du 17 août 1296 qui interdit l'exportation du numéraire, des vivres, des chevaux et des armes ont pour conséquence un adoucissement de la bulle *Clericis laicos*.

Boniface en précise et en restreint la portée. Il souligne qu'elle ne contient aucune nouveauté et se contente de menacer les transgresseurs des règles sur l'immunité, qui sont surtout les officiers royaux. Les services féodaux ne sont pas compris dans les redevances prohibées, ni les subsides caritatifs interdits : le clergé peut spontanément en accorder au roi qui les sollicite directement ou par ses gens (1). Enfin, au cas de nécessité, le consentement pontifical n'est pas exigible (2), et c'est au roi, s'il est majeur, au Conseil privé pendant les minorités de décider s'il y a péril en la demeure (3). Les règles de l'immunité n'ont jamais été pareillement adoucies.

XIV. — La bulle *Clericis* même devait être amendée, puis supprimée.

Benoît XI déclare (12 mai 1304) qu'il en restreint l'application à ceux qui exigent des subsides et à leurs complices, le don gratuit étant autorisé (4). Clément V l'annule (5) (1^{er} fév. 1306). En vérité, ces deux textes ne

(1) Bulle **Ineffabilis** (25 sept. 1296). **Reg. Bon.** n. 1653. Rayn., a. 1296, n. 25, ss. Bulle **Exiit** (7 février 1297). Rayn. a. 1297, n. 46, ss.

(2) Bulle **Romana Mater**. (28 fév. 1297) Rayn., a. 1297, n. 49. **Reg. Bon.** n. 2333.

(3) Bulle **Etsi de Statu** (31 juillet 1297). Rayn. a. 1297, n. 50. **Reg. Bon.** n. 738.

(4) **Reg. Bened. XI**, n. 1269 (12 mai 1304). **Extr. Comm.** III, 13, de **imm. ecc., c. un.**

(5) **Clem. III**, 17, de **imm. ecc., c. un.**

modifient pas les règles de la bulle *Clericis* (1). D'abord les déclarations subséquentes qui ont causé tant de scandale, que Clément révoque tous leurs effets ne peuvent être que ces interprétations bénignes et favorables au roi que Boniface apaisé, besogneux, a données d'un langage un peu vif (2). Pour compenser des termes inopportuns, il justifia le cas de nécessité invoqué par le roi. Ses successeurs ont corrigé et ses excès de plume et ses capitulations, alors même qu'ils avaient eu uniquement en vue d'effacer les mots désagréables au roi dont elles étaient assorties (3).

Ils suppriment l'énumération des pouvoirs, et ils écrivent : *laici*. Le mot *auctoritas* a une dure consonance, mais le *consilium papæ* reste exigé dans tous les cas, sans exception (4). Benoît y insiste et Clément maintient avec fermeté les dispositions du *c. adversus*. Quant aux clercs qui donnent spontanément, sans intervention du pape, Benoît ne veut pas les punir pour violation du *c. Clericis* mais comme transgresseurs des canons de Latran. En fin de compte, nul adoucissement, ou plutôt une généralisation formelle des principes anciens, *laici* ayant été substitué non pas à *imperatores* et *reges* seulement, mais à *consules* et *rectores*.

(1) Contrairement à l'opinion commune, adoptée notamment par Mack, *op. cit.*, p. 34, s.

(2) Toutes ces déclarations, on l'a vu, renferment des concessions.

(3) Qu'ils aient eu l'intention d'être agréables au roi : cela est fort vraisemblable : On sait combien Clément fut faible en face de Philippe le Bel. (Mollat, **Les papes d'Avignon**, p. 27, ss). Mais il est certain que le cas de nécessité ne fut pas introduit dans le droit canonique, dont les dispositions n'ont pas été adoucies.

(4) C'est-à-dire que le fond reste le même.

XV. — La papauté n'a pas été moins active dans la prohibition des taxes sur les voyageurs et sur le transport des marchandises. Gratien a recueilli un canon du deuxième concile de Latran dirigé contre les exacteurs qui molestaient les clercs, les moines, les pèlerins ou les marchands (1). Il y a une tendance très marquée à rapprocher des voleurs de grand chemin ceux qui prélèvent des taxes sur la circulation des marchandises (2). On considère que Dieu a voulu que les chrétiens pussent librement communiquer entre eux (3).

Aussi, les décrétales gardent avec soin la règle romaine qui réserve au souverain la concession des péages (4), Innocent III reconnaît, comme source auxiliaire la coutume immémoriale (5), Boniface VIII, renouvelant une disposition d'Alexandre IV (6) excommunie toute personne, interdit toute *universitas* qui exigera une taxe de circulation pour tous les biens ecclésiastiques, sans exception, et pour les biens personnels que les clercs transportent sans intention de lucre (7). Le concile de Vienne (1311) ordonne aux évêques de publier le nom de ceux qui ont encouru une telle peine (8).

(1) Conc. lat. II, c. . . . Decr. XXIV q. 3 c. 23 (**Si quis romipetas**).

(2) V. par ex. une lettre de Célestin III (1194) dans Jaffé 16753.

(3) V. les textes cités par Viollet, **Inst. polit.**, III, 412.

(4) X, III, 39, **de censibus**, c. 10 (**Innovamus**).

(5) X, V, 40, **de verb. sign.**, c. 26 (**Super quibusdam**).

(6) V. la **pars decisa** du c. 1 (**Quia nonnulli**), VI°, III, 23.

(7) In VI°, III, 20, **de censibus**, c. 4 (**Quanquam**).

(8) Clem. III, 13, **de cens.**, c. 3 (**Præsenti**).

XVI. — Les conciles provinciaux ont rappelé fréquemment, dans le courant du siècle, les principes canoniques. Ils s'élèvent contre toute nouvelle coutume, spécialement contre la création de péages (1). Ils défendent l'Eglise et (plus souvent) les clercs contre toutes exactions illicites, surtout contre les droits de transit et les tailles (2).

XVII. — Ainsi s'est formée, au XIII^e siècle, la législation canonique relative à l'immunité. L'Eglise n'a point créé son privilège. Elle l'a restauré, défendu et l'on peut même dire qu'il a pour elle beaucoup plus une valeur juridique qu'un intérêt pratique, car elle a répandu ses dons.

En apparence très général, il n'embrasse pas les charges coutumières, mais seulement les nouvelles impositions. Cela ressort des circonstances historiques qui expliquent sa formation et de l'interprétation donnée par les papes eux-mêmes. Il réside dans la théorie du subsidie caritatif, c'est-à-dire dans l'organisation de la contribution volontaire et autonome.

On se représente communément la théorie de l'immunité comme une création quasi-spontanée d'Alexandre III, qu'Innocent III renforce et qui atteint sa perfection dans la bulle *Clericis* pour revenir, après la mort de Boniface à son second état.

(1) Avignon (1209) c. 6; Arles (1211) c. 9; Montpellier (1215) c. 43; Narbonne (1227) c. 13; Béziers (1246) c. 29; Albi (1254) c. 71 dans Mansi, XXII, 787, 815, 949; XXIII, 24, 698, 852.

(2) Avignon (1209) c. 7; Narbonne (1227) c. 12; Toulouse (1229) c. 19-20; Béziers (1246) c. 28; Nantes (1264) c. 7; Cologne (1266) c. 8; Bourges (1276) c. 10; Bude (1279) c. 59, 60; Tours (1282) c. 7...., — dans Mansi, XXII, 788; XXIII, 24, 198, 698, 1120, 1138; XXIV, 173, 500, 471.

Cette courbe ne correspond pas au mouvement du droit. Il y eût, en vérité, un progrès continu dans la définition des résultats acquis par la pratique.

Le pape a proscrit, suivant le développement de la fiscalité : d'abord les *onera* irréguliers qui diminuent et profanent le patrimoine ecclésiastique, puis plus précisément les tailles et les collectes, la taxation des nouveaux acquêts, enfin tout subside, quelle que soit sa dénomination.

La condamnation devient de plus en plus explicite. Portée d'abord contre les communes, elle nomme sous Boniface VIII les empereurs et les rois. Son caractère universel n'a pas été ultérieurement effacé.

La sanction se renforce et s'élargit suivant le développement général des peines canoniques.

Quant aux consentements canoniques, celui de l'évêque et du clergé résultait des règles générales, de l'administration des bénéfices. Le progrès capital a été marqué par le *c. adversus* : mais il avait été préparé par de si nombreuses interventions des papes qu'il ne causa aucune surprise (1). *L'auctoritas papæ*, considérée d'abord comme dérivant d'une sorte de tutelle, s'est transformée dans le sens d'une attribution monarchique, le pape étant le chef souverain de la société indépendante, parfaite, que constitue l'Eglise. Et ainsi la doctrine canonique se lie étroitement aux destinées du pontificat et l'immunité aboutit au droit exclusif du pape d'imposer l'Eglise.

(1) L'attention des chroniqueurs a été tout entière absorbée par les décrets du 4^e conc. de Lat. relatifs à J. de Flore, à la confession et à la communion annuelle, au mariage entre parents. Ils ne signalent pas le *c. adversus*.

Loin de créer des règles arbitraires, la législation consolide des principes, couronne les expériences et fixe les résultats de conflits incessants.

XVIII. — Dans son dernier état, le *Corpus juris canonici* contient donc les règles suivantes :

Les laïques — quelle que soit leur dignité — n'ont aucun pouvoir sur les biens de l'Eglise : ils ne peuvent leur imposer ni taille, ni péage, ni aucune contribution extraordinaire.

L'évêque, d'accord avec son clergé, et après avoir obtenu le *consilium papæ*, peut leur accorder des dons gratuits.

Sont frappés des sanctions du IV^e concile de Latran tous ceux qui directement ou indirectement exigeront de l'Eglise des subsides.

En somme la papauté a substitué sa loi à celle du souverain et l'autorité des canons à celle des privilèges positifs. Si bien que les « libertés ecclésiastiques » n'ont plus pour elle d'autre sens que celui d'une confirmation expresse du droit canonique.

CHAPITRE III

La théorie de l'immunité réelle dans l'œuvre des décrétistes et des décrétalistes jusqu'au début du XIV^e siècle

I. — L'idée d'immunité eût toujours dans l'esprit des Canonistes la plus large compréhension. Rufin en témoigne : « *Emunitas dicitur ecclesiæ securitas, qua ab incursionibus et secularibus exactionibus et vexationibus debet esse libera* » (1). Et les décrétalistes énoncent plus simplement : C'est la liberté de l'Eglise, l'exonération des charges publiques étant un signe essentiel de cette indépendance (2).

(1) *Summa decretorum mag. Rufini*, in C. XII q. 2 c. 8, ed. Singer, p. 325.

(2) *Summa Goffredi*, in tit. de immun. eccl. (X, III, 49), Venise, 1570, p. 161 — et tous les décrétalistes in h. tit.

II. — En principe, l'empereur seul peut accorder des privilèges *in temporalibus* (1). Les canonistes prirent donc pour base de leurs théories les constitutions qui fixent la nature et la mesure des obligations de l'Eglise envers le fisc (2).

Mais le droit de l'Empereur est considérablement limité par une double règle :

1° Les privilèges qu'il a libéralement accordés, qu'il eût pu ne pas octroyer, il n'est pas maître de les abolir ou de les restreindre (3).

2° Parmi les biens de l'Eglise, tous ceux qui ont un caractère sacré, c'est-à-dire qui n'ont pas subi l'in-

(1) *Innocentii Commentaria in c. 49 (Noverit) X, V, 39, de sententia excomm.* Francfort 1570, f° 558 : « *In temporalibus autem generaliter et generalis ecclesiæ solus imperator, qui universis et clericis et laicis et in temporalibus præsse debet, privilegium concedere potest, Di. 96 cum ad verum nisi in his quæ in ecclesiis ab ipsis sunt donata et in quibus per eorum privilegia muniuntur...* » *Abbas antiquus. Lectura ad Decretales Gregorii noni, cod. loc. (Perillustrium doctor. comment., Venetiis 1588, t. I, p. 150)* répète ce passage d'Innocent, qui devint classique.

(2) Les canonistes assimilent aux églises les autres *pia loca*. Ils séparent mal les privilèges de l'Eglise et ceux des clercs, qu'ils exposent sur les c. (*ex litteris*), X, III, 1; (*Pervenit*), X, III, 49; (*Ecclesia Ste Mariæ*), X, I, 2. La distinction n'est faite que sur quelques points : par exemple, la sanction du non paiement des charges. Au xve s. on justifie le privilège du patrimoine des évêques par ce fait qu'ils répondent de leur administration. *Pan. sup. 1a Decret.* in c. 10 (*Ecclesia Stæ Mariæ*), X, I, 2. n. 3, Venise, 1592, p. 29.

(3) *Decretum Gratiani. C. XXV, q. 2, c. 1 et 2, le dictum* et la glose ordinaire. — *Hostiensis. Summa aurea, in tit. de immun. eccl.*, f° 191. « non poterat autem cogi imperator ab initio quod hec privilegia daret sed ex quo dedit auferre non potest... maxime ex quo romana ecclesia ipsa approbavit. » *Hostiensis* se fonde sur les textes des Fausses Décrétales insérés au Décret. (*C. XXV, q. 2, c. 1 et 2*). — Ce qui a été fait dans l'intérêt général de l'Eglise, même par les lois humaines, ne peut être rapporté, *Rufin in Dist. X* (p. 26, s.).

féodation, sont soustraits à l'autorité séculière (1). L'indépendance de ces biens est si normalement admise dans la doctrine qu'Innocent IV, pour établir que le pape peut exempter les clercs de la juridiction impériale, les considère comme *res spirituales* (2).

III. — Les décrétistes ont accordé peu d'attention à l'immunité. Ceux d'entre eux que la défense des privilèges a le plus vivement préoccupés : Roland Bandinelli, E. de Tournai, ne font aucune place aux textes du Décret relatifs à l'impôt. D'autres, comme Sicard de Crémone (3) et Benencasa Senensis (4) se bornent à les résumer sèchement. Ceux qui retiennent les lois romaines copient les Etymologies et les gloses et le *dictum Quamvis*, qui contenait une objection si précise, est réuni par Paucapalea (5) et Rufin (6) à la loi qui le suit, tout ce fragment artificiel ne donnant lieu qu'à une définition des *ptochia*, empruntée à d'anciens ouvrages (7).

IV. — Cependant, l'idée de l'immunité totale d'une partie des biens ecclésiastiques avait été conservée dans l'œuvre de Gratien. La question se posa pour les décrétistes de résoudre l'antinomie apparente des canons où la soumission au tribut est affirmée et du *dictum Quamvis*.

Le c. *Secundum Canonicam* fut regardé d'abord

(1) Inn. in. c. 7 (**Verum**), X, II, 2, de foro comp. f° 197.

(2) Inn. in. c. 2 (**si quis**), X, I, 33, de majoritate et obed. f° 156.

(3) V. par ex. in c. 23, C. XXIII, q. 8, Bib. Nat. ms lat. 4288, f° 54.

(4) V. par ex. in c. 40, C. XVI, q. 1, Bib. Maz. ms lat. 1041, f° 198.

(5) Paucapalea **Summa** (éd. Schulte), p. 103.

(6) **Summa...**, p. 413.

(7) Conrat. **Epit. exactis regibus**, p. 16.

comme fournissant la distinction nécessaire. Joh. Faventinus le répète (1), et la plupart des contemporains de P. de Blois (2) : sont exemptes de toute charge les terres données par l'empereur et celles offertes par les fidèles *pro beneficio sepulturæ* (3).

Une telle formule met en relief les origines de la donation, la volonté ou l'intention du donateur. L'exemption n'est point la loi naturelle des choses saintes, mais une faveur et le *dictum Quamvis*, loin d'affirmer un principe de droit divin ne fait qu'annoncer les dérogations au droit commun.

La distinction du c. *Sancitum* (*Palea*) prévalut à partir d'Huguccio, qui considère l'exemption totale comme le privilège de l'église, du cimetière, des habitations des clercs, quelle que soit l'origine de ces biens (4). Le Continuateur anonyme y ajoute le champ dont le froment fournira les hosties, ceux d'où l'on tirera les ressources du luminaire (5) et il insiste (6)

(1) Joh. Faventinus. *Summa Sup. Decretum*, in c. 23, c. XXIII q. 8. *Bib. Ste Geneviève ms lat. 1624*, f° 146.

(2) P. Blesensis. *Speculum juris canonici*, cap. XXVII, ed. Reimar, Berlin, 1837, p. 55.

(3) Selon Rufin, on a utilisé ce critère pour la détermination de la juridiction de l'empereur et des évêques (*Summa...* in c. 11 (*si imperator*) Dis. 96 : « ... *Quidam tamen sentiunt quod de hujusmodi possessionibus qui ecclesie proveniunt ex aliquo contractu.... imperator judicare potest; de aliis vero, que intuitu animarum gratis ecclesie donantur, aiunt quod tunc judicare poterit, cum episcopus judicare neglexerit.... »*

(4) Huguccio. *Summa decretorum* in c. 27 (*Si tributum*). C. XI, q. 1. *Bib. Nat. ms lat. 3892*, f° 185. Nous citerons Huguccio d'après ce manuscrit, le seul qui soit complet. Les ms 3891 et 15396-15397 ne présentent pas, sur notre sujet de variantes notables.

(5) *Ms 3892*, f° 275 (in *dictum Quamvis*). Les causes XXIII (au moins à partir du c. 23 de la q. 4). — XXVI du *Décret* n'ont pas été commentées par Huguccio, mais par un anonyme et par Jean de Dieu. Cf. Tanon. Rufin et Huguccio. *Nouvelle Revue historique de droit fr. et étr.*, 1889, p. 686, ss.

(6) *Ibid.* in c. 24 (*secundum canonicam*). C. XXIII, q. 8, f° 275. « *Jo. Solvit dicens cum Gratiano quod hic loquitur de rebus collatis*

sur la valeur de ce critère spirituel que Joh. Teutonicus (1) et Barth. de Brescia (2) adopteront comme donnant la solution définitive (3).

Les droits de l'empereur ne peuvent être niés. Quand l'église est construite sur un sol tributaire, Joh. Teutonicus décide que si le fondateur est de bonne foi le tribut sera payé pour la part du terrain que ne recouvrent pas les bâtiments; dans le cas de mauvaise foi, qui se vérifie lorsque, malgré la *novi operis nunciatio*, on procède aux travaux, le fondateur est tenu *ad æstimationem*, à dédommager exactement le fisc (4).

ab imperiali domo quæ ab omni prestatione sunt libera, ibi de aliis quæ feruntur ab illis qui servire tenentur imperatori. Quæ quia honorata (sic) sunt cum honore transeunt ad ecclesiam. Nos solvimus contra sicut habetur in palea Sancitum, quia pocius debet dici solutio horum contrariorum quam palea... loquitur ergo de his prædiis in quibus constitute sunt officine et quæ deputata sunt usibus celestium secretorum.

(1) J. Teutonicus. *Gl. ord. in c. secundum*.

(2) Bar Brixian. *Gl. ord. in c. 27 (si tributum)*. C. XI, q. 1. Les décrétistes s'en servent communément pour l'explication du *c. si tributum*. Cf. *Bib. Mazarine, ms lat. 1288* (non folioté); *ms lat. 1289*, f° 138. Il en est, d'ailleurs qui ne semblent pas accorder à ces critères la même importance que P. de Blois et le Contin. anonyme d'Huguccio par ex. Percival de Milan, *Lectura Sup. Decretum, Bib. Nat., ms lat. 3916*, f° 159. P. de Salinis, *Lectura Sup. Decretum, Bib. Nat., ms lat. 3917*, f° 192 (s. les *c. secundum canonicam et sancitum*).

(3) Le *c. sancitum* passe dans les Décrétales de Grégoire IX (*c. 1, III, 39 de censibus*).

(4) Jo. Teut. *Gl. ord. in c. 24 (secundum)*. C. XXIII, q. 8. Cette distinction est rejetée par G. de Baysio. *Rosarium seu in Decretorum volumen commentaria*, Venise 1601, p. 317 (in *c. secundum*) « ... Credo quod semper teneatur ad æstimationem. » Les décrétalistes insistent sur la liberté du manse. Inn. in *c. 1 (Sancitum) X, III, 39, de cens.*; f° 445 : « ... sed si alii eadem terra esset tributaria, non erit libera tributo... sed ecclesia non debet eam recipere, immo potius ab ecclesiæ edificatione cessare. »

Le manse, la dot ont perdu leur intérêt économique, pour prendre un sens spirituel. C'est à cause de leur caractère que les immeubles destinés au culte sont naturellement soustraits à toute domination séculière. Désormais, on considère comme synonymes *mansus* et *dos* (1), ces mots désignant tout ce qui est consacré à Dieu. Alain, pour marquer la libération parfaite du manse la compare à celle de l'esclave qui s'engage dans le sacerdoce (2).

La doctrine, insensiblement, substitue au fondement positif du privilège un fondement spirituel. Jadis, les immeubles dotaux étaient déterminés dans l'acte de donation du patron, le manse est défini par les capitulaires. La spécification disparaît dans la doctrine canonique. On peut dire que tous les éléments du patrimoine ecclésiastique ont la même destination sainte. La théorie du manse, de la dot, contient un principe général, un germe qui pourra s'épanouir le jour où l'on ne mettra plus de différence entre les biens de l'Eglise (3) : elle est provisoirement limitée dogmatiquement par la notion des *exteriora*, pratiquement par la loi du fief.

(1) Inn. in c. 1 (Sancitum) X, III, 39, de cens. f° 445 : « Tu, dic appellari mansum dotem constitutam pro sustentatione clericorum et aliis necessariis ecclesiæ... »

(2) Joh. Garsias Hispanus, Comment. in Decret. Greg. IX, in c. 25 (Sancitum). C. XXIII, q. 8. Bib. Nat. ms lat. 3949 f° 164.

(3) L'idée se conserve chez les Canonistes que tout ce qui est à l'Eglise appartient à Dieu. Mais Innocent qui a bien développé cette théorie in c. 4 (cum super) X, II, 12, de causa poss., f° 221 montre ailleurs qu'elle ne peut englober les fiefs in c. 7 (Verum) X, II, 2, de foro compect., f° 196. A mesure que se relâche le lien féodal et surtout dans les pays où le régime municipal prédomine, l'affirmation reprend son caractère absolu. Panormitanus, Consilia, 1a pars. cons. III; 2a pars. cons. XIII, Venise, 1617, p. 3 et 75. Dans un traité d'une logique un peu minutieuse publié en 1563, le cardinal Jérôme Albani montre que la raison surnaturelle qui justifie l'immunité du manse est valable pour tous les biens de l'Eglise.

V. — Les canonistes ne contestent point que les biens non affectés directement au culte *exteriora*, soient transmis avec leur charge (1) : *res transit cum onere*. C'est le principe général de la *tradition*, la formule légèrement modifiée du Code et des jurisconsultes (2). Les canonistes l'ont répétée souvent, et ils lui donnent une autorité nouvelle, en relevant dans le Décret son application à la charge des dîmes (3). Deux décrétales d'Innocent III sur ce sujet la confirment expressément (4). Elle est invoquée dans tous les commentaires, au chapitre de l'immunité. Il restait à définir ces *onera*, et ce fut d'abord l'œuvre de l'école de Bologne.

VI. — Rogerius avait donné le premier exposé complet de la théorie romaine des charges de l'Eglise (5). A côté de la division tripartite empruntée au Digeste (*munera, patrimonialia, personalia et mixta* : les patri-

Hieron. Albani, de *immun. ecclesiarum* (Tractatu) *universi furis*, t. XIII, 2a pars. f° 23, s. Et la doctrine, après le concile de Trente, distinguera généralement le manse et les autres biens temporels de l'Eglise mais en leur accordant le même privilège. Au *xv^e* s., les jurisconsultes séparent, au contraire, les nouveaux acquêts et la dot, qu'ils considèrent comme exemple de taille, parce qu'elle bénéficie d'une « présomption de nobilité », le roi ou le seigneur qui l'a constituée lui ayant communiqué son privilège. **Bib. Nat. Coll. Languedoc (Bénédictins)** t. 52 bis, f° 135, 172.

(1) *Nisi esset consuetudo contraria ut in Yspania*. Joh. de Deo in c. *Secundum canonicam* **Somme d'Huguccio**, f° 275. — Il faut, naturellement, tenir compte des réserves énoncées au sujet des donations impériales et de celles faites pour la sépulture.

(2) C. Just. L. VIII, t. 28, de *distr. pign.*, l. 12. Dig. l. 18, tit. 1 de *contrah. empt.*, l. 67, etc.

(3) **Decr. Grat.**, c. 42 (*Si quis laicus*). C. XVI, q. 1.

(4) C. 28 et 33, X, III, 30 de *decimis*.

(5) Rogerii *Summa Codicis*, in L. I, tit. 2, de *sacr. eccl.* ed. Palmerio. (**Bib. jurid. Medii Aevi**), p. 10, s.

monialia seuls s'imposant à l'Eglise), apparaît un schéma qui devint classique :

1° Les *munera ordinaria* (*canonica illatio, tributum, rectifical*) sont dûs par l'Eglise (1). Il n'y a d'exception que pour le *superindictum* (2).

2° Des *munera extraordinaria*, les uns sont *sordida* et l'Eglise n'en peut être grevée, les autres sont *honesti*, et l'Eglise y est tenue invariablement, *si ad pietatem respiciunt* (*collatio viarum seu pontium*) (3) et dans

(1) Cependant, la glose ordinaire considère l'Auth. **Item nulla communitas** comme accordant l'exemption des *ordinaria*. Cynus (in **Cod. Commentaria**, in l. **placet**, Francfort 1578, p. 4, n. 2) est à peu près seul à accepter cette interprétation, que Jason rejette en s'appuyant expressément sur le droit canonique (in **1a Cod. par-tem Comm.**, in l. **placet**, n. 17).

Cynus admet, d'ailleurs, que la présomption de juste cause n'existe en matière de *munera ordinaria* qu'après 30 ans de levée sans interruption (l'opinion commune réduisait le délai à 10 ans), que la preuve contraire est admise. Suivant l'avis de P. de Belleperche, il admet qu'un *munus extraordinarium* devenu *ordinarium* n'est pas dû. (Cynus, in l. **si certis annis**) — s. les charges réelles, cf. P. Leicht — **Ricerche sul dir. priv. nei docum. preirneriani**, Parte I, Rome 1914, p. 190. A. Solmi, **St. del dir. ital.**, p. 461, 922.

(2) Cette exception donna lieu à de nombreuses hypothèses. Roffredus Epiphaniï suppose que le *superindictum* était extraordinaire à l'origine ou tout au moins au temps d'Honorius. Il accorde, d'ailleurs, à l'exemption des **Superindicta** une importance considérable et il montre que le prince n'a pas le droit d'en charger l'Eglise : ce serait annuler le privilège et légiférer contre Dieu. Roffredus. In **Cod.**, in l. **placet**, **Bib. Nat. ms lat. 4546**, f° 3 « ... nec privato imponitur sine principis auctoritate — unde dicendum est quod nec ecclesie imponitur etiam cum principis auctoritate : aliter nullum esset ecclesie privilegiū,.... Quic tamen si imperator diceret ecclesiam de superindicto teneri nonobstante l. ista : nunquid potest? R. non quia contra deum non potest princeps sua auctoritate aliquid statuere. »

(3) La construction des routes, des ponts et des murs avait, dans la pratique, la plus grosse importance. Aussi, les jurisconsultes ne cessèrent de préciser sur ce point leur interprétation des lois romaines. La glose ordinaire de la l. **ad instructiones** soumet l'Eglise à tous les travaux publics nécessaires : à la fortification

deux cas *si respiciunt ad publicam utilitatem* (*felix embola, repentina sarcina*).

Ce tableau est présenté à nouveau par Placentin (1). Azon (2) le retouche à peine, reclassant indéfiniment, dans un but de simplification et distinguant parmi les *ordinaria* : *munera rerum, angariæ et peranganæ* (3) qui sont *sordida respectu ecclesiæ*. Son regroupement passe dans la glose d'Accurse (4) où des aides féodales sont en outre, incorporées aux *extraordinaria*.

VII. — Les canonistes entendent par *ordinaria* toutes les charges périodiques et perpétuelles : Gandulphus (5) n'y comprend que les cens et les rentes. On ajouta communément : le canon emphytéotique et le *tributum*. Ce dernier mot signifie toutes les obligations

des villes en guerre ou menacées, et la dispense des travaux faits *ad ornamentum*. Cette règle eût une longue fortune. Pan. in c. *non minus*, n. 18, p. 214 en témoigne. — Roffredus, in l. *ad instructiones* f° 4 restreint l'obligation de l'Eglise aux voies publiques : « *non autem puto hoc verum de pontibus vel itineribus privatis vel factis ad aliquorum utilitatem.* » La distinction des voies publiques et des voies privées est reprise avec beaucoup d'ampleur par G. de Cuneo, *de muneribus*, n. 22, ss. (*Tractatus univ. jur. t. XII, f° 17*). Quant aux murailles et aux fossés, il décide que les grands travaux seront faits à frais communs, les réparations accessoires à la charge des propriétés riveraines. Jacques de Revigny comprend que l'Eglise est exempte seulement de la *fabricatio* et non de la collecte. (Cynus, in l. *ad instruct.*, f° 5). On s'en tint généralement au critère de l'utilité publique. Jason, in l. *placet*, n. 14.

(1) In Lib. I, Cod., tit. 2, de sac. eccl.

(2) Azonis *Summa Cod.*, tit. de sac. eccl., Venise 1572, p. 10.

(3) Bern. Papiensis, *Summa Decret.* (ed. Laspeyers), L. III, tit. 36, de immū. « *Sunt autem angariæ servitutes vel servitia personarum, peranganariæ rerum, plaustra utrarumque.* »

(4) In l. *placet*.

(5) P. Blesensis, *Speculum juris canonici*, cap. XXVII, p. 55.

envers le prince que peuvent grever la terre : prestations en nature ou en deniers. C'est, dans l'esprit des décrétistes, une notion complexe. Ils professent pour le tribut, considéré comme *munus patrimoniale*, le même respect que pour toute redevance ancienne, fixe, solidifiée. Ils le fondent, en outre, comme les scolastiques (1) sur la nécessité naturelle de l'Etat : sans lui la paix ne serait point conservée et il a si bien sa place dans l'ordre de la chrétienté qu'Huguccio assimile le refus des Italiens de payer le tribut à la révolte des Grecs contre le siège de Rome (2). C'est enfin le salaire versé au prince défenseur des droits de l'Eglise et il n'est dû qu'en retour d'une protection effective (3).

VIII. — La classification des *munera extraordinaria* présentée par Rogerius a été introduite dans les *Summæ decretalium*. Vincentius Hispanus (4) l'ébauche, assez confusément, soumettant l'Eglise à la réfection des routes et des ponts, *ad muros*, en cas de guerre, enfin *ad sarcinam repentinam*. La leçon de la glose entre tout entière dans l'*Apparatus* d'Innocent IV (5). Bernard de Parme ne la détaille point dans sa courte

(1) R. Amberg. *Die Steuer in der Rechtsphilosophie der Scholastiker*, Berlin 1909, p. 17, ss.

(2) *Summa*, in c. 26 (*Magnum*). C. XI, q. 1. *Bib. Nat. ms lat. 3892*, f° 185) « ... et est ar. contra Ytalicos qui nolunt recognoscere imperatorem in tributis. It. et est ar. contra græculos qui nolunt subijci romane ecclesiæ. V. encore in c. tributum, f° 229.

(3) La formule d'un décrétiste anonyme du xiii^e s. est particulièrement nette : in c. 22 (*tributum*). C. XXIII, q. 8. *Bib. Nat. ms lat. 4288*, f° 118 : « Ar. quod nisi principes ecclesiam defensaverint quod eis ab ecclesia nichil nomine census vel tributi solvendum esse ». V. sur le sens du mot, *tributum* le contin. anon. d'Huguccio, in c. *convenior*, f° 275.

(4) *Apparatus in Decretal. Greg.*, in c. 33 (*gravem*). V. tit. 49, de sent. exc. *Bib. Nat ms lat. 3967*, f° 208.

(5) *Inn., Commentaria*, in c. 4 (*non minus*), f° 459.

somme (1), mais il reconnaît dans son *Apparatus* (2) que la construction des ponts et des routes s'impose à l'Eglise comme à tous les *possessores*, et il invoque l'*auth. de ecclesiis* et la *l. ad instructiones*.

Les premiers décrétalistes n'opposent donc aucune difficulté à l'application intégrale du Code. Mais toutes les levées seront faites *auctoritate episcopi* (3), la juridiction ecclésiastique étant seule compétente (4). Ainsi, par une application générale des *c. non minus* et *adversus*, la liberté de l'Eglise est assurée, puisque l'évêque prend à son compte la décision d'imposer, et les mesures de contrainte.

(1) *Summa Decretat*, in tit de imm. Bib. Ste Gen. ms lat. 309, f° 115.

(2) In *c. non minus* [relevandas].

(3) Vin. Hispanus, loco cit.

(4) Inn. in *c. non minus* n. 6, f° 459 : « ... **Extraordinaria** autem quæ respiciunt ad pietatem subit ecclesia **C. de ep. et cle. l. administrationem** et sic potest intelligi sup. e. pervenit. Quamvis ad ea non sint per secularem judicem cogende, sed per ecclesiasticum de cujus foro sunt personæ, licet res sint de foro laico sup. de fo. compe. Si diligenti — ibid, n. 8. « Et quod ecclesia ut dictum est non cogitur subire munera a principe seculari et pro suis negotiis, sed ecclesia pro suis negotiis et pro miserabilibus personis et etiam pro principibus vel necessitatibus nativitatum cogit sup. de cens. Cum apostolus inf. eo, **adversus sup. de offi. dele. pastoralis 77 Di c. 2 88 Di. c. 1.** On remarquera que c'est essentiellement pour assurer l'immunité des personnes, le privilège de juridiction, que les décrétalistes écartent toute intervention du pouvoir séculier dans l'administration des subsides du clergé.

Parmi les charges légitimes, il en est qui, réelles au sens du droit féodal, sont personnelles selon l'esprit du Digeste : le service de l'ost, le guet, les corvées. On s'efforça de les faire retomber sur les hommes de la tenure (1). Ainsi, le privilège du clerc était sauf. Mais le problème n'est pas pour autant résolu. La terre de l'Eglise reste grevée de *munera personalia*. Il y a comme un conflit des règles, les canonistes ayant toujours, sur la base du droit romain, soumis l'Eglise aux *munera realia*, tandis qu'ils l'exemptent des *personalia et mixta*. G. de Trani (2), par exemple, tout en admettant des exceptions, a adopté ce critère.

Innocent IV tente une conciliation, en invoquant la notion de contrat : l'Eglise ne subit pas ces charges personnelles comme *munera*, mais en conséquence d'un pacte ou de quelque obligation particulière (3).

Dans le même esprit, Innocent considère la baronnie concédée sans investiture, *simpliciter*, comme jouissant de la condition des aumônes (4) : elle ne sera tenue à aucun *munus*, sauf clause onéreuse insérée au début de l'acte de donation, conformément à la décrétale *Cum dilecti* (5).

IX. — La théorie canonique des *extraordinaria munera* se dégage de la glose bolonaise dans la *summa*

(1) Inn. in c. non minus n. 3 et 4, à propos de la l. *neminem*, f° 459. « ... Quod intelligo quod rustici et coloni possessionum ecclesiæ non excusantur in adventu principis, clerici tamen excusantur... vel dic speciale esse in adventum principis, ut angaria vel perangaria præstet ecclesia... »

(2) *Summa Gofredi*, in tit. de imm., f° 161.

(3) *Commentaria*, in c. non minus, f° 459 « sed certe nec tum prædicta subit tanquam munera, sed quia ex pacto vel alias ad ea præstanda obligatus est, si autem sint honesta et ordinaria. »

(4) *Commentaria*, in c. 7 (Verum) II, tit. 2, de fo. com., f° 196.

(5) X, III, 24, c. 6.

aurea (1), grâce à une méthode et à des sources nouvelles.

Hostiensis se propose d'opérer une synthèse du droit séculier et du droit canonique (2). Dans le droit séculier, outre les lois romaines, il comprend : 1° Les constitutions récentes, et notamment la *Constitutio pacis* et l'Auth. du Couronnement de Frédéric II; 2° Les *Libri feudorum* et les usages coutumiers (3).

Il réunit dans un même tableau, il rattache à un seul principe les *munera* romains et les services de fief. En apparence, sa synthèse juridique n'aboutit qu'à des reclassements artificiels : il introduit les devoirs féodaux dans les catégories romaines et, mêlant toutes les charges, sacrifie l'ordre à l'unité. Mais l'intérêt de cette expérience, c'est qu'elle montre le peu de place que tient le droit romain, quand on le met en concurrence avec les réalités féodales. En vérité, la théorie d'Hostiensis, rompant avec le dogmatisme abstrait, constitue le premier exposé général et pratique des devoirs de l'Eglise (4).

(1) **Summa aurea**, Venise, 1537. Composée entre 1250 et 1261. (Schulte, II, 126).

(2) Il le déclare dans le **Proœmium**.

(3) Les constitutions des Frédéric et les **libri feudorum** venaient d'être ajoutés au Code. Savigny, **Hist. du droit rom. au Moyen-Age**, trad. Guénoux, III, p. 366.

(4) Le titre relatif à l'immunité eût, comme tout l'ouvrage, une influence considérable sur la doctrine. Il fut souvent copié mot pour mot par des juriconsultes qui avaient entrepris d'écrire un traité de *muneribus*. V. par ex. Petri Antiboli Allobrogis, de *muneribus*. (Tract. univ. juris., t. XII, p. 27). Le même titre dans la *Lectura* d'Hostiensis, beaucoup moins original, eût une égale fortune. J. Andræ lui-même en retranscrit toutes les expressions. **In tertium lib. Decret. Greg. IX Novella Commentaria**, Venise, 1581, f° 236-238.

Gratien avait traduit dans ses *dicta* cette pensée grégorienne que la liberté de l'Eglise trouve sa limitation dans la loi du fief : Les canonistes, commentant les décrétales relatives à la compétence absolue du souverain pour tout ce qui concerne les devoirs des vassaux, même ecclésiastiques, constatent le caractère général et inéluctable de cette loi (1). Hostiensis ne fait qu'en reconnaître l'universalité.

La notion du fief est dominante et presque exclusive dans son exposé. Il applique la règle : *res transit cum onere* aussi bien aux services réguliers qu'aux cens et aux tributs (2). Ayant réuni toutes ces charges sous le nom d'*indicta*, il en sanctionne l'accomplissement par la commise, et il expose diverses opinions sur l'extension de ce moyen à l'Eglise. Il trouve fort naturel que tout vassal — clerc ou laïque — supporte les charges du fief (3). Quant aux *extraordinaria*, il rejette la doctrine traditionnelle des glossateurs, admise par Vincent, par Innocent et par Bernard de Parme : toutes les exactions extraordinaires sont condamnées par le droit civil, tout spécialement en ce qui concerne les églises et autres *pia loca* par les Auth. *Cassa* et *hac edictali lege* (4). Ce qui demeure sous le nom d'*extra-*

(1) Sur les c. 6, (*Ex Transmissa*, et 7 (*Verum*) X, II, tit. 2, de foro competenti.

(2) *Summa*... f° 189, « ... Ad ordinaria vero quæ regulariter sunt sicut sunt tributa et census certi : sive servitia certa et annalia possessionibus quæ ad eos pervenerunt annexa tenentur... et talia possunt vocari indicta in rebus imposita a quibus nullus excusatur. » Hostiensis continue d'appliquer à l'Eglise les textes relatifs aux clercs et vice-versa.

(3) *Ibid* : « ... Secus puto si episcopus vel abbas tenet magnum et nobile feudum ab aliquo principe quod consuevit ei certo modo servire. Nam in hoc casu, quamvis non teneatur ire in cavalcatis personaliter.... puto tamen quod debeat mittere secundum quod solitum est.... et hoc intelligo si sit justum bellum.... »

(4) *Ibid*. Par contre, dans ses *Commentaria* (Venise, 1581, f° 176), ayant répété ce principe il récite après Innocent, la leçon des glossateurs (f° 177).

ordinaria, ce sont les aides, et Hostiensis développe à leur sujet une théorie du subside caritatif, tel que l'entendent la pratique, la morale et l'Eglise.

La nature et la loi divine font un devoir de soutenir tout homme dans le besoin : à plus forte raison si cet homme est le patron ou le seigneur (1). Une seule condition est posée : *quando ex justa causa eget*. L'expression est empruntée au langage augustinien. Elle se rapporte moins aux causes de la misère du supérieur qu'aux conséquences de son relèvement; la charité doit être subordonnée à la justice, et il ne faut considérer que l'intérêt de la paix. L'obligation morale est certaine, si cet intérêt est en jeu.

La théorie des aides prend ainsi dans la *Summa aurea* une ampleur que ne lui donneront pas les coutumes écrites. Dépasant l'énumération des Assises (2) et de la *Summa de legibus Normannie* (3), Hostiensis affirme la légitimité de l'*auxilium* dans toute circonstance où le seigneur est ruiné ou simplement contraint à faire de grandes dépenses, sous réserve de la juste cause (4). Il observe que telle est la coutume presque partout : en fait, seul il la proclame et il la justifie par des principes généraux dans un temps où l'on s'efforce de fixer des cas précis.

(1) *Summa*... f° 189. Les aides sont dans la catégorie de **munera quæ ad pietatem respiciunt**.

(2) **Assises de la Haute-Cour**, Livre de Jean d'Ibelin, ch. 249, éd. Beugnot, t. I, p. 397.

(3) **Summa de legibus Normannie**, c. 33, n. 2, dans Tardif. **Coutumiers de Normandie**. — V. encore : **Très Ancien Coutumier de Normandie**, art. 48, *ibid.* t. I, 1^{re} partie, p. 39 (texte latin); 2^e partie, p. 36 (texte français).

(4) *Summa*... f° 189 : Ayant énoncé les quatre cas ordinaires, Hostiensis ajoute : « **Vel alias expensas intolerabiles et graves fecit, vel alia quacunque causa depauperatus est, vel nimis obligatus est vel non habet quid comedat. In talibus et similibus vide-**

Cette théorie charitable engageait spécialement les clercs vis-à-vis de leurs supérieurs spirituels et temporels : l'évêque, le patron, le seigneur, tout pouvoir légitime. Elle n'était, en somme, que la transposition dans le droit séculier des règles relatives aux subsides administrés à l'évêque par son clergé.

Les premiers décrétistes ont douté que le *c. cavendum* (1), qui interdit aux évêques toute levée arbitraire eût une valeur générale. Ils l'ont interprété dans le sens le plus favorable aux évêques, puis ils en ont tiré cette conséquence que, lorsque l'état de l'Eglise le requiert, l'évêque peut demander un secours à son clergé (2). Quand le III^e Concile de Latran eût consacré cette doctrine, et permis à l'évêque de réclamer une aide modérée « *si manifesta ac rationabilis causa extiterit* », les canonistes ne cherchèrent pas à limiter les cas, bien que les abus fussent criants (3). Ils se bornèrent à discuter sur la juridiction compétente pour le jugement des conflits qui se produiraient entre l'évêque

tur quod subditi debeant domino subvenire : quia cum quilibet indigenti homo naturaliter et ex precepto domini subvenire debeat, multo fortius in talibus debet vassalus recognoscere se domino obligatum... »

(1) C. X, q. 3, c. 7.

(2) **Summa mag. Rolandi**, p. 25. **Summa mag. Rufini**, p. 305. **Summa St. Tornacensis**, p. 210. Huguccio, f^o 183, note que l'évêque ayant le devoir de défendre son église, a droit à tous les secours nécessaires en vue de cette fin : nul n'est tenu de combattre à ses frais pour autrui.

(3) Boatinus en donne un curieux exemple, rapporté par J. Andreae in c. 6 (cum apostolus) X, III, 39. [In **tertium Decretalium**..... f^o 204]. G. de Baysio (**Rosarium**, Venise 1601, f^o 206 in c. cavendum. « *Postulatio auxilii si sit justa ex necessitate exaudienda est et per suspensionem extorquenda.* »

et le clergé. Innocent IV (1) et Hostiensis (2) laissent à l'évêque lui-même le pouvoir de contraindre les récalcitrants, après toutes les adjurations et monitions convenables puisque, en cas de besoin, il est autorisé à s'aider des revenus de l'Eglise. Il devra prendre conseil, cependant, du chapitre et des clercs et reconnaître par écrit qu'il s'agit d'un don gratuit et qui ne crée pas une coutume (3). L'immunité des clercs que Gratien, les papes et les conciles s'étaient efforcés de défendre contre les exactions des évêques était menacée par les textes mêmes qui devaient l'assurer.

Il y a dans cette doctrine des idées sur le devoir moral, sur la cause, sur les garanties contre les abus de pouvoir qui trouvent aussi bien leur justification dans les rapports des vassaux et des suzerains, des souverains et des sujets, des clercs et de leurs supérieurs temporels. Hostiensis expose que si le pouvoir séculier invoque justement le concours de l'Eglise, elle pourra et elle devra le lui accorder selon les règles fixées par la théorie du subsidie (4).

(1) **Apparatus...** f° 445. Inn. n'exclut pas la contrainte papale, mais il est très nettement opposé à l'intervention de l'archevêque.

(2) **Commentaria...** f° 151. Bernard de Parme ne s'est pas prononcé sur la personnalité du supérieur à invoquer. Les uns désignent l'archevêque et c'est encore l'opinion de J. Andreæ. (**In tertium...** f° 204). J. d'Albenga remonte jusqu'au pape. (Host., **Commentaria...** f° 151).

(3) **Summa...** f° 190 : « debet tamen fieri scriptura quod non ex debito sed gratis datur; ne in futurum prejudicet... »

On peut voir une application de cette règle dans une lettre d'Alexandre IV aux recteurs des églises paroissiales du diocèse de Tours. **Reg. Al. IV**, n° 1656.

(4) **Summa...** f° 190 : « ... Quid si sine violentia petat dominus secularis egens ab ecclesia, vel clerico vassalo suo? » Hostiensis renvoie à sa théorie des **auxilia**. — Le Continuateur anonyme d'Huguccio avait déjà formulé le principe (in c. **Si tributum**, f° 275): « **ecclesia.... debet dare tributum imperatori.... Si quid autem plus vellet concedere ei sicut regi siculo concessit potest....** »

Donc, indépendance de l'empereur en matière de fief (1), devoir de générosité des sujets et de l'Eglise. Hostiensis ajoute : exclusion de l'arbitraire, *capitanea voluntas* (2). Et cet arbitraire, il le redoute surtout dans les gouvernements locaux. Les *inferiores imperatore* n'ont qu'une autorité empruntée; légitime, si elle s'exerce dans les limites fixées par le prince, condamnable dans toutes ses nouveautés. Hostiensis s'élève avec force contre les *milites* qui exigent des tailles selon leur plaisir : *nunc plus, nunc minus non habet locum consuetudo*. Il s'agit d'un brigandage. L'*inferior imperatore* ne doit point toucher aux privilèges accordés par l'empereur. Même en matière féodale, il ne peut imposer sa loi aux églises et aux clercs (3).

La création de péages lui est aussi sévèrement interdite. L'empereur seul peut lever des taxes de circulation destinées à assurer la protection des marchandises et perçues seulement sur les objets livrés au commerce, non sur ceux qu'un particulier transporte pour son usage (4).

L'intérêt de ces prohibitions apparaît si l'on considère qu'elles frappent tous les pouvoirs séculiers, fors

(1) *Summa...* f° 190 : « **Nec invenies decretum vel jus canonicum quod in feudalibus imperatori vel regi legem imponat.** » De même que l'empereur n'a aucun droit sur les dîmes, de même le pape n'a aucun droit sur les fiefs, si ce n'est **ratione peccati**. Or, en matière de fief, l'empereur n'a accordé aucun privilège à l'Eglise *ibid.*, f° 191.

(2) Pour les villes, on trouvera un bon exposé dans André d'Isernie, *Peregrina lectura*, 1533, p. 3; sur les « *inferiores imperatore* », cf. F. Ercole, *L'origine francese di una nota formola bartoliana*. (*Arch. st. ital.* 1915, p. 241).

(3) *Summa...* f° 190 : « ... **quasi reputet absurdum dominus papa quod inferior rege ecclesiis vel personis ecclesiasticis vel rebus suis etiam feudalibus legem imponat.** »

(4) *Summa...* in tit. de censibus, f° 182.

l'empereur : Hostiensis ne semble pas excepter volontiers le roi de France (1).

X. — D'ailleurs, les canonistes, préoccupés de solutions générales, ne se sont guère attachés aux hypothèses prévues par les Décrétales. Les communes sont rarement nommées. Les villes italiennes durent cependant inspirer à G. Durant la règle précise qu'il pose (2) : les collectes *pro solido et libra* dont le taux est variable ne sont pas dues par les clercs, même pour leurs nouveaux acquêts : *Mutata persona, mutatur et status rei*.

(1) Ibid. « Nisi et populus sibi eamdem potestatem dederit quam et imperatori data est... »

En principe, les canonistes sont peu favorables aux nouveaux impôts. Huguccio, in c. *generaliter*, f° 229 « nec in rebus ecclesiasticis nec in aliis nova tributa vel pedagia sunt imponenda... » Il invoque le c. *Innovamus*. Seuls, les princes ayant plénitude de juridiction peuvent imposer de nouveaux cens, s'il y a juste cause. Innoc. in c. 10 (*Regum*) X, III, 39, de *censibus*, f° 446. Cette cause existe quand ils besognent pour le bien général. G. de Baysio, *Rosarium*, in c. *quia*, f° 205. Hostiensis admet que la liberté fiscale est la condition originelle et qu'on la présume. *Comment.* (in c. *non minus*, f° 177); *Summa*, f° 189, 190. Il applique ainsi à l'impôt une théorie générale développée par l'école de Bologne. Besta, *op. cit.*, p. 238.

(2) G. Durant, *Speculum juris*, L. IV P. III de clericis conjugatis. Francfort, 1591, p. 193 : « ... Alii dicunt quod si possessio illa erat scripta dare pro solido et libra ad collectas : quia quandoque patrimoniorum munera possessionibus indicuntur.... tunc res ipsa onerata est, et cum onere suo transit... Sed certe cum descriptio, seu æstimatio, quæ sit pro solido vel libra non sit perpetua et certa, imo mutatur et variatur pro varietate imminentium negotiorum non videtur hujusmodi onus durare, postquam res pervenit ad privilegiam personam. Si autem possessio illa certum et perpetuum censum vel tributum debet, illud cum possessione transit, et solvi debet, ut supra. »

Le cas examiné par G. Durant est éminemment pratique. Il répond aux prétentions des communes qui veulent soumettre à leurs taxes variables les nouveaux acquêts. G. de Baysio, reprenant l'hypothèse du *Speculum*, dit qu'elle se vérifie à Bologne. (*Super Sexto Decretalium*, in c. *quia nonnulli*). Le fragment que nous avons cité — et qui s'applique à l'Eglise comme aux clercs

Les *c. non minus* et *adversus* ont été pour les décrétalistes l'occasion de développer leur interprétation des lois romaines et leur théorie générale de l'immunité. Ils n'ont accordé presque aucune place aux règles précises renfermées dans ces deux textes, auxquels ils donnent parfois le sens le plus vague. Abbas antiquus résumant le *c. non minus* ne fait aucune allusion à l'impôt (1). Du *c. adversus*, les canonistes ne retiennent en général que la sanction, parce que l'addition au III^e Concile de Latran n'est annoncée qu'avant la sentence. Il fut bien entendu que ces textes ne visaient pas les charges féodales et il y eût, d'autre part, une tendance à étendre leur application à tous les impôts (2).

La discussion du cas d'utilité commune ou de nécessité ne fut point abordée (3). Le seul traité où il soit

— est relevé par tous les décrétalistes au Moyen-Age : il fut regardé comme la meilleure expression de la doctrine canonique sur les collectes. On peut d'ailleurs le comparer à l'exposé de la théorie de Gandulphus fait par P. de Blois, *Speculum*, cap. XXVII.

(1) Abbas Antiquus. *Op. cit.*, in *c. non minus* f° 122 : « **Laici, qui citra voluntatem clericorum occupant bona ecclesiarum post trinam monitionem sunt excommunicati.** » Le maître d'Abbas Antiquus, P. de Sampson n'accorde pas plus d'importance à l'immunité; le titre *de immun.* n'est pas inséré dans les manuscrits d'ailleurs différents de la Bib. Nat. n° 3972, 4009, 4248. Le n° 3992 semble plutôt appartenir à Abbas Antiquus. — Nous n'avons peut-être pas toute l'œuvre de P. de Sampson. Mais il est certain que l'immunité fiscale tient parfois dans les Commentaires des Décrétales une place médiocre. Jacques de Tonnerre, *In III priores libr. Decret. Greg. IX* au titre *de immun.* Bib. Nat. ms lat. n° 3973 consacre de longs développements à l'asile (f° 327-332) et quelques lignes à l'impôt. H. Boich (*In V Decretalium libros Commentaria*, Venise 1576) commentant le *c. adversus* (f° 580) ne fait pas allusion à la théorie de l'immunité.

(2) Host. les applique au patrimoine des clercs. *Summa.*, f° 190.

(3) Amorcée au x^v^e siècle par P. d'Ancharano, elle n'est entreprise que par Panormitanus (in *c. non minus*, n. 20 et l'insuffisance des facultés des laïques ne donna lieu à des controverses théoriques qu'au xvi^e siècle cf. Fattolilli. *Theatrum immunitatis*, Rome 1714-1730, *Pars III, Tract. III, S. VI, n° 7.*

question du consentement du clergé est l'œuvre polémique de Drogon (1) — quant au pape, seul au XIII^e siècle, Hostiensis s'occupe de son intervention (2) et il en restreint la nécessité au cas où les laïques prennent l'initiative de la collecte, le clergé restant libre de donner *spon-te*, ou bien au cas où la levée générale est ordonnée dans le but seulement d'éviter que des fraudes ne soient commises sous le couvert de privilèges usurpés. Guillaume de Montlezun l'exclut toutes les fois qu'il y a nécessité (3). Le conflit contre Boniface VIII et Philippe le Bel n'eût aucune influence sur les progrès de la théorie canonique du consentement pontifical (4).

XI. — Les sanctions de l'immunité ont été très commentées parce qu'elles soulèvent des questions de res-

(1) Varin. *Arch. leg. de la Ville de Reims*. I^{re} partie. App. I, p. 448, ss.

(2) *Commentaria*, in c. *adversus [Romanus Pontifex]*, f^o 178 : reproduit par Jo. Andreac, *Novella*, *cod. loco*, f^o 236; par A. de Butrio, *super tertio Decretalium*, *cod loco*. La vérification de la seconde hypothèse à Sienne, en 1411, donna lieu au développement de la théorie par Joh. Lupus (*de lib. ecclesiastica*, dans *Tractatus univ. juris* t. XIII, pars I, f^o 1). Zabarella observe que la permission du pape est exigée comme l'est celle du supérieur pour les aliénations. (*Super Clement*, Naples, f^o 263).

(3) G. de Monte Lauduno. *Docta et facilis in Sextum Decretalium interpretatio*, in c. *Clericis*. Toulouse 1524, f^o 112. Cette interprétation de la décrétale *Clericis* contient des erreurs grossières.

(4) La décrétale *Cléricis* a été parfois négligée (G. de Baysio) Jo. Andreæ recommande de ne pas s'y attarder. On ne lui a généralement consacré que des observations d'un intérêt médiocre, et brèves (Joh. Monachus, D. de S. Geminiano). La gl. ordin. remarque qu'elle se borne à ajouter des sanctions.

Sur le c. *Quoniam*, les décrétalistes ont observé seulement que le pape n'est pas lié par la législation de ses prédécesseurs. Certains ont développé une longue théorie du scandale (G. de Monte-Lauduno, *op. cit.*, f^o 80).

ponsabilité individuelle qui intéressent vivement les canonistes, et surtout Innocent IV.

L'excommunication prononcée contre le coupable après sa sortie de charge, s'explique par les principes romains de la responsabilité *ex delicto* des administrateurs (1). Les décrétalistes exigent une réparation complète du magistrat qui a donné un avis favorable à la levée; celui même qui n'aurait pas expressément consenti subira une peine spirituelle, voire une peine pécuniaire (2).

Quant au successeur, il n'est point puni pour la faute d'autrui, mais pour celle qu'il a commise lui-même en maintenant l'iniquité : si dans le premier mois de son administration, il ne rapporte point la mesure prise par son prédécesseur, on présume qu'il la ratifie (3).

Certains canonistes obligent les conseillers à se démettre de leurs fonctions, même s'ils ont donné un avis défavorable, dans le cas où, pouvant abolir le statut, ils ne l'ont pas fait. Innocent IV cherche à fixer très précisément quand commence la négligence (4).

XII. — La sanction des devoirs de l'Eglise fut longtemps indéterminée. Par suite d'une interprétation erronée de la *l. placet*, Rogerius professe que, dans le cas où elle n'acquitterait point pendant deux ans les charges qui lui incombent, elle ne pourrait être saisie, comme le seraient les biens des particuliers et même

(1) Vin. Hisp. in c. **adversus**, f° 155.

(2) Inn. in c. **adversus**, f° 460.

(3) Inn. *loc. cit.* Host. *Comment.*, *cod. loc.*, f° 178, Jo. Garsias, *cod. loc.*, f° 175.

(4) Inn. in c. **noverit**, f° 558.

ceux des clercs (1). Cependant, il y eût, dès la fin du XII^e siècle, sous l'influence des règles féodales, une tendance à restreindre ce privilège : Huguccio relève une opinion d'après laquelle l'empereur peut opérer la saisie, mais l'Eglise aurait contre lui une action en restitution de la chose ou de son estimation, prescriptible par quatre ans (2). Placentin admet la confiscation des navires refusés au service de l'Empire par l'économe qui serait, il est vrai, personnellement responsable (3). A l'époque d'Hostiensis, on inclinait à étendre au cas de non paiement par l'Eglise le texte visant les clers (*l. de his*) et les règles de la commise. D'autres tirent seulement de la *l. divina* le droit pour l'empereur de retenir l'église en gage jusqu'à satisfaction. Hostiensis semble se rallier à une théorie où éclate l'inéluctable nécessité des lois du fief : la *l. si divina* ne tient pas, car les laïques n'ont aucun droit sur l'Eglise : et pourtant, le clerc ou l'abbé vassal qui se rend coupable de félonie sera privé de son fief : simplement son successeur en sera à nouveau investi, parce que le délit du clerc ne peut engager l'Eglise (4).

XIII. — La théorie canonique essaie de concilier le droit romain et les réalités féodales. Elle considère comme éternels des principes qui tiraient leur vie d'un organisme depuis longtemps décomposé. Elle cherche à leur subordonner sans les modifier toutes les obligations du fief.

(1) *Summa*, loc. cit. C'est l'explication classique de ces mots de la *l. placet* : *translationis sollicitudo*. Cf. Pescatore, *Die Glossen des Irnerius*, loc. cit. Les décrétistes la répètent en commentant le *c. si tributum*.

(2) *In c. tributum*, f^o 185.

(3) *Summa*, loc. cit.

(4) *Summa aurea*, f^o 189.

Graïien a résolu le dualisme en soumettant l'Eglise à la coutume : « *consueta obsequia* », cela signifie aussi bien les services du fief que le tribut impérial. Les décrétalistes ont tenté de tout réduire aux divisions du Code et ils ont adopté d'abord la leçon des glossateurs, ne se préoccupant qu'incidemment des charges féodales, pour les romaniser, jusqu'à ce que Hostiensis, confrontant dans un dessein pareil toutes les sources du droit positif, fût contraint de reconnaître que les obligations féodales seules vivaient et s'imposaient et qu'elles ne rentraient que par convenance dans le cadre antique.

Soumission aux *munera ordinaria*, rejet des *extraordinaria* (sauf les travaux publics et le gîte), élimination des levées arbitraires, affirmation de la légitimité, de la nécessité du subside caritatif, acceptation totale des lois du fief : telle est la somme de la doctrine.

L'idée fondamentale — bien que souvent sous-entendue — des canonistes, c'est que l'Eglise n'est jamais tenue qu'en vertu d'un contrat. Parce qu'il y a un contrat entre le vassal et le suzerain, l'Eglise ne pourra en aucun cas sous peine de commise, se dérober aux devoirs du fief : service militaire, aides, corvées. Des impôts, elle paiera les ordinaires, parce qu'elle les regarde à la fois comme une charge réelle qui engage le fond et comme le prix d'un contrat : salaire de la protection du prince, assurance contre les troubles de la possession.

Sans nier aucun devoir, les canonistes tendent à substituer l'acceptation volontaire de l'Eglise à l'ordre de la loi. En aucun cas, ils n'admettent l'arbitraire, *capitanea voluntas*, même venant de l'empereur pour qui cependant ils professent parfois une religion de légistes. On peut observer sur cette question essen-

tielle de l'impôt comment la théorie de la supériorité du sacerdoce garde un sens général. L'harmonie entre le droit romain et le droit canonique a été facilement établie, sans recours au droit divin. Il y a chez les canonistes un respect profond des lois humaines et les méfiances de la papauté à l'égard du Code n'ont eu aucun retentissement dans leurs œuvres, où le droit romain tient souvent plus de place que les Décrétates. Les Ecritures sont rarement invoquées. Hostiensis cite une fois le livre d'Esdras comme source accessoire, après le Code; et la Genèse est presque oubliée (1).

On n'en pourrait conclure que la théorie canonique manque d'originalité. Elle contient des idées intéressantes relatives au manse, à la nature des devoirs de l'Eglise, au rôle de l'évêque, à l'impôt en général. En outre, tandis que les légistes et les feudistes ont tendance à s'isoler dans leur science, les canonistes du XIII^e siècle, par nécessité, font un certain effort pour réunir les théories dispersées, pour relier des sources profondes qui n'avaient pas entre elles de communication. Ils ont songé à la pratique bénéficiale et ne l'ont pas toujours sacrifiée à des abstractions. La théorie de l'immunité gardera jusqu'à la fin du Moyen-Age la forme qu'ils lui ont donnée.

(1) L'auteur de l'art. déjà cité de l'*Archiv. für Kath. Kirchenrecht* sur l'ouvrage de Mack fait très justement observer que, même dans la décrétale *quamquam*, *jus divinum* ne signifie pas autre chose que droit canonique.

CHAPITRE IV

L'application des règles de l'immunité réelle et la contribution du patrimoine ecclésiastique aux charges de la monarchie française au XIII^e siècle

I. — Les privilèges de l'Eglise sont totalement ou partiellement définis : dans l'Empire par le droit romain et par les constitutions de Frédéric Barberousse et de Frédéric II (1), en Angleterre par les Chartes (2), dans

(1) V. Supra, ch. II. L'évolution de la politique de Frédéric II sur le sujet des immunités de l'Eglise est exposée dans l'ouvrage de Scaduto. *Stato e Chiesa nelle Due Sicilie dai Normanni ai giorni nostri*, Palerme, 1887, § 21.

(2) H. Bémont. *La Grande Charte des Libertés anglaises*, Paris, 1892. V. la charte de Henri 1^{er} (1100), et la charte d'Etienne (1136). G. Burtons Adams, *The history of England from the Norman Conquest to the death of John (1066-1216)*, p. 200. Il y eut d'ailleurs, de violents conflits en 1159 (*ibid.* p. 269), en 1207 (*ibid.* p. 411).

les royaumes ibériques par des textes généraux (1).

Aucune loi ne les a fixés dans la monarchie capétienne : simplement la coutume, la multiplication et l'uniformité des diplômes ont créé comme un droit commun de l'Eglise, un ensemble de privilèges fiscaux qui constituent une part importante des « libertés ecclésiastiques ».

II.—Le roi se considère comme le créateur, le régulateur et le défenseur de ces libertés. Par le serment du sacre, il promet de les conserver (2). Rigord expose qu'il s'est réservé la garde des églises dans tout le royaume, pour éviter que les hauts barons à qui il a confié des terres ne les chargent de corvées, de tailles et d'autres exactions (3). Et il rapporte le châtement infligé au duc de Bourgogne qui a extorqué 30.000 livres aux églises : Philippe le contraint par les armes à promettre restitution et il retient trois châteaux en gage. Plusieurs fois dans la *Philippide*, le roi est présenté comme le vengeur des libertés ecclésiastiques aussi bien contre ses barons que contre le roi d'Angleterre et contre l'empereur (4).

(1) Roscoeuv St-Hilaire, *Mémoire sur l'origine des immunités ecclésiastiques en Espagne* (Mémoires de l'Académie royale des Sciences morales et politiques, t. I, Savants étrangers, p. 825) : Alphonse X, l'auteur des Partidas, consacre l'immunité absolue du clergé. (Part. I, tit. 6, l. 50 et 51).

(2) Marca, *de concordia Sac. et Imp.* L. 6, ch. 35 n. 3. Sur les origines de la formule du sacre cf. Favre, *Eudes, comte de Paris et roi de France*, Paris 1893, p. 91, s.

(3) Rigord, de gest. Phil., n. 34, ed. Delaborde, t. I, p. 51. « *Igitur reges Francorum prædictas Ecclesias in sua libertate semper custodire cupientes, quibuscumque principibus terras custodiendas tradidissent, tamen Ecclesias sub potestate sua et protectione retinere decreverunt : ne Principes quibus terra custodienda a Regibus delegabatur, Ecclesias vel clericos ibidem Domino servientes, aliis quibus angariis, tal' iis, vel aliis exactionibus gravare præsumpserint.* » — Beaumanoir, *Cout. de Beauvoisis*, ch. 46, ed. Beugnot II, 241.

(4) A. Luchaire, *Ph. Aug. et la Société ecclésiastique* (*Annales de la Faculté des Lettres de Bordeaux*, déc. 1880, p. 363, s.).

L'un des premiers actes de la monarchie, après la pacification du Midi est d'exiger que les églises du Comté de Toulouse aient les mêmes libertés et immunités que l'Eglise gallicane (1).

III. — Ces libertés n'ont, théoriquement, cessé de s'étendre. Les chartes des Capétiens restent très générales. Le roi exempté de toute charge une église, un monastère, ou, plus souvent, confirme une exemption ancienne (2). Il abandonne toutes les coutûmes qui lui appartiennent sur des terres de sa mouvance. Il déclare que les bénéfices concédés à une église seront possédés pour elle à titre d'alleux (3), il confirme des donations d'alleux. Dans un diplôme accordé à Saint-Christophe en Halatte, le 30 avril 1061 (4) apparaît la formule : *libera ab omni servitio*. Une charte pour St-Adrien de Béthisy (27 mai 1061) exempté les terres de cette basilique de toute juridiction séculière, y compris celle du roi (5).

(1) Avril 1228. Isambert, I, 230.

(2) Pfister, *Etudes sur le règnē de Robert le Pieux* (996-1031). *Catal. des Actes* n. 61. Sohmée, *Catal. des actes d'Henri I^{er}* (1031-1060) n. 43, 45, 56, 57, 92, 94, 105. Philippe I^{er} donne à St Gervais et St Protais d'Orléans une église et un clos de vigne « *sine qualibet consuetudine vel exactione* ». Prou, *Les dipômes de Philippe I^{er} pour St Benoît S. Loire*. *Mél. Havet*, p. 190. — *Ibid.*, p. 192 : donation à cette église d'une maison libre de toute coutume. On trouverait des exemples pareils dans Luchaire. *Catal. des actes de L. VII*, n. 5, 11, 24, 25, 26, 27, 50, etc. Petit-Dutaillis. *Etude sur la vie et le règne de Louis VIII*, Paris, 1894, p. 490.

(3) Par ex. : Robert (*Catal.* n. 75, 76) : au profit de N. D. de Lusignan et du prieuré de St Martin de Coutré, Henri I^{er} ordonne à son chambrier Rainaud de renoncer à tout droit sur une terre donnée par Robert au monastère de Fécamp et qui doit être aussi libre que si elle était l'alleu du roi (*Catal.* n. 19).

(4) Prou, *Catal. des actes de Philippe I^{er}* n. 9. Cf. Fliche. *Le règne de Philippe I^{er}, roi de France*, v. tout le chap. V.

(5) Prou, *Catal.*... n. 11. — V. encore n. 52, 54, 87. — Les papes, de leur côté, multiplient les bulles confirmant des exemptions de toute exaction séculière, au profit des abbayes, v. par ex. *Reg.*

IV. — Ces diplômes laissent subsister un grand nombre de charges.

Le roi exige avec rigueur de tous ses vassaux le service militaire et saisit les fiefs des évêques qui ne remplissent pas leur devoir (1). Guillaume le Breton assure qu'Innocent III approuva expressément cette pratique (2). La dispense du service est parfois accordée, moyennant une forte indemnité (3).

V. — Il est également rare que le roi renonce au gîte sans compensation. Tantôt, il l'abandonne pour être dispensé de rendre l'hommage à un abbé, à un évêque, tantôt il le convertit en une rente annuelle (4).

Cl. IV n. 1664, 1686, 1697, 1699, 1700, 1799, 1816, 1877, 1883. Les *Regesta* de Grég. X contiennent à partir du n° 973 de très nombreuses confirmations générales.

(1) Philippe I^{er} ordonne à l'abbé de St Médard de Soissons de venir à l'ost ou de renoncer à son abbaye. *Ann. ord. S. Ben.* VI, 517.—Rigord raconte avec complaisance comment Philippe-Auguste saisit les biens des évêques d'Orléans et d'Auxerre, qui ne veulent servir que si le roi est présent à l'armée. A. Luchaire, *art. cit.* — En 1295, Philippe le Bel ordonne au sénéchal de Beaucaire de venir à l'ost « avec ceus de vostre seneschalcee, gentil homme ou autre, soient gent d'Eglise ou autre ». *Bib. Nat. ms lat. n° 11017*, f° 70. En 1303, Philippe ordonne aux archevêques, évêques, clercs de se rendre promptement en Flandre et détermine le nombre d'hommes que chacun devra envoyer à l'ost. Il saisit les biens de l'évêque de Clermont et de quelques abbés et prieurs qui n'ont pas obéi. *Preuves des Libertés*, Ch. 39, n. 12, 13, 14, 16, 17.

(2) *Guillt. Brit., de gest. Ph. Aug.*, n. 151, ed. Delaborde, I, 229.

(3) Pour le règne de Philippe Auguste, cf. Gerbaux, *op. cit.*, p. 8; pour celui de Louis VIII, Petit-Dutaillis, *op. cit.*, p. 378; *Catal. des actes* n° 328, 378.

(4) Philippe-Auguste renonce ainsi au gîte que lui devaient l'archevêque de Sens (1183), l'évêque d'Amiens (1185), celui de Soissons (1185), l'abbaye de Chelles (1189), les évêques de Thérouanne (1193), d'Auxerre (1204), l'abbaye Saint-Remi de Reims (1209). L. Delisle, *Catal.*, p. 20, 32, 35, 60, 93, 200, 270. On pourrait multiplier les exemples. Cf. Vuitry, I, 363; Luchaire *Inst. mon.*, I, 108, ss. Parfois aussi, aucune compensation n'est spécifiée, Cf. *Catal. des Actes de Louis VII*, n° 117, 369, 391.

La transformation du gîte en taxe pécuniaire ne souleva aucune difficulté sous Louis VIII (1). Louis IX ne rencontra de résistance sérieuse qu'à Beauvais, où les biens de l'évêque furent séquestrés (2).

Les prestations en nature et les sommes perçues en remplacement du gîte pendant le xiii^e siècle constituent une des ressources importantes du Trésor (3).

VI. -- Au xiii^e siècle, les clercs et les religieux qui ne font pas de commerce sont exempts des droits de transit (4). Les églises et les abbayes ne jouissent de ce privilège qu'autant qu'elles ont obtenu une charte ou qu'elles peuvent établir la coutume de l'exemption. Dans les procès nombreux qui s'élèvent sur ce sujet, il s'agit pour les enquêteurs et le roi de savoir si l'établissement religieux est « en saisine » de transporter librement les objets litigieux ou bien si la commune, le seigneur est en « saisine » de les taxer. La coutume

(1) Petit-Dutaillis, *op. cit.*, p. 377. Le droit de gîte n'était exercé qu'irrégulièrement. La taxe de remplacement fut payée annuellement au bailli, même si le roi ne passe pas. Cf. Brussel, *Usage des fiefs*, ch. XXXVIII, p. 515.

(2) Varin, *Arch. admin. de Reims. (Documents inédits)*, t. I, 2^e partie, p. 593-601.

(3) Pour le règne de Louis VIII : Petit-Dutaillis, *op. cit.*, p. 329; p. 377. — Pour le règne de Louis IX : *Hist. de Fr.*, XXI, 397. En 1254 et en 1256, Louis IX interdit à ses officiers de prendre gîte dans les maisons religieuses. *Ord.* I, 65, 77. Le gîte a, de tout temps, donné lieu à de graves abus. En 1165, Louis VII abolit la coutume en vertu de laquelle, lorsque le roi venait à Paris, ses officiers enlevaient les matelas, les coussins, les oreillers des maisons où il avait droit de gîte. (*Catal. des Actes de Louis VII*, n. 516).

(4) Beaumanoir, ch. XXX, 69, ed. Beugnot, I, 434. En 1189, Philippe-Auguste impose une taxe sur chaque muid de blé et sur le vin récolté dans la prévôté de Léré : il exempte les clercs et les nobles pour leur consommation personnelle. Il y a de nombreux privilèges des papes sur ce sujet. V. par ex. *Reg. Urb.* IV, n. 163. *Reg. Bon.* VIII, n. 336.

fixe le droit, la charte est invoquée en second lieu (1). Elle limite toujours l'exemption aux biens qui serviront à l'usage des moines ou des clercs, ou qui proviennent des possessions de l'église, de l'abbaye (2). La taxe qui frappe le navire, indépendamment de sa cargaison, reste due (3).

Les péages levés pour la réparation des ponts ne sont pas exclus par les diplômes (4). L'intérêt public et l'intérêt privé des privilégiés exigent que tous contribuent aux dépenses nécessitées par ces travaux.

Il est difficile de vérifier l'origine ou la destination des marchandises en transit. On s'en rapporte à la déclaration du convoyeur. Et des fraudes sont assez souvent découvertes (5).

(1) *Olim.*, ed. Beugnot, I, p. 190, n. 4 (a. 1264), p. 402, n. 7 (1272), p. 514, n. 1 (1261), p. 600, n. 2 (1265), III, p. 651, n. 21 (1311).

(2) *Olim.*, II, 356, n. 12 (1293). Les Catalogues des Actes des Capétiens offrent de très nombreux exemples de ces dispenses et de ces limitations. V. par ex. Luchaire, *Catal. des Actes de Louis VII*, n. 35, 328, 348, 358, 412, 415, 443, 481, 499, 694, 721.

(3) *Olim.*, II, 195, n. 24 (n. 1281).

(4) Le roi autorise la perception d'un droit sur le pont de Melun en vue de réparations nécessaires. Aux moines de Saint-Port qui présentent une charte royale aux termes de laquelle ils sont exempts de toute *falsa costuma* le bailli de sens répond qu'ils doivent payer cette coutume établie « *ob bonum commune tam ipsorum quam aliorum ibi transeuncium* » et le Parlement adopte ces expressions. *Olim.* I, 928 (a. 1273). Même arrêt contre les Templiers, qui avaient dû payer un droit semblable à Villeneuve (près de Sens), et n'invoquaient qu'une exemption traditionnelle non contenue dans une charte *ibid.*, 929.

(5) En 1210, le chapitre général de Cîteaux charge l'abbé de Morimond de faire une enquête sur le cas d'un convers qui, ayant reçu mission d'acheter des cuirs pour son abbaye, agit en même temps pour le compte des laïques. *Mart.*, *Anecd.* IV, 1308. En 1269, les moines de la Bénissons-Dieu (il s'agit évidemment de celle des deux abbayes de ce nom qui se trouve dans le diocèse de Lyon, au N. de Roanne) vendent à des marchands du bois de construction à condition que ce bois sera livré en un certain lieu, éloigné du

VII. — Tandis que les clercs vivant cléricalement sont partout exempts de taille personnelle, dans les pays de taille réelle, l'Eglise est soumise au droit commun. Il n'y eût point de doute sur ce sujet et la taille fut considérée comme une charge inséparable du fonds (1).

VII. — L'inaliénabilité des biens d'église a pour conséquence de tarir une source importante des profits seigneuriaux. Pour compenser la perte des droits de mutation sur ces biens stables, les seigneurs avaient imaginé de contraindre l'église à se dessaisir de ses nouveaux acquêts dans l'an et jour (2) ou à désigner un homme vivant et mourant, à qui les fiefs étaient censés appartenir, et dont la mort justifie la perception normale du droit de relief. Les églises achetèrent en quelque sorte la permission de conserver leurs biens sans artifice, en payant une taxe d'amortissement d'abord au seigneur immédiat, puis « de seigneur en seigneur jusques au Roy » (3). Louis IX avait levé des

monastère. Les moines, passant au péage de Gien, allèguent que, dans de telles conditions, le privilège couvre la marchandise. Mais leur interprétation n'est pas admise par la justice royale. *Olim.*, I, 755.

(1) *Bib. Nat., Coll. Languedoc (Benedictins)*, t. 52 bis. Nos anciens auteurs se sont trompés souvent sur le sens du mot *tallia* dans les actes du ^{xiii}^e siècle et ont pensé que l'Eglise fut dispensée de la taille dans le Midi, après la guerre d'Albigois : elle ne demanda et n'obtint en fait que l'exemption des levées extraordinaires. Hostiensis a plusieurs fois recommandé de réserver la dénomination de taille à ces dernières levées les charges fixes devant être appelées : *census* (*Summa...* f° 182, 190).

(2) *Etabl. de St Louis*, art. 129, ed. Viollet, t. II, p. 244, s.

(3) Esmein, *Cours élémentaire d'histoire du droit français*, 11^e éd., 1912, p. 311, ss. Vuitry, *op. cit.*, I, 282. E. de Laurière, *Orig. du droit d'amortissement*, Paris, 1792 et *Preface* du t. I. des *Ordonnances des rois de France*, n. 67.

taxes de ce genre en Normandie, à plusieurs reprises (1). Philippe III, pour empêcher que les églises ne fussent écrasées, et pour réserver les intérêts de la royauté fixe, en 1275, les droits des barons et ceux du roi (2). Les églises paieront deux ans du revenu des biens à amortir situés dans les fiefs ou arrière-fiefs du roi, qui ont été donnés en aumône, trois ans du revenu des biens acquis à titre onéreux. Sur les alleux donnés en aumône, les fruits d'une année seront perçus; sur ceux acquis à titre onéreux, on percevra deux ans de revenus. La taxation des alleux s'explique par ce fait que leur acquisition par l'Eglise prive le roi, haut-justicier, des droits de confiscation et de déshérence (3).

Une ordonnance de 1277 réserve aux seuls pairs ecclésiastiques le droit d'amortir et seulement dans leurs arrière-fiefs. Les autres archevêques et évêques sont privés de cette prérogative (4).

Désormais, la royauté réclama fréquemment de l'Eglise quelque finance pour les terres acquises depuis un certain délai : en 1291 pour toutes celles acquises sans le consentement du roi depuis 1245 (5).

IX. — Les difficultés relatives à la perception des charges coutumières sont rares. Le principe est bien établi que les agents royaux ont seuls qualité pour

(1) En 1256-59, en 1268-69, cf. L. Delisle, **Cartulaire normand**, Caen 1852. Il y eut peut-être une ordonnance royale, cf. **Olim.**, I, 717, n. 8.

(2) Isambert, I, 303; Ch. Langlois, **Le règne de Philippe III le Hardi**, Paris 1887, p. 236, ss. Dès le début de son règne, Philippe III fait rechercher et saisir les biens tombés en mainmorte.

(3) E. Chénon, **Etude sur l'histoire des alleux en France**, Paris 1888, p. 48, ss.

(4) Vuitry, **loc. cit.**

(5) Isambert, I, 322.

opérer la levée. En 1261, le chapitre d'Orléans se plaint de ce que le *brenagium* soit taxé par feu; débouté de ce chef, il demande que la levée lui soit réservée ou du moins que les fonctionnaires soient assistés de quelques-uns de ses sergents. Sa requête est rejetée, parce qu'elle n'est pas appuyée sur la coutume (1).

La compétence de la juridiction séculière est certaine pour les *munera patrimonialia*. En 1296, les clercs champenois en conflit avec des enquêteurs royaux s'efforcent de prouver que la taxe qu'on leur réclame pour des biens non amortis est personnelle et donc qu'ils doivent être traduits devant la juridiction ecclésiastique. Le déclinatoire est rejeté parce que ladite coutume est réelle (2).

X. — Les biens d'église sont donc soumis aux charges coutumières sauf diplôme spécial (3). Ils supportent régulièrement la taille réelle, l'amortissement qui compense les droits de mutation; presque toujours le service militaire, le gîte ou leur équivalent en deniers,

(1) Olim., I, 532 n. 15 (1261). Le chapitre formule sa requête « **propter fraudes et malicias quas servientes Regis in levacione ipsius brenagii sepe committunt.** » Son procureur est débouté en conséquence de son aveu « **quod per gentes Regis levatum fuerat usque nunc.** »

(2) Olim., II, 408, n. 20 (1296).

Les difficultés au sujet des charges personnelles des clercs sont très fréquentes. V. par ex. : Olim., II, p. 114, n. 15; p. 713, n. 58; p. 823, n. 219; p. 831, n. 234, etc. Arch. adm. de Reims, I, 2^e p., p. 1035, n. 450; p. 1052, n. 464. Le pape refuse tout privilège aux clercs mariés. Reg. Grég. X., n. 221; Reg. Nic. III, n. 176; Reg. Mart. IV, n. 53, etc.

(3) Le roi spécifie parfois que les terres placées dans sa mouvance pourront être données à un établissement religieux, pourvu qu'il ne perde rien des services ni des coutumes qui lui sont dûs. Cf. Luchaire, Catalogue des Actes de Louis VII, n. 85 (1141).

les péages pour les objets transportés avec intention de lucre; enfin, la régale met de temps à autre leurs revenus à la discrétion du roi (1).

XI. — Le clergé accepte ses obligations coutumières sans la moindre réserve (2). Il proclame lui-même qu'il tient son temporel du roi (3) et qu'il doit les tributs, les tonlieux, le service militaire (4). Il donne l'exemple d'une obéissance parfaite.

XII. — La question de l'immunité réelle pouvait-elle du moins se poser en ce qui concerne les subsides extraordinaires?

La règle générale est que ni le roi, ni aucun suzerain ne peut arbitrairement décréter des levées de sommes d'argent. Toute levée doit être consentie par les contri-

(1) Michellet, **Du droit de régale**, thèse, Poitiers 1900, p. 50, ss. : en 1202, la régale de Châlons produit 2047 l. provins, celle de Reims 2668 l. Parfois, le roi renonce à son droit de régale, moyennant une forte somme. Brussel, **Usage des fiefs**, I, 304, ss.; 509, ss. — L. Delisle, **Catal. des Actes de Ph.-Aug.**, n. 194, 235, 256, 259. Sur ce droit et sur le droit de dépouilles, cf. Vuitry, **op. cit.**, I, 298, ss.

(2) Il faut considérer comme tout à fait exceptionnelle la théorie de Gautier de Bruges qui, en 1280, à propos de la perception d'une taxe coutumière, soutient que le roi n'a pas juridiction sur le patrimoine des églises, cf. Hauréau, **G. de Bruges, évêque de Poitiers**, (*Hist. litt. de la Fr.*, t. XXV, p. 299).

(3) A. Esmein, **Etude sur la question des Investitures dans les lettres d'Ives de Chartres**, (*Bib. des Htes Et. Sc. rel.* t. I).

(4) En 1119, Guillaume de Champeaux, évêque de Châlons, envoyé par le pape à l'empereur Henri V (Hefelé, t. V, p. 574, ss.) lui tient ce discours. (Labbe, **Conc.**, X, 872, s.) : « **Scito me in regno Francorum electum, nec ante consecrationem, nec post consecrationem aliquid suscepisse de manu regis : cui tamen de tributo, de militia, de telonio, et de omnibus quæ ad rempublican pertinebant, et antiquitus scilicet a regibus christianis ecclesiæ Dei donata sunt, ita fideliter deservio, sicut in regno tuo episcopi tibi deserviunt. »**

buables ou prévue par la coutume. Les églises, les monastères sont spécialement défendus par leurs chartes contre les *illicitæ exactiones*, les *novæ consuetudines*.

Mais la protection même du roi est la source de nouvelles obligations que les relations traditionnelles entre l'Eglise et la Monarchie ont consolidées. Maîtres de la plupart des évêchés (1), souvent associés aux abbayes par des pariajes, défenseurs des établissements religieux de leur royaume, les Capétiens demandent à leur clergé pour assurer sa paix ou le succès de vastes entreprises que la piété inspire, des dons considérables.

XIII. — D'abord réclamés par mesure individuelle et sans règle, ces dons tendent au ^{xii}^e siècle à se transformer en impôts.

Lorsque, en 1146, Louis VII eût besoin pour la croisade de sommes importantes, il s'adressa aux abbayes et aux églises (2). Une seule objection lui fût opposée : l'appauvrissement causé par de nombreux dons antérieurs (3).

(1) Sur les rapports entre le roi et le clergé, cf. Luchaire, *Instit. mon.*, t. II, ch. II. — Dubruel et Arquillère, *Gallicanisme*. (*Dictionnaire apologétique de la foi catholique*, fasc. VII).

(2) Callery, *Hist. du pouv. roy. d'imposer*, p. 26, pense qu'il s'agit d'une aide féodale. Luchaire (*Instit.*) et Flammermont (*de concessu legis et auxilii*, Paris 1883, p. 63) le contredisent vivement et supposent que seuls les établissements religieux et les églises contribuèrent. Flach (*Orig.*, III, 350) croit qu'il y eût imposition générale. Le texte de R. de Dicet (*Imagines*, ad. ann. 1146, *Rec. des Hist.*, XII, 183) où il est question d'une *descriptio generalis* n'est confirmé par aucun document. Les nombreux renseignements qui nous sont parvenus se rapportent à des monastères et à des églises et ils ne laissent deviner aucune organisation systématique. Nous considérons l'opinion de Luchaire comme la plus probable. Déjà en 1131, Louis le Gros a beaucoup demandé aux églises. Duchesne, *op. cit.*, IV, 317.

(3) *Rec. des Hist.*, XIII, 94; XV, 497, n° 38 et 39.

XIV. — En 1185, les rois de France et d'Angleterre, après avoir réuni des assemblées, décrètent l'établissement d'une dîme destinée à subvenir aux besoins de la Terre-Sainte (1) et qui frappera sans distinction les clercs et les laïques; les trésors des églises et les objets nécessaires aux clercs et aux chevaliers pour l'exercice de leur profession sont exclus. L'estimation des revenus semble laissée à la bonne foi du contribuable. Dans chaque diocèse, un Templier et un Hospitalier feront la levée; le curé et deux *probi homines* les accompagneront sur le territoire de chaque paroisse. Cet acte dut être souscrit après l'Assemblée de Vaudreuil (2) (fin d'avril 1185) et comme suite aux demandes du patriarche Héraclius, légat apostolique, qui put fournir le modèle d'une taille emprunté à une expérience récente du royaume de Jérusalem (3).

XV. — Cette ordonnance fut le prototype des décisions prises en 1188 par les synodes du Mans (4) et de Geddington (5) pour la levée d'une dîme sur les provinces anglaises du Continent et sur l'Angleterre. Et ces décisions elles-mêmes inspirèrent en 1188 les actes des prélats et des barons qui, réunis au Concile de Paris (6), décrétèrent la dîme saladine (7).

(1) Labbe, X, col. 1739. **Hist. de Fr.** XIX, p. 329. Delisle, **Catal.**, n° 112.

(2) Luchaire, **La dîme de croisade de 1185** (*Revue historique*, t. 72, p. 334). Discussion dans la **Revue hist.**, t. 73, p. 61, ss. et t. 76, p. 329 entre Luchaire et Cartellieri, qui maintient la date de 1184 proposée dans son ouvrage : **Philipp.-August.**, Leipzig, 1899, p. 146.

(3) G. de Tyr, L. XXII, c. 23, cf. Dodu, **Instit. mon. du royaume de Jérusalem**, Paris 1894, p. 256.

(4) Mansi, XXII, col. 576; Hefelé, V, 2^e partie, p. 1141.

(5) Hefelé, *ib.*, p. 1142.

(6) Mansi, XXIII, col. 588.

(7) Rigord, n. 58, éd. Delaborde, p. 85.

Pour la première fois, il y eut quelque opposition. Dans leurs protestations, Pierre de Blois (1) et Etienne de Tournai (2) n'invoquent pas la législation positive de l'Eglise, mais l'Ecriture, et indirectement le droit romain (3). Ils déniaient au roi le pouvoir d'imposer l'Eglise à sa guise (4). Ils invitent les évêques à résister aux tentatives d'asservissement que multiplie le pouvoir séculier. En aucun autre écrit le droit divin n'est plus nettement affirmé.

Rien ne prouve que le clergé ait partagé cette doctrine. P. de Blois constate que de très nombreux évêques permettraient au roi toutes les exactions (5). En fait, il y a eu consentement préalable de l'Assemblée de Paris, la levée a été réservée aux prélats et aux chapitres sur leurs terres : le clergé n'a pas toujours obtenu, ni même demandé de telles garanties. Clément III, sollicité par Etienne d'intervenir (6) n'a pas répondu à l'appel : comme il a pressé le roi de prendre toutes les dispositions utiles, son assentiment ne paraît pas douteux.

XVI. — Donc, au XII^e siècle, à trois reprises, le roi a tenté de taxer les églises et les monastères. Nous ne

(1) P. Bles., Ep. 20, 112, 121. **Hist. XIX, 272, ss.**

(2) St. Tornac. Ep. 13, 14. **Hist. XIX, 272, s.**

(3) L'immunité des prêtres de l'Ancienne Loi est invoquée dans toutes ces lettres et l'évangile de St Matthieu dans Pet. Bles. ep. 121, et St. Tornac. Ep. 13, 14; la parole du Christ : **Filii sunt liberi** est appliquée à l'Eglise et aux clercs.

(4) Pet. Bles., ep. 121 : « **De collectis igitur faciendis et de ducendo exercitu Princeps vester non suum sequatur arbitrium; sed semper animum ejus præcedat et omnia ejus gesta præordinet studiosa deliberatio sapientium.** »

(5) **Ibid.**

(6) St. Torn. ep. 13.

connaissions d'autre opposition que celle des cano-
nistes qui ont craint l'institution de nouvelles coutumes
et ont dénoncé la violation des règles sur l'immunité.
Il semble que en 1185 et en 1189, la dîme projetée n'a
pas été perçue. Les difficultés d'une vaste organisation
et la résistance d'une minorité énergique peuvent expli-
quer l'insuccès des ordonnances royales.

XVII. — L'échec de Philippe-Auguste compromet la
réalisation du projet de croisade. Innocent III est
résolu à réunir les deniers nécessaires. D'autre part,
sa politique est peu favorable à l'imposition par les
laïques des biens ecclésiastiques. Une nouvelle phase
de l'histoire de la taxation de bénéfices va s'ouvrir (1)
qui a une importance capitale dans l'évolution des rela-
tions financières entre le clergé de France et le roi.

Se fondant sur la nécessité et sur l'exemple des
Apôtres, Innocent ordonne aux prélats de lever un cer-
tain nombre d'hommes d'armes dans leur diocèse ou
l'argent nécessaire à leur entretien, sous peine d'être
punis pour transgression des canons (2).

(1) Outre les études d'ensemble de Gottlob et de M. Gerbaux,
tous les ouvrages sur l'histoire politique du x^me siècle contiennent
d'intéressants détails relatifs aux décimes. V. notamment E. Berger,
St Louis et Innocent IV, p. 185, ss. Langlois, *op. cit.*, p. 352, ss.
Les **Regesta** des papes, publiés par l'Ecole française de Rome sont
une véritable mine de renseignements. Dans la préface des
Regesta d'Honorius IV, M. Prou a étudié (p. XXIII, ss.) l'organi-
sation de la triennale accordée à Ch. d'Anjou en 1285. Nous avons
profité aussi des leçons et des bienveillants conseils de M. Thévenin,
professeur à l'Ecole des Hautes Etudes (sur tout ce qui concerne
les théoriciens politiques du x^me siècle), de M. Jordan, professeur
à la Sorbonne (sur la fiscalité pontificale au x^me siècle), de
M. Lelong, professeur à l'Ecole des Chartes, qui nous a signalé des
documents des Archives que son enseignement nous a permis
d'utiliser. Que tous ces maîtres soient assurés de notre recon-
naissance.

(2) **Rec. des Hist.**, XVII, 590.

Le concile de Dijon promet au légat Geoffroy un trentième (1) des revenus ecclésiastiques.

En 1200, Innocent ordonne à tous les prélats de donner pour la Terre-Sainte un quarantième des revenus de leurs églises, après un inventaire sérieux. Les clercs de chaque province se réuniront au siège métropolitain, puis chaque évêque assemblera ses clercs, leur ordonnera d'estimer leur revenu et de verser dans les trois mois leur contribution (2).

XVIII. — Il ne faut point rechercher la justification des mesures pontificales dans une théorie générale de la propriété ecclésiastique (3). Le pape invoque seulement sa mission et son autorité sur les personnes. Il est le représentant du Christ; il prend les mesures nécessaires pour la conservation de la foi et des Lieux Saints. Il applique la théorie du subside caritatif (4) et contraint les clercs qui ne voudraient pas remplir leur devoir. La cause est si manifestement raisonnable qu'il ne peut être question de laisser chacun en délibérer. Elle est si générale que la même règle est applicable à

(1) Rayn. a. 1199, n. 69.

(2) *Rec. des Hist.*, XVII, 601.

(3) Opinion contraire de Gottlob, *op. cit.*, p. 28-33. Gottlob se demande dans quelle mesure chacune des théories de la propriété ecclésiastique énumérées par Hübler (*Der Eigentümer der heiligen Sachen*, Düsseldorf, 1885) a été invoquée pour justifier les décimes, au xiii^e siècle. La question est mal posée. Le droit de lever des contributions ne suppose pas chez celui qui le possède, même au xiii^e siècle, la propriété des biens imposables. On s'est peu préoccupé au Moyen-Age de savoir à qui appartiennent les biens ecclésiastiques : on s'occupe surtout de leur destination, de leur administration. Et c'est comme administrateur suprême, que le pape décide leur affectation à des entreprises qui intéressent Rome ou la chrétienté.

(4) V. ce que nous avons exposé (ch. II) sur le *c. cavendum*.

l'Eglise universelle. En 1209, Innocent montre expressément le caractère canonique de la cause (1) : tout fidèle est tenu de secourir son prochain; le devoir est plus strict pour les clercs, gardiens du patrimoine du Christ, destiné à secourir les indigents; et combien plus inéluctable quand il s'agit de délivrer les âmes captives, de soutenir les défenseurs de la foi, qui combattent dans l'intérêt de tous et plus spécialement dans l'intérêt des clercs. En somme, le pape intervient comme gardien des canons, il oblige les clercs à accomplir leur devoir, à consacrer leur patrimoine à l'œuvre pie par excellence : c'est son office propre.

XIX. — Il met à la disposition des chefs de la croisade les sommes recueillies.

Le roi de France a bénéficié de concessions nombreuses, au cours du XIII^e siècle.

Pour lutter contre les Albigeois, Philippe-Auguste a obtenu le 5 septembre 1218 un vingtième des revenus ecclésiastiques dans les provinces d'Arles, Vienne, Narbonne, Aix, Embrun (2), un quarantième dans les autres provinces (3) — et Louis VIII une concession de 100.000 livres pendant cinq ans (4) (28 janv. 1226).

L'hérésie vaincue, la croisade contre les Infidèles redevient l'objet des décimes. Louis IX reçoit en 1246 ce que produira en divers pays le vingtième voté à

(1) Inn. III. **Reg.**, L. XII, ep. 86. P. L. t. 216, col. 97, s.

(2) Potthast 5902, 5; **Hist. de Fr.** XIX, 671, s.

(3) Potthast 5901; Duchesne. **Hist. Franc. Script.** V, 855, n. 10; Sur les négociations préalables, cf. Petit-Dutaillis, **op. cit.** p. 22, ss. V. aussi Pissard. **La guerre sainte en pays chrétien**, Paris, 1912, ch. II et III.

(4) **Catal.**, n. 317. Labbe XI, **pars I**, col. 301. d. Vaissète, t. VI, p. 624.

Lyon (1). Ce vingtième, dans son propre royaume, est remplacé par une décime triennale qui fut prolongée de deux ans (2). En 1263, il est chargé de veiller à l'emploi d'un centième ordonné par le pape et qui tombe dans son Trésor (3). En 1267, Clément IV lui accorde une triennale (4). La sexennale votée par le II^e Concile de Lyon (1274) est abandonnée à Philippe III sur son territoire (5).

La lutte contre l'Aragon est soutenue financièrement par la papauté. Philippe III obtient en 1284 une décime de quatre ans (6). Le terme échu, Philippe le Bel reçoit une triennale (7).

(1) **Rec. des Hist.** XXI, 533. Berger. **Innocent IV et St Louis**, p. 134, 185, 192.

Une Assemblée générale des prélats du royaume avait converti en décime le vingtième du concile de Lyon. (**Contin. de G. de Tyr. Hist. des Croisades. Hist. occid.**, II, 567.

(2) **Rec. des Hist.** XXI, 532-540; Lettre d'Innocent à Blanche dans Laborde, **Layettes** III, 3924; **Reg. Inn.** IV, n^o 4928, 5154, s. Bonnin. **Journal des visites pastorales d'E. Rigaud**, p. 127; Berger, *op. cit.*, p. 344.

(3) **Rec. des Hist.** XXI, 524; **Reg. Urb.** IV, n. 473, s. (7 janv. 1264). **Reg. Cl.** IV, n. 812, 825, s.; 1516, 1569. E. Jordan, **Les origines de la domination angevine en Italie**, p. 336, ss. P. Viollet, **Examen critique de l'ouvrage de M. Gérin sur la Pragmatique Sanction de St Louis**.

(4) **Reg. Cl.** IV, n. 463, 464 (5 mai 1267). **Arch. Nat.** J. 452, n. 25, s. En outre un vingtième est accordé à Louis IX dans plusieurs diocèses étrangers. **Reg. Cl.** IV, n. 465 (5 mai 1267). **Arch. Nat.** J. 450, n. 153, puis les rachats de vœux et les legs. **Reg. Cl.** IV, n. 466. La levée fut prolongée pendant un an. **Reg. Cl.** IV, n. 1320 (13 janv. 1268), n. 627 (25 mai 1268), n. 1374 (31 mai ou 1^{er} juin 1268).

(5) **Reg. Greg.** X, n. 492 (31 juillet 1274), 498 (1^{er} août 1274), 541 (21 sept. 1274), **Arch. Nat.** J. 449, n. 101, ss. L. 264, n. 38. **Reg. J.** XXI, n. 162. **Reg. Mart.** IV, n. 81.

(6) **Arch. Nat.**, J. 446, n. 37 (5 mai 1284). Rayn. 1285, n. 28. Cf. Ch. Langlois, *op. cit.*, p. 146, s.

(7) **Reg. Nic.** IV, n. 613 (11 sept. 1288), n. 615, 991. Plusieurs fois, des décimes furent refusées au roi par le pape. **Arch. Nat.** J. 449,

XX. — Quel a été le rôle du clergé dans ces concessions?

En 1218, comme en 1199 et en 1209, le pape a dicté au clergé son devoir : ses ordres ne semblent pas avoir provoqué de réaction (1).

La concession de 1225 a été le résultat de négociations directes entre le roi, le pape et le légat (2). Les délégués des chapitres réunis à Bourges durent prendre des engagements personnels, et réserver la délibération de leurs mandataires. Les chanoines de l'église de Paris affirment qu'ils n'ont rien promis, qu'ils ont versé par pure libéralité, non comme une décime, mais comme un secours la moitié du subside qu'on leur a demandé : ils ne voulaient point que leur concours manquât au roi dans son entreprise (3). Louis VIII mort, et nul ne pouvant le remplacer, ils suspendent leurs dons. Grégoire IX, d'abord ému par leurs lamentations (4), répond ensuite de la manière la plus formelle que dans une affaire où les intérêts de l'Eglise

n. 108 (3 déc. 1278), n. 119 (13 déc. 1291). Le pape a fait quelques levées pour son propre compte. (Gottlob, *op. cit.*). En outre, en 1263-64, Urbain IV accorde à Ch. d'Anjou la décime de tous les revenus ecclésiastiques du royaume de France, cf. Jordan, *Origines...*, p. 420, s.; 493, 537. En 1284, le clergé de Bourgogne promet au duc Robert une décime pour le rétablissement de la bonne monnaie, à condition que le pape et le roi donneront leur assentiment. Philippe le Bel approuve. (*Preuves de l'Hist. de Bourg.*, t. II, p. 55).

(1) Le clergé a surtout craint d'être imposé par les évêques. V. la lettre d'Honorius III au clergé de Reims (17 mai 1222) dans *Hist.* XIX, 721.

(2) Petit-Dutaillis, *op. cit.*, p. 276; Le Nain de Tillemont, *Vie de St Louis*, ed. de Gaulle, I, 387; E. Berger, *Blanche de Castille*, p. 95, s.

(3) *Reg. Greg. IX*, n. 134 (juin 1227).

(4) Rayn. I, 601. Potth., n. 7986. *Reg. Greg. IX*, n. 130, 131, 132 (18 juillet 1227).

sont si évidemment engagés, le légat est maître de prendre toutes les décisions qu'il jugera opportunes, en vertu de ses pouvoirs généraux et du mandat spécial que lui a donné le St Siège. La promesse du Concile de Bourges, que le pape tient pour certaine, n'est considérée que comme une adhésion de fait dont il confirme les conséquences (1). La raison invoquée par les protestataires est très générale : on a converti en obligation leur don gratuit et c'est une menace pour leur liberté.

Lorsque, en 1247, l'archevêque de Narbonne et ses suffragants objectent qu'ils n'ont pas consenti au paiement de la décime accordée par les autres prélats du royaume, Innocent les excuse (27 mars 1247), en s'appuyant sur une règle générale du droit : nulle promesse ne peut engager des tiers (2). Il fait probablement allusion au concile national où a été accordée la transformation en décime du vingtième voté à Lyon. Il revient sur sa décision le 6 juillet (3) et, sans tenir compte d'aucune délibération des évêques, il affirme seulement que la concession qu'il a accordée les oblige tous.

La revendication du droit pour le clergé de consentir aux subsides a eu son expression la plus juridique et la plus complète dans le libelle de Drogon (4), après le concile de Paris (1263) : 1° Les consentements accordés au légat par les délégués des chapitres sont nuls : les

(1) **Reg. Greg. IX**, n. 155 (15 nov. 1227).

(2) **Reg. Inn. IV**, n. 2492.

(3) **Reg.** n. 3056. V. aussi n. 3980. En octobre, G. de la Broue, archevêque de Narbonne, promet au roi, en présence du légat, pour lui et pour les autres évêques de la province, de faire payer exactement depuis le 1^{er} mai la décime imposée par ordre du pape sur tout le clergé de France pour la Terre Sainte, d. Vaissète, t. VI, p. 793.

(4) P. Varin, **Archives législatives de la ville de Reims**, 1^{re} partie. **Coutumes**, p. 448-460.

uns ont dépassé la limite de leur mandat (1), les autres avaient reçu le mandat de se soumettre aux volontés du légat, ainsi qu'il l'avait demandé (traitant les clercs de l'Eglise gallicane avec plus de dureté que s'ils eussent été ses esclaves (2). Leur promesse n'engage qu'eux : *quod omnes tangit ab omnibus debet comprobari*. Ils n'ont pu engager l'*universitas*, dont le patrimoine est distinct de celui de ses membres (3); 2° En tout état de cause, les chapitres des cathédrales ne sont pas seuls intéressés. Or, on n'a consulté ni les autres chanoines ni le clergé inférieur (4); 3° L'acte du concile, alors même que tout le clergé y aurait concouru serait rescindable pour *lesio enormis* : le consentement a été donné avec trop de hâte; un grave dommage en résulte; l'Eglise, comme le mineur, a droit à la *restitutio in integrum* (5).

En 1267, Clément IV rejette avec colère l'appel de la province de Sens contre la triennale et il insiste sur l'obligation qui s'impose aux clercs de soutenir les laïques qui se dépensent si généreusement pour une œuvre pie (6).

(1) P. 448.

(2) P. 455.

(3) P. 449.

(4) P. 453.

(5) P. 454 : « Unde si ecclesia gallicana cum nimia levitate, et non cum deliberatione competenti, et consilio sano non habito, decimam promisit, enormiter in promissione decepta fuerit, et lesa, poterit petere restitutionem in integrum. »

Dragon affirme le droit de résister au pape quand il opprime l'Eglise en l'écrasant de décimes pour des affaires qui n'intéressent pas la foi (p. 450, ss.). Les princes doivent défendre l'Eglise, sans exiger d'elle aucun tribut pour salaire (p. 453).

(6) **Reg. Clem. IV**, n. 595 (14 sept. 1267), c. Jordan, **Les Origines...**, p. 538, ss.

Ainsi, le clergé n'a aucun rôle dans l'établissement des décimes, jusqu'en 1294. Le pape et le légal, pour faciliter leurs opérations, s'adressent parfois aux évêques et aux chapitres sans leur laisser une part dans la décision. Les protestations du clergé ne sont jamais fondées sur les canons : ils n'invoquent point les *c. non minus* et *adversus*, mais les principes généraux du droit romain. L'argument juridique est rare dans leurs plaintes, ils ne prolongent point la discussion, ils n'obtiennent jamais satisfaction.

XXI. — Et cela s'explique. Il ne s'agit point, en effet, de subsides accordés au roi comme chef de la communauté civile, mais comme mandataire de l'Eglise universelle, dans des guerres saintes. Le roi se borne à prendre en compte les sommes levées pour les expéditions. Il n'a pas précisément demandé au pape le droit de taxer le clergé : il a accepté la charge pieuse d'affecter à leur destination les sommes recueillies sur les bénéficiers par ordre du pape pour la sauvegarde des intérêts de la foi ou du St Siège. Il reçoit la décime non comme un impôt, mais comme une aumône. Lorsque les décimes seront accordées dans le seul intérêt du royaume, il continuera de les regarder comme une concession du pape et Philippe le Bel emploiera les expressions traditionnelles (1).

XXII. — Le pape lui-même n'est pas le maître des sommes ainsi levées (2). Il doit les consacrer à la croisade. En fait, sous le couvert du Christ, il agit en sou-

(1) V. par ex. deux mandements de l'an 1308, *Arch. Nat.* JJ.42 A., n° 9 et 19 : il s'agit de la décime « *ab apostolica sede nobis concessam* », pour le rétablissement de la bonne monnaie.

(2) E. Jordan, *de mercatoribus Cameræ Apostolicæ Sec.*, XIII, Rennes 1909, p. 46 — et *Le St Siège et les banquiers italiens* (*C. R. du III^e Congrès scientif. internat. des cathol. Sc. hist.*), p. 294.

verain. Il ordonne la levée, il détermine l'assiette, il accorde les exemptions, il nomme les collecteurs, il distribue les sommes recueillies, il en contrôle l'emploi.

XXIII. — Les décimes levées par ordre du pape en vue de la croisade eurent une importance considérable pour le Trésor Royal, par leur rendement immédiat, par les habitudes et les formes administratives qu'elles créèrent. Elles accoutumèrent le clergé à des taxations générales et fréquentes des bénéfices, dans l'intérêt du royaume, autant que de la chrétienté (1). Dès le règne de Philippe le Bel, par une transformation de haute portée, la décime devient le mode normal de contribution de l'Eglise aux dépenses extraordinaires de l'Etat: une nouvelle période commence, où la royauté va progressivement se substituer au pape dans l'imposition des bénéfices, avec l'assentiment du clergé.

XXIV. — Pendant tout le cours du XIII^e siècle, le clergé a accordé des subsides dans les circonstances difficiles (2).

En 1294, Philippe IV lui demande des secours pour la défense du royaume contre les armées anglaises (3).

(1) Dans beaucoup de cas, les guerres saintes entreprises par le roi intéressent la couronne (affaires d'Albigeois, d'Aragon).

(2) En 1224, des abbayes normandes offrent gracieusement des ressources au roi pour la guerre en Poitou. (Petit-Dutaillis, *Etudes...*, p. 282, et *Catal.*, n. 125, 126). En 1242, Raymond VII ayant envahi le Bas-Languedoc, les évêques, procureurs des chapitres et abbés des principaux ordres réunis à Paris offrent 1/20 de leurs revenus, dont le roi n'eût pas besoin, la paix ayant suivi de près cette offre. (Le Nain, *op. cit.*, II, 470). En 1266, les évêques et les chapitres de Normandie accordent au roi, par pure grâce, pour la construction de galères, un subside qui sera levé par eux-mêmes sur leurs hommes. (Coville, *Les Etats de Normandie, Leurs origines et leur développement au XIV^e siècle*, p. 28).

(3) Conc. d'Aurillac (prov. de Bourges) Martène, *Thesaurus anec-*

Le clergé ne conçoit plus une aide générale que sous la forme de la décime, et la fiscalité royale profite du progrès administratif accompli par la papauté.

Les conciles provinciaux ne font aucune difficulté pour reconnaître la légitimité de la cause invoquée : « *pro tuitione et defensione regni* » (1).

XXV. — Les discussions nombreuses auxquelles les décimes papales ont donné lieu ne doivent pas faire illusion. C'est contre le pape que le clergé défendait ses libertés. Il s'est plaint des ordres venus de Rome, tout en affirmant sa fidélité au roi (2).

Les sentiments et les doctrines du clergé sur ses devoirs envers la monarchie n'ont cessé de se préciser. Sous Louis VII et sous Philippe-Auguste, il obéit passivement. L'abbé de Fleury, en 1146, sait qu'il n'est pas permis de résister au roi « *non esse fas ultra regi contradicere* » (3). Le chapitre de Reims, après avoir soulevé des doutes, admet, en 1207, que chaque fois qu'il en est requis, il doit fournir des subsides (4).

dotorum, t. IV, col. 215. — Conc. de Saumur (prov. de Tours), d'Achery, **Spicilegium**, ed. in-4°, t. X, col. 323-331. Les évêques bretons accordent une décime biennale. **Arch. Nat.**, J. 1035, n. 36, ss. Les monastères de la prov. de Bourges (J. 455, n. 31), l'abbaye de Marmoutiers (J. 746, n. 3), l'ordre de Cîteaux (Kervyn, **op. cit.**, p. 8) font la même concession.

(1) C'est l'expression du Concile d'Aurillac. Les prélats de la province de Tours et les moines de Cîteaux (Kervyn, p. 9) emploient des termes analogues.

(2) Cela est particulièrement remarquable en 1227 : nous l'avons montré à propos du rôle du clergé dans l'établissement des décimes.

(3) **Rec. des Hist.**, XIII, 95.

(4) En 1207 (Varin, **Arch. admin.**, I, 463), l'archevêque de Reims et plusieurs évêques témoignent que les chanoines de Reims ont reconnu « *quod quando submonitio fiet sicut solet fieri in regno Francie, per christianitatem, pro defensione corone et regni, facere tenentur sicut alia capitula Francie.* »

Au cours du XIII^e siècle, le clergé se préoccupe de justifier cette coutume. Il invoque d'abord l'idée de patronage. Le roi a fondé, doté les églises, à qui le droit naturel commande la générosité (1). Surtout, il défend les églises. Le sentiment d'une protection particulière attachée au diplôme fait place à une théorie de la protection universelle, qui entraîne des conséquences graves dans le domaine fiscal. Le clergé identifie de mieux en mieux ses intérêts avec ceux du royaume. La lettre de Guillaume le Maire à Philippe le Bel, après le concile de Saumur (1294) (2), la lettre de l'archevêque de Bourges à ses suffragants en 1295 (3), témoignent de cette élévation de la doctrine.

(1) Guil. Arvern., de moribus, c. 9. (*Opera*, Venise, 1591, p. 226) : « De his vero quæ regibus et principibus dantur, patronis ecclesiarum et fundatoribus et dotatoribus, et dicimus quia licet, dummodo ex hujusmodi donationibus non lædantur enormiter ecclesiæ; hi sunt usus pietatis, quoniam ex virtute gratitudinis etiam jure naturali debent hujusmodi hominibus, »

(2) Lib. Guil. Majoris, ed. C. Port, p. 320, s. *Littera gracie domino regi concessa in conc. Salmuriensi* (5-9 oct. 1294). Le clergé doit secourir le roi « ejusdemque necessitatibus non tantum oracionum suffragiis, sed etiam bonorum temporalium subsidiis, conditione temporis exigente, liberaliter subvenire. » Le royaume de France est le royaume de Dieu : « ... columpna et scutum Ecclesie, testamentum fidei, fons sapiencie..... » Les intérêts du royaume et des églises sont également menacés par les ennemis. « Necessitatem dicti regni..... et propter deffensionem et tuicionem regni, ecclesiarum et personarum ecclesiasticarum et bonorum earumdem..... » Guillaume, avec le consentement de son clergé offre une somme équivalente à une décime. Mais il spécifie bien que sa concession ne crée pas un précédent, que la levée sera faite par ses délégués, que seule interviendra la justice ecclésiastique. Ces clauses sont régulièrement insérées, dans tous les actes de concession d'un subside.

(3) Bib. Nat. Coll. Doat, t. XI, f^o 184. « ... Licet ad agri dominici machinam gubernandam divina providentia duo luminaria constituerit, videlicet auctoritatem pontificalem et regiam potestatem, tamen si providâ deliberatione pensemus unum alterius auxilio semper eget, nec decet quæ divinitus sunt conjuncta ab homine separari... » En conséquence, l'Eglise doit aider à la défense du royaume.

XXVI. — En 1294, il y a des hésitations sur les conditions de validité du don. Le concile de Saumur spécifie bien que sa concession ne présente qu'une analogie avec celles que les papes ont faites (1). Celui d'Aurillac souligne la nécessité de l'approbation du pape, sauf au cas où il y aurait urgence (2). Tous deux décident qu'ils suspendront leurs versements si un subside est exigé par le pape.

XXVII. — Le clergé réserve expressément son indépendance à l'égard du roi. En toute circonstance, il a revendiqué hautement le droit de consentir. En 1294 il dicte ses volontés, ses dispositions. Il règle la levée : elle sera faite exclusivement par ses soins, elle ne se prolongera pas au delà du temps des opérations militaires. Pendant cette période le roi n'exigera de l'Eglise aucune contribution. Le roi accepte les conditions (3) : une sorte de contrat a été passé.

XXVIII. -- En 1296-97, il sera renouvelé, avec l'approbation du pape (4); en 1299, le concile de Lyon accorde une décime biennale (5). Au début du XIV^e siècle,

(1) V. le passage cité plus haut du **Lib. Guil. Maj.**

(2) *Loc. cit.* « Salvo in his domini nostri summi Pontificis beneplacito voluntatis, nisi forte tanta et tam evidens Regni ejusdem immineret necessitas quod absque grandi ipsius periculo non posset voluntas ipsius domini summi Pontificis expectari... »

(3) **Bib. Nat. Coll. Doat**, t. XI, f^o 177. « Et profitemur quod prædicti prælati ex sola gratia et mera liberalitate prædictum subsidium nobis faciunt, et illud ab eisdem ex mera gratia recipimus..... »

(4) **Reg. Bon. VIII**, n. 1269, 1830, 1933, 2418. **Arch. Nat.**, J. 716, n. 3 bis et 3 ter. En outre concession des annates en 1297. **Reg. Bon. VIII**, n. 2367, 2889. G. de Nangis, éd. Géraud, p. 303; **Hist.**, XXI, 523; **Bib. Nat. ms lat.** 9783, f^o 29-49. — Dès 1295, des conciles provinciaux se sont réunis, probablement pour régler la levée de la décime biennale. **Bib. Nat. Coll. Doat**, t. XI, f^o 184, ss.

(5) **Arch. Nat.**, J. 716, n. 3 bis; **Rec. des Hist.**, XXI, 525; **Arch. admin. de Reims**, t. II, p. 46.

ces décimes octroyées par les conciles et par le pape pour les besoins du royaume se multiplient et s'enchevêtrent. L'avènement de Clément V ouvre une ère de concessions régulières et marque la transformation des décimes en ressource ordinaire du Trésor, ressource qui fut assurée aussi longtemps que la papauté eût son siège à Avignon (1).

XXIX. — Les modes de la contribution du clergé aux dépenses extraordinaires de l'Etat ont donc évolué sensiblement entre 1150 et 1300. Le roi a tenté sans succès de régulariser les levées, en instituant des impôts. Le pape a réussi dans la même entreprise. Lorsque son administration a été parfaitement organisée, elle a fonctionné au profit de la fiscalité royale. Et c'est sous la forme des décimes que jusqu'à la fin de l'Ancien Régime, le clergé fournira à l'Etat des subsides.

XXX. — Malgré le changement du but, l'organisation des décimes, développée par la papauté jusque vers le milieu du xiii^e siècle, n'a guère varié à partir de cette époque (2).

XXXI. — Nous ne connaissons l'assiette des premières décimes que par des renseignements généraux ou fragmentaires. Tous les *redditus et proventus* sont

(1) V. les ouvr. cités de Vuitry, de Boutaric, de Bourgain. Nous cherchons à établir dans notre second volume la chronologie assez contestée des débuts du xiv^e siècle.

(2) Il n'y a eu d'autre modification que la disparition des légats à la fin du siècle, les évêques prenant un rôle prépondérant. Nous étudierons dans notre second volume cette transformation qui n'est pas encore bien établie dans la période critique du règne de Philippe le Bel.

frappés (1). Clément IV a rédigé, pour régler d'avance les difficultés une déclaration que Grégoire X, Nicolas III, Martin IV, Honorius IV, Nicolas IV, Boniface VIII ont reproduite (2). Sont soumis à la décime : les revenus de tous les biens ecclésiastiques, fermages (3), produit des fours et moulins, revenus des sceaux des prélats, droits de justice (4), procurations (5), casuel, amendes imposées aux excommuniés, revenus constitués aux fabriques, distributions quotidiennes (6), revenu des coupes dans les bois et forêts, revenus moyens des pêcheries. On ne déduit que les frais de culture (labour, moisson, etc.), les cadeaux faits au clergé, le salaire des chapelains que le recteur d'une église paroissiale est tenu d'entretenir, les pitances des moines, les fruits qui servent à la subsistance des bénéficiers (7).

Le minimum imposable est ordinairement 15 livres

(1) Gottlob, *op. cit.*, p. 167, ss.

(2) **Reg. Greg. X**, n. 571 (23 oct. 1274). **Reg. Nic. III**, n. 194 (13 nov. 1278). Bulle de Martin IV (12 fev. 1284). **Coll. Doat**, t. XI, f° 105. **Reg. Nic. IV**, n. 991 (31 mai 1289). 1009 et 1178. **Reg. Bon. VIII**, n. 4131 (29 sept. 1301), 4397 (24 sept. 1301).

(3) Si, pour récompenser des services rendus, le bénéficié n'a exigé qu'un prix de location inférieur à la valeur normale de la concession, la décime est à la charge du concessionnaire.

(4) Déduction faite du salaire des juges, officiaux et agents subalternes.

(5) Si la procuration est payée en argent, l'évêque acquitte la décime. Si elle est payée en nature, la décime est à la charge du bénéficié.

(6) **Reg. Inn. IV**, n. 5155 (17 mars 1251). **Arch. Nat.**, J. 447, 52. **Reg. Clem. IV**, n. 627 (25 mai 1268), n. 1320 (13 janv. 1268). Une bulle du 31 mai ou 1^{er} juin 1268 (n. 1374) excepte les distributions quotidiennes. **Reg. Greg. X**, n. 520 (10 octobre 1274).

(7) Et non pas les dettes, les frais d'entretien des immeubles, le salaire du remplaçant d'un bénéficié astreint à la résidence.

parisis (1). Il s'agit du revenu total pour les clercs qui cumulent.

Outre les clercs qui partent pour la Terre Sainte, les hospices, hôtels. Dieu, léproseries, hôpitaux, les ordres mendiants et les ordres militaires sont régulièrement exemptés. Très souvent, la même faveur est accordée à Cîteaux, aux Prémontrés, aux Chartreux, à Cluny (2). En 1284 et en 1289, il n'y a guère d'exemption (3).

Des diocèses de l'Empire ont contribué à toutes les levées jusqu'en 1294 (4).

(1) En 1247 : **Reg. Inn. IV**, n. 4292; en 1263 : **Reg. Cl. IV**, n. 983; en 1284 : Bulle de Martin IV (**Coll. Doat**, t. XI, f° 105); en 1289 : **Reg. Nic. IV**, n. 613 et **Arch. Nat.**, J. 716, n. 2; en 1297 : Lettre de Simon, évêque de Paris (**Coll. Doat**, t. XI, f° 235).

(2) D'autres exemptions encore sont accordées : aux clercs adjoints aux Inquisiteurs dans de nombreux diocèses du Midi en 1248. Potth. II, 1073. Aux frères du Val des Ecoliers en 1247. **Hist. de Fr. XXI**, 536 G. Aux chapelains et clercs du roi en 1265. (Tardif. **Privil. accordés par le Saint Siège à la Cour de France**, p. 35). Cf. Gerbaux, p. 90, ss. De très nombreuses bulles ont pour objet ces exemptions. V. par ex. : **Reg. Inn. IV**, n. 2053, 2106, 3056, 3438, ss., 4292, 5131, 6423. **Reg. Urb. IV**, n. 1402. **Reg. Clem. IV**, n. 6, 36, 121, 840, 1489, 1589. **Reg. Greg. X**, n. 384, 399, 409, 449, 595, 630, 1042, s. **Reg. Nic. III**, n. 8, 456, etc. Ces exemptions provoquent des plaintes du clergé séculier, aux conc. de Bourges (1276) c. 15, cf. d'Avignon (1279). Labbe XI, **pars I**, col. 1017, 1061.

(3) En 1284, l'ordre de Cîteaux jusqu'alors exempté, paie 60,700 l. de petits tournois. **Hist. XXI**, 532. En 1289, tous les ordres sont soumis, cf. Mandement des exécuteurs de la décime à Jean Chocart, chanoine de Nevers le lundi avant la Nativité de la Vierge 1289. **Arch. Nat.**, J. 938, n. 24.

(4) Nous avons indiqué plus haut ceux qui contribuèrent en 1218. Louis IX perçoit le vingtième dans des diocèses étrangers. Cf. E. Berger. **Saint Louis et Innocent IV**, p. 185, ss. **Reg. Inn. IV**, n. 3057. En 1268, les diocèses de Metz, Toul, Verdun, Liège, contribuent. **Reg. Cl. IV**, n. 465 (5 mai 1267). **Arch. Nat.**, J. 450, n. 153, J. 452, n. 25, s. En 1274, Philippe III lève la sexennale dans des diocèses d'Empire, ce qui occasionne un conflit avec le Cte de Luxembourg. **Arch. Nat.**, J. 448, n° 98 ter; J. 699, n° 61. En 1283, barons et prélats demandent essentiellement que la décime soit concédée sur toutes les terres chrétiennes ou tout au moins, pendant quatre ans, dans les quatre diocèses ci-dessus nommés et en

XXXII. — Le pouvoir royal n'intervient en aucune manière dans la levée (1) qui est confiée à un légat (2) ou à des exécuteurs qui agissent de concert (3).

Ces agents du St Siège nomment deux collecteurs par diocèse ou commettent à des délégués le soin de les

mettre dans ceux de Cambrai, Vienne, Aix, Lyon, Besançon. Martin agréa cette demande, mais il retransche de la liste proposée le diocèse de Cambrai, Aix, Arles, déjà très chargée, et ajoute les provinces d'Embrun, et Tarentaise, Langlois, *op. cit.*, p. 146, ss. En 1289, la décime est levée dans les provinces de Besançon; Lyon, Vienne, Tarentaise, Embrun, dans les évêchés de Metz, Toul, Verdun, Liège, Cambrai. **Reg. Nic. IV**, n. 615 (25 sept. 1288).

(1) Philippe le Bel s'efforça d'imposer au clergé ses agents. En 1295, il fait lever simultanément par ses fonctionnaires le centième et la décime : « que toute la recepte à faire desoremes et des arrérages du temps passé, ils laissent faire par la main de nos gens.... » (Boutaric, *Notices et extraits de documents relatifs à Philippe le Bel*, p. 28). En 1305, G. de la Poterie et P. Desmonts, secrétaires du roi sont chargés de lever 1/5 des revenus ecclésiastiques. **Bib. Nat. Coll. Dupuy**, t. 156, f° 8. Cette tentative du pouvoir séculier échoua devant les résistances des membres les plus énergiques du clergé, malgré la docilité de la foule pusillanime. (V. à titre d'exemple, les incidents caractéristiques de Tréguier en 1296, dans C. de la Roncière, *Vie de St Yves*, p. 75, s.). Elle avait échoué en Angleterre, vers le milieu du xiii^e siècle. (M. Paris, 5. 324; **Chron.** de Joh. de Oxenedes dans la **Coll. du Maître des Rôles** 189).

(2) H. Zimmermann. *Die päpstliche Legation Zu Beginn des 13 Jahr. im Dienste der Kreuzpredigt, Inquisition u. Kollectorie.* (Kirchengeschichte Festgabe Anton de Waal, p. 103-119). Ces légats ont eu un grand rôle : en 1225, Blanche de Castille a été puissamment secondée par le légat Romain, cardinal-diacre du titre de Saint Ange. Cf. E. Berger. *Blanche de Castille*, p. 95. Eudes de Châteauroux fut très actif en 1247. Cf. E. Berger, *St Louis...*, p. 192. Simon, cardinal du titre de Ste Cécile se montra en 1264-65 (décime de Ch. d'Anjou) d'une grande dureté. Cf. E. Jordan, *Les origines...*, p. 538, ss. Jean, cardinal du titre de Ste Cécile, désigné le 12 février 1284. (**Bib. Nat., Coll. Doat**, XI, f° 105) a laissé moins de traces de son activité.

(3) Sauf sur un point : les évêques exécuteurs n'ont pas de pouvoir sur les exempts de leur province. Cf. Gerbaux, p. 122.

nommer (1). Des clercs sont presque toujours choisis (2). Les exempts ont des collecteurs particuliers (3). On désigne en général un abbé. Les collecteurs ont droit à un salaire honnête et modéré (4).

Les collecteurs prêtent serment de remplir intégralement leur mandat : « *exigere, colligere, recipere atque custodire decimam* » (5).

Leur premier acte est la publication des lettres pontificales (6). Puis, ils reçoivent les déclarations des

(1) Gerbaux, p. 113. En 1289, les exécuteurs chargent un chanoine du diocèse de Liège de désigner deux chanoines collecteurs dans les diocèses des provinces d'Auch et de Narbonne. **Arch. Nat.**, J. 938, n. 15 et un chanoine du diocèse de Nevers de nommer les collecteurs de la province de Besançon. **Arch. Nat.**, J. 938, n. 25. Ces agents ont vraisemblablement mandat d'organiser pratiquement la levée dans les diverses provinces. Les désignations faites par eux sont impératives : on ne peut décliner la charge qu'ils imposent sans encourir des peines canoniques. V. la lettre des collecteurs du diocèse de Lausanne à J. Chocart, chanoine de Nevers. **Arch. Nat.**, J. 938, n. 25. Qu'il y ait deux collecteurs par diocèse, cela résulte de l'examen des comptes (pr. 1247 : **Hist.** XXI, 533) et d'actes nombreux, dont plusieurs ont été relevés par M. Gerbaux. (Pièces justif. n° 6, 7, 12 et 16).

(2) Grégoire X exclut de cette fonction les clercs du roi. **Reg.** n. 525.

(3) Gerbaux, p. 115, s. Pour 1267 : **Arch. Nat.**, J. 938, n° 11. Pour 1276 : **Arch. Nat.** K. 34, n° 21 ter. Pour 1289 : **Arch. Nat.**, J. 938, n° 24. Les chanoines sont exclus. **Arch. Nat.**, J. 938, n. 15.

(4) Mandement du légat Jean à l'archev. de Rouen (25 nov. 1289). **Arch. Nat.**, J. 938, n. 13, les collecteurs de la décime de 1284, pour Ch. d'Anjou reçoivent 18 s. de petits tournois par jour. **Reg. Hon.** IV, n. 12. Ils sont parfois exempts de payer la décime. **Reg. Mart.** IV, n. 180.

(5) V. la formule dans **Reg. Hon.** IV, ed. Prou, n. 12. V. à titre d'exemple une lettre des collecteurs du dioc. de Lausanne en 1289. **Arch. Nat.**, J., 938, n. 25.

(6) **Arch. Nat.**, J., 938, n. 24 : instructions des exécuteurs, en 1289. — Innocent IV, en 1253, décide que les prélats doivent payer sans pouvoir exiger qu'on leur montre les lettres apostoliques. **Reg. Inn.**, n. 6067 : « Unde, cum difficile, immo quodam modo impossibile videatur predicte concessionis litteras singulis a quibus decima ipsa exigitur exhibere...., »

contribuables. Ceux-ci choisissent entre deux modes d'estimation : on s'en tiendra à leur revenu ordinaire, fixé une fois pour toutes, ou bien on appréciera le revenu réel de chaque année de perception. Ayant choisi, ils ne peuvent se rétracter. S'ils n'optent pas, le premier mode est de droit commun. En aucun cas, le clergé n'est autorisé à s'acquitter de la décime « selon sa conscience » (1).

Si l'on soupçonne quelque fraude dans la déclaration, une enquête aura lieu, avec le concours de l'évêque ou de son délégué et le coupable sera frappé d'une excommunication nominative. Les évêques et les abbés, par contre, sont à l'abri du contrôle : ils n'en-courent que l'excommunication générale qui sanctionne l'ordre du pape.

Les termes du paiement sont variables. On choisit de préférence Noël et la Saint-Jean (2). Il y a des retards considérables dans la levée. En 1284, on lève encore les arrérages de la décime de 1268 (3), en 1301 ceux de la décime de 1284 (4).

Les monnaies d'usage courant dans le lieu où sont

(1) **Arch. Nat.**, J., 580, n. 1 : les collecteurs du diocèse de Metz s'opposent à cette prétention du clergé (1289).

Nous ne savons si la déclaration des bénéficiers est écrite ou verbale. Alexandre IV exige des prélats anglais une déclaration écrite. Rymer, **Fœdera**, I, II, 18 (1256). En 1264, le légat fait évaluer les revenus, au lieu de s'en tenir à la déclaration des bénéficiers : d'où protestations. **Rec. des Hist.**, XXI, 770; Jordan, **Les origines...** 538.

(2) Notamment en 1263, en 1289. Nombreuses variations. Gerbaux, p. 124.

(3) **Hist.** XXI, 524, s.

(4) **Bib. Nat.**, ms lat. 9783. En 1285, la levée de sommes accordées à Louis IX donne encore lieu à des contestations. **Reg. Hon.** IV, n. 153, 154.

situés les biens taxés sont seules recevables et exigibles (1).

Les collecteurs remettent contre décharge les sommes recueillies et les reconnaissances d'arriérés aux agents et dans le lieu que désigne le pape ou le roi : au Temple (2), entre les mains du bailli ou de banquiers (3). Il arrive que plusieurs dépositaires soient nommés pour une même décime (4).

Le moyen ordinaire de contrainte, c'est la censure ecclésiastique. L'intervention du bras séculier a été admise dès le début du XIII^e siècle. Dans son mandement du 17 mai 1227, le légat donne pouvoir au roi de saisir les biens des chapitres récalcitrants (5). Il est bien entendu que cette intervention doit être demandée, provoquée par les agents pontificaux. Les Déclarations ne l'autorisent que dans le cas où il y a lieu de procéder selon le droit commun contre le rebelle qui méprise les censures ecclésiastiques (6). Innocent IV réprime éner-

(1) La décime de 1247 est payée en livres parisis, au diocèse d'Orléans, en livres tournois, au diocèse de Troyes, en deniers viennois, dijonnais petits, dijonnais neufs dans la partie du diocèse de Langres qui appartient à la Bourgogne; en deniers provençaux et parisis dans la partie qui appartient à l'Ile de France. **Hist.**, XXI, 532-540. — La règle relative aux monnaies est exprimée dans les Déclarations de décimes, et dans les **Clementines**, L. III, 8, de **decimis**, c. 2.

(2) L. Delisle, **Mémoire sur les opérations financières des Templiers**. (**Mém. de l'Acad. des Inscr. et Belles-Lettres** 1898. 2^e partie. p. 27, ss.; 40, ss.

(3) Jordan, de **mercatoribus**..., p. 70.

(4) En 1289, dans le diocèse de Coutances, une partie de la levée est remise au bailli, l'autre partie à des banquiers florentins. **Arch. Nat.**, J., 938, n. 39.

(5) D. Vaissète, **op. cit.**, VIII, 866.

(6) **Reg. Greg. X**, n. 571 (1274). « Nullus autem non solventium compellatur per secularis violentiam potestatis, nisi ipsius non solventis contumacia vel rebellio talis aut tanta fuerit quod merito contra ipsum, sicut fieret in aliis casibus seu negociis, propter

giquement les excès du bailli de Mâcon qui a saisi un château appartenant au monastère de Cluny pour défaut de paiement de la décime en 1251 et 1252 (1).

L'excommunication est prononcée par les exécuteurs de la décime qui peuvent déléguer leurs pouvoirs aux collecteurs pour éviter des frais (2).

XXXIII. — Nous ne connaissons point le rendement des premières décimes (3). Pour la levée de 1247, nous n'avons que des renseignements partiels, et pour la seule province de Sens (4). Les comptes de 1268, de 1274 comprennent des recettes diverses (5). Les comptes

ecclesiasticæ censuræ contemptum, invocari debeat auxilium brachii sæcularis. Innocent V donne pouvoir à son légat Simon de recourir au bras séculier. Bulle du 19 février 1276, *Arch. Nat.*, K. 34, n° 21 ter. Les agents de Philippe le Bel montrèrent beaucoup de zèle contre les récalcitrants, cf. *Gallia Christ.*, I, 12; *Olim.*, III, p. 156.

(1) *Reg. Innoc. IV*, n° 5597-5599 (28 mars 1252). Berger. *Blanche de Castille*, p. 409.

(2) Lettre des collecteurs du diocèse de Metz à P. de Beaumont, clerc du roi. *Arch. Nat.*, J. 580, n° 1 : « ... *Semper habuimus potestatem absolvendi ac etiam dispensandi. Et nimis difficile et sumptuosum esset pro quolibet absolutione, impetranda dictos executores adire...* » (25 mars 1291). Un mandement du légat Jean avait permis aux exécuteurs cette délégation. *Arch. Nat.*, J., 938, n. 14 (25 nov. 1289). Ils usèrent de cette permission (*ibid.*, n. 58 et supra). Gerbaux, 138. En 1250, les évêques sont autorisés à absoudre après satisfaction, ceux qui ont commis quelque fraude dans le paiement de la décime. *Reg. Inn. IV*, n. 4930, s. Clément IV ordonne de priver de leurs bénéfices ceux qui auront menti sur le chiffre de leurs revenus. *Reg. Cl. IV*, n. 983.

(3) Borrelli de Serres, *Recherches sur divers services publics du xiii^e au xve s.*, t. II, p. 461-475. Petit. *Essai de restitution des plus anciens Mémoires de la Chambre des Comptes de Paris*, Paris, 1899.

(4) *Hist. de Fr.*, XXI, 532.

(5) *Bib. Nat.* ms lat. 9069, f° 88, 227, 243. La moitié du produit de la première année de la sexennale doit être affectée à la garde de la Terre Sainte. (*Arch. Nat.*, J., 716, n. 1). Philippe dépensa ainsi 91.276 l. t. (*Arch. Nat.*, J, 446, n. 35).

du Trésor avec le receveur des sénéchaussées de Toulouse et Rouergue pour 1287-88 montrent d'étonnantes variations d'un exercice à l'autre (1). Pour la décime de 1289, nous avons des états détaillés (2). Wailly a refait le calcul et s'est arrêté au chiffre de 793.192 l. 15 c.9.d. net : 769.841 l. Ces chiffres acceptés par de nombreux auteurs(3) représentent en réalité des revenus d'origine diverse et non point toutes les contributions à la décime (4). Certaines provinces n'auraient contribué que pour un an et demi, ou pour un an. Des annotations constatent que de nombreux exempts ne se sont libérés que de la moitié de leur part; de grands monastères comme Cîteaux sont omis. Le renseignement le plus sûr que nous possédions c'est que Nicolas IV s'est réservé le quart de la triennale équivalant à 200.000 livres (5). La décime serait donc de 266.000 livres.

Un autre compte antérieur à l'érection de l'évêché de Pamiers porte une double évaluation (6). Il est très difficile à cause des variations dans les monnaies de

(1) J., 317, n. 49. Borrelli, p. 462, s.

(2) Petit, *op. cit.*, 334, 426.

(3) Boutaric, *op. cit.*, p. 296, propose 260.000 l.

(4) Borrelli, p. 464.

(5) *Reg. Nic. IV*, n. 615 (11 sept. 1288).

(6) Petit, 331. Boutaric a totalisé les deux évaluations : 238.373 l. et 237.163 l. Borrelli, p. 465, s., observe avec raison que la conversion des monnaies en tournois est un peu hasardeuse et que le compte, qu'il croit se rapporter à la double décime de 1294 peut être incomplet. Mais les arguments qu'il produit pour expliquer la modique contribution des ordres nous paraissent inadmissibles : ils ne sont pas moins intéressés que les clercs séculiers à la défense du royaume, l'appel de Cîteaux en 1296 ne prouve pas qu'ils sont généralement mal disposés à l'égard du roi, et le fait que les Templiers doivent fournir des secours au roi d'Angleterre, pour les terres placées sous son autorité n'exclut pas leur loyalisme et leur contribution pour la défense des domaines que Philippe conserve et protège.

proposer une conversion en livres des sommes ainsi réunies.

Les décimes accordées en 1296 et en 1297 par les conciles provinciaux ont permis au Trésor du Louvre d'encaisser de Noël 1298 à la Saint-Jean 1299 225.247 livres (1). Mais dans cette somme des arrérages sont compris, et le produit des annates.

On peut penser que vers la fin du XIII^e siècle le produit de la décime varie entre 200 et 300.000 livres de bonne monnaie, en comprenant la part des exempts (2).

XXXIV. — L'emploi du produit des décimes a été fixé au moment de la concession. Si l'objet est une croisade le pape exerce son droit de contrôle (3). Mais ses renseignements sont bien incomplets, ses réserves de pure forme et ses menaces vaines (4). Le roi utilise à

(1) Borrelli, 467.

(2) M. Gerbaux, p. 148-158, a comparé les revenus inscrits dans les Pouillés de Chartres, de Coutances et de Rouen avec le produit des décimes dans ces diocèses. La somme des revenus est de 20.732 livres, la décime de 1247 produit 14.667 livres pour 3 ans, soit 4.889 l. par an. Les non exempts paient pour la triennale de 1289 : 6567, 6575, 6524 livres. Le compte antérieur à 1307 (qui serait, d'après Borrelli, de 1294) porte : 6794, 6392 livres. La disproportion est aussi frappante pour les diocèses de Coutances et de Rouen. M. Gerbaux l'explique par l'accroissement des revenus ecclésiastiques. Mais le pouillé du diocèse de Chartres est de la deuxième moitié du XIII^e siècle. Or, en 1247, la décime est presque égale au quart des revenus inscrits dans ce pouillé. Il faut tenir compte, à notre sens, des lacunes des pouillés (145 paroisses manquent à celui de Chartres) et surtout des nombreux revenus accidentels ou irréguliers qui ne peuvent être évalués.

(3) Il y est d'autant plus intéressé qu'il s'est réservé parfois une part de la décime : 100.000 livres en 1284, 200.000 en 1289. *Rec. des Hist.*, XXI, 531, *Reg. Nic.* IV, n. 615.

(4) En 1283, Martin IV règle ses comptes avec Philippe III. Il paraît connaître fort mal le rendement des dernières levées. Il ne veut d'abord point ratifier l'emploi fait sans son consentement de

son gré l'argent recueilli : il est peu vraisemblable, d'ailleurs, qu'il en ait affecté une très grosse part à poursuivre d'autre buts que ceux qui lui ont été fixés(1). Lorsque la décime est accordée pour la défense du royaume, le roi a la libre disposition des sommes qui lui sont remises.

XXXV. — On comprend que le roi ne se soit pas souvent préoccupé de formuler des prétentions sur un patrimoine d'où il tire si aisément tous les secours dont il a besoin. Il se borne à montrer par des exemples frappants le rapport direct qui existe entre les subsides qu'il réclame et les services qu'il rend : les dons des églises sont une prime d'assurance ou un salaire (2). Des théories royales ne furent construites qu'au cours du Différend entre Philippe IV et Boniface VIII (3)

32.600 l. t. Il finit par céder. (Bulle du 21 oct. 1283. **Arch. Nat.**, J. 446, n. 35). En 1289, Nicolas IV réclame à Philippe le Bel l'argent de la décime s'il ne part pas pour la croisade. **Bull. Francesc.**, IV, 201, n. 375. Gerbaux, p. 62, s.

1) Les dépenses pour la 1^{re} croisade de St Louis ont été de 1.053.476 l. **Rec. des Hist.**, XXI, 515. Le produit des cinq décimes levées à partir de 1247 doit correspondre à peu près à cette somme. Mais les villes aussi ont fourni des subsides. Viollet, **Instit. polit.**, III, 443. Le roi a dépensé pour la guerre d'Aragon 1.228.751 l. **Rec. des Hist.**, XXI, 517. Cette somme, malgré une assertion ambiguë de R. Mignon est probablement inférieure au produit des 7 décimes, concédées en 1284 et 1289. — On ne sait pas bien ce qu'est devenu le produit du centième de 1263.

2) Scholz. **Die Publizistik Zur Zeit Philipps des Schönen und Bonifaz VIII (Kirchenrecht-Abh., H. 6-8)**. Stuttgart 1903. Sur les conceptions de l'autorité qui s'affrontèrent au cours de ces conflits, cf. Baudrillart, **Des idées qu'on se faisait au xiv^e siècle sur le droit d'intervention du Souverain pontife en matière politique**. (**Rev. d'hist. et littér. relig.** 1898, p. 191, ss.). Nous n'examinerons pas les théories générales, comme celles de G. de Rome, de P. Dubois, mais seulement les théories de l'impôt.

(3) G. Le Breton conte (éd. Delaborde I, 206), que l'église de Reims avait refusé des subsides à Philippe, parce qu'elle ne lui doit que

Dans la *Disputatio* (1), elles sont remarquablement opposées aux raisonnements ecclésiastiques et reposent sur les devoirs du roi et des clercs.

Le roi a pour mission de veiller au salut des vivants et des morts. Ses ancêtres ont laissé à l'Eglise, pour obtenir le repos éternel, des biens que les clercs distribuent à leurs proches ou dépensent pour leurs plaisirs au lieu de les employer au soulagement des pauvres et à leur subsistance. De même qu'il y a lieu à commise lorsque le vassal ne remplit pas ses obligations, de même le roi peut enlever au clerc négligent son bénéfice. Il ne fait qu'exécuter la volonté des donateurs en appliquant leurs offrandes à la défense des églises et du peuple chrétien : il n'est pas de plus pieux usage.

Telle est, en outre, sa fonction : assurer par tous les moyens la prospérité de l'Etat. Or, il n'est pas tenu de conduire à ses frais les affaires publiques. Ceux qu'il protège doivent l'aider. Il peut exiger d'eux des contributions extraordinaires qui sont aussi légitimes que le cens annuel. Si quelques-uns ont joui d'une exemption de charges, cette faveur ancienne leur crée, dans les besoins urgents, des obligations plus pressantes. Tout privilège est révocable et les libertés qu'ils invoquent sont subordonnées aux conditions du salut public. Les clercs ne sont-ils pas intéressés à la paix ? Si l'ennemi envahit le territoire, ne souffriront-ils pas du pillage et de la dévastation ?

ses oraisons. Les comtes de Rethel et de Coucy ayant ravagé les domaines de cette église, Philippe se borne à les prier de se tenir tranquilles. Le clergé finance, le roi prend alors les armes. Ce récit montre le caractère à la fois volontaire et nécessaire du don, et qu'il correspond à la protection effective.

(1) G. Ockam, *Disputatio super potestate praelatis ecclesiæ atque principibus terrarum commissa*. (Goldast, t. I, p. 13-18). Cet ouvrage a été traduit presque mot pour mot par le *Songe du Verger*. Cf. C. Müller, *Ueber das Somnium Viridarii*, Tubingue, 1877.

Les clercs, enfin, ne sont-ils pas membres de l'Etat comme les laïques? L'objet de la pseudo-réponse du roi à la bulle *Clericis* est d'établir que Jésus-Christ ne les a même pas distingués des fidèles dans son Eglise(1). Les privilèges que le pape leur a donnés ne peuvent entraver le gouvernement de l'Etat et le droit naturel interdit d'empêcher ceux que le roi protège de secourir leur défenseur.

Philippe le Bel, dans une très intéressante lettre à l'archevêque de Tours (oct. 1305) reprend l'apologue du corps et des membres (2). Il reconnaît que les biens ecclésiastiques ne doivent être imposés qu'au cas de nécessité : mais dans ce cas, nulle excuse n'est admise et le roi contraint ceux qui ne veulent pas payer spontanément ce qu'ils ont promis.

Tels sont les arguments tous fondés sur le principe de la souveraineté générale (3) du roi qui ont été présentés en vue de soumettre le patrimoine ecclésiastique à l'impôt.

(1) Dupuy, *Preuves du Différend*, p. 20.

(2) *Bib. Nat. Cinq Cents*, t. 184, f° 27, ss., *Arch. Nat.*, J., 350, n. 5:
« ... Cum autem ut contingit pluries regni defensio, disciplinaque pacis ipsius, sine personarum ecclesiasticorum laboribus et expensis contra temporales incursus commode potest compleri, tunc nempe decet personas ecclesiasticas divinis insistentes vigiliis, res ecclesiarum et suas divinis ac pauperum deputatas obsequiis, liberas a tali fatigatione servari, verum ubi tam grandis imminet necessitas quod sine personarum ecclesiasticarum et rerum ipsarum auxilio defensio talis commode non valet procedere, quo minus omnium vires simul unitæ pro defensione memorata conveniunt, tunc omnes sine delictu tenentur ad talem defensionem assurgere, nec excusationem quisquam potest tali casu præterdere. »

(3) Les légistes étendent parfois la notion de suzeraineté du roi. Boniface VIII proteste contre cet abus; il reconnaît d'ailleurs que les églises sont, à raison de leurs fiefs, soumises à toutes les obligations du droit féodal. Bulles *Romana Mater* (28 fév. 1297) et *Ausculda* (5 déc. 1301). *Reg. Bon. VIII*, n. 2333 et 4424. Tosti, *Storia di Bonifazio VIII*....., t. II, p. 127.

XXXVI. — Cette théorie royale s'appuie sur de nombreux principes admis par l'Eglise : elle reconnaît la destination pieuse, le caractère sacré des biens ecclésiastiques et se garde des excès où tomberont P. Dubois (1) et Marsile de Padoue (2). Que les clercs doivent se contenter des aliments nécessaires à leur vie, aider le prince dans des guerres dont l'enjeu est l'existence de l'Etat et la sécurité de tous les fonds, consacrer leurs richesses matérielles au salut des temples spirituels que sont les âmes : des textes canoniques (3) et des lettres pontificales (4) l'ont établi avec force, et nul n'a contesté leurs maximes.

Mais le droit canonique ne reconnaît au roi aucun pouvoir sur l'Eglise. Il lui interdit de s'ingérer dans l'administration de ses biens : ceux qu'il a donnés sont devenus saints : le contrôle de leur emploi appartient à l'évêque et au pape ; les privilèges dont il les a munis sont immuables. Et les clercs ne sont pas membres de l'Etat comme les laïques : ils sont membres d'un corps indépendant de l'Etat, qui poursuit des fins spirituelles.

Les théories séculières, d'accord avec les théories canoniques sur la nature des biens ecclésiastiques,

(1) P. Dubois, *de recuperatione*, ed. Langlois. Dubois voudrait que le clergé fût dépouillé de tous ses biens, p. 14; 30; 40, ss ; 57; 123, ss. Cf. E. Renan. *Un publiciste du temps de Philippe le Bel*. (*Revue des Deux-Mondes*, fév. 1871, et *Etudes sur la polit. relig. de Philippe le Bel*).

(2) O. Gierke, *Les théories politiques du Moyen-Age*, trad. de Pange, p. 266, note 326.

(3) Le chevalier, dans la *Disputatio*, recueille les textes des Ecritures relatifs au salaire dû à celui qui travaille pour autrui, invoque l'exemple de Jésus-Christ, qui paya le tribut, rappelle la destination des biens ecclésiastiques, et que les âmes sont plus précieuses que les corps. (*Decr. grat. c. aurum*).

(4) *Reg. Inn. III*, L. XII, ép. 86, P. L., t. 216, col. 97. *Reg. Cl. IV*, n. 595.

aboutissent à livrer l'immunité et la propriété même de ces biens à l'arbitraire du roi.

Y a-t-il là une conception générale ou des hardiesses particulières au temps de Philippe le Bel? Admettre que les Capétiens ont eu avant le ^{xv}^e siècle une théorie précise et constante de leurs droits sur le patrimoine de l'Eglise, c'est procéder par anticipation dans l'examen des doctrines de droit public. A la vérité, jusqu'aux constructions savantes du gallicanisme, la monarchie française est peu soucieuse de principes. Elle se réserve la garde des églises et des privilèges dont elle les a gratifiées. Par ailleurs, elle est préoccupée d'assurer sa vie. Les théories suivent les événements, elles justifient les nécessités politiques.

Et il ne faut pas s'en tenir aux formules, mais considérer le but où elles tendent. Que se propose Philippe le Bel? De refuser au pape la disposition absolue du patrimoine ecclésiastique : il n'y peut réussir qu'en élevant des prétentions identiques à celles de Boniface; de s'assurer des subsides même quand Rome résistera : cela suppose des obligations impératives du clergé et la possibilité de la contrainte séculière. La querelle apaisée, les anciennes formes renaîtront; le roi demandera au pape des décimes. Obtenir des deniers, tantôt par la douceur, tantôt par la violence, selon les opportunités : telle a été la politique constante de la monarchie française.

XXXVII. — C'est donc à la pratique qu'il faut se rapporter pour juger la conception capétienne de l'immunité réelle.

Si l'on met en parallèle la condition des biens ecclésiastiques au ^{xiii}^e siècle et les règles canoniques sur les *munera extraordinaria*, on peut observer une assez

exacte concordance. Les églises sont exemptes des contributions extraordinaires. L'un des arguments du chevalier, dans la *Disputatio*, pour justifier leur imposition, est précisément leur très ancienne liberté et Philippe le Bel admet dans sa lettre à l'archevêque de Tours (1303) que l'on s'est passé du concours de l'Eglise aussi longtemps qu'il n'a pas été nécessaire.

C'est donc sans contrainte du pouvoir royal que l'Eglise a accordé ses nombreux subsides. Le plus souvent, l'ordre est venu de Rome de faire la levée, si bien que le clergé pendant tout le XIII^e siècle, a considéré que l'immunité était violée par le pape et ses légats. Lorsque des décimes ont été levées en vue de la croisade, il n'y a pas eu consentement mais commandement pontifical.

Pour le clergé l'immunité réelle consiste dans la liberté d'accorder et de lever les subsides. Il insiste beaucoup sur ces deux points toutes les fois qu'il s'assemble (1). Le roi évite de le blesser et quand il se passe

(1) En 1227, les chapitres déclarent qu'ils ont payé « de pura liberalitate... non quidem nomine decime, sed obtentu subsidii... » *Reg. Greg. IX*, n. 134. Le conc. de Paris en 1263 est catégorique : « ... Concessum est a prælatis et suis subditis, ex ipsorum prælatorum mera gratia, non ex vi litteræ super subventionem Sanctæ Terræ a domino papa impetrata, non aliqua coactione, sed sponte quod... » Labbe, XI, pars I, col. 825. Les conciles provinciaux de 1294 sont très explicites. Celui de Saumur n'accorde pas une décime mais « tantam pecunie summam, quantam a nobis et aliis personis ecclesiasticis predictis, nomine decime, pro tempore quo decimam habebat, ex concessione Sancte Romane ecclesie, deductis sumptibus, percipere consuevit. » *Lib. Guil. Maj.*, p. 321. Comme celui d'Aurillac, il précise que le pouvoir séculier n'interviendra à aucun moment. L'exemple du clergé de Reims montre avec quel soin les libertés fiscales sont défendues par les clercs, V. notamment *Arch. adm.*, t. I, p. 223. (*Jusjurandum archiepiscoporum remensis continens summam privilegiorum canonicorum cathedralis ecclesiæ remensis*) et *Arch. législ.*, 1^{re} partie, p. 297. (*Littera de societate contracta inter clericos pro conservacione ecclesiastice libertatis*).

du pape, il donne libéralement à ses clercs l'illusion qu'ils ont spontanément accordé des subsides (1). Sauf en 1295 et en 1305, il laisse agir les collecteurs ecclésiastiques.

La politique de la royauté a consisté à se servir du St Siège pour obtenir commodément des subsides du clergé. Celui-ci a manifesté son impatience au pape ou au légat — et s'est toujours soumis au roi. Le résultat positif, c'est que peu à peu le clergé s'habitue à donner ordinairement et sous une forme minutieusement réglée ce qu'il donnait jadis par accident et sans détermination commune. Les renversements d'alliance que l'on a observés dans d'autres pays (2) ne se produisent pas en France. Après la crise de 1296-1301 le pape et le roi continuent de s'entendre pour tirer parti des revenus ecclésiastiques, le clergé continue de se plaindre et de remplir les caisses de ses deux maîtres.

La régularisation des dons : tel est le résultat essentiel du siècle. Elle met le clergé à l'abri des spoliations et de l'arbitraire du fisc, par la procédure qu'elle crée. Elle assure au roi, d'autre part, les plus importantes des ressources de son Trésor : les privilèges du clergé ne l'empêchent pas d'être le grand économiste de la Monarchie. Enfin, l'organisation minutieuse des décimes fournit un exemple au pouvoir séculier et contribue à préparer la renaissance de l'impôt.

Ces heureux résultats, le roi les a acquis en acceptant avec sagesse le développement de l'autorité de

(1) Philippe le Bel, en particulier, s'est toujours appliqué à s'assurer l'appui de son clergé. Mais sa lettre déjà citée à l'archevêque de Tours montre ce qu'il entend par un consentement spontané : ce n'est en vérité qu'une soumission active.

(2) L. Dehio, **Innocenz IV und England. Ein Beitrag Zur Kirchengeschichte des 13 Jahrhunderts.** Berlin-Leipzig, 1914.

Rome. Il a laissé agir les collecteurs pontificaux, sachant qu'ils travaillaient pour lui et que l'exploitation rationnelle des ressources ecclésiastiques lui procurerait les mêmes avantages qu'une administration qu'il aurait créée, en lui épargnant toute difficulté avec un clergé fidèle sans doute mais qui, au début du XIII^e siècle, n'est pas accoutumé à la servitude fiscale.

L'autorité exclusive du pape a soumis le clergé à l'impôt. Le roi continuera de regarder comme très pratique l'alliance avec Rome. Le consentement pontifical restera pour lui un utile moyen coercitif, comme son omission sera pour le clergé une exception dilatoire.

Quand le clergé montre une docilité parfaite, le roi invoque les bulles de Boniface sur le cas de nécessité. Il s'adressera à Rome pour obtenir commodément des subsides, jusqu'au jour où la carence de la papauté, la puissance de la couronne et la docilité des évêques lui permettront de s'adresser directement aux synodes diocésains, aux conciles provinciaux, aux Assemblées du clergé, de traiter avec un état parfaitement dévoué aux intérêts de la monarchie, dont toute la prérogative sera d'administrer ses subsides et d'accepter selon des rites constitutionnels la volonté du roi.

Vu :

Le Doyen,

F. LARNAUDE.

Vu par le Président de la thèse,

Paris, 27 Mai 1920,

E. CHÉNON.

Vu et permis d'imprimer :

Pour le Recteur de l'Académie de Paris,

P. FACQ.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
INTRODUCTION	5
CHAPITRE PREMIER. — Les origines des privilèges fiscaux des biens ecclésiastiques et du principe canonique de l'immunité réelle. (Des premiers temps de l'Eglise au milieu du xii ^e siècle.....	15
CHAPITRE II. — La formation de la législation canonique, depuis le III ^e Concile de Latran (1179) jusqu'à la publication des Clémentines (1313)	57
CHAPITRE III. — La théorie de l'immunité réelle, dans l'œuvre des décrétistes et des décrétalistes jusqu'au début du xiv ^e siècle.....	84
CHAPITRE IV. — L'application des règles de l'im- munité réelle et la contribution du patrimoine ecclésiastique aux charges de la monarchie française au xiii ^e siècle..	109

Ce livre devait comprendre en outre les chapitres suivants, qui formeront notre second volume :

CHAPITRE V. — Le développement de la théorie canonique jusqu'au concile de Trente.

CHAPITRE VI. — La théorie définitive des droits du roi sur le patrimoine de l'Eglise et des libertés ecclésiastiques.

CHAPITRE VII. — Les charges ordinaires et les obligations de l'Eglise sous les Valois.

CHAPITRE VIII. — L'évolution du droit des décimes depuis l'avènement de Louis X jusqu'au Contrat de Poissy.

CHAPITRE IX. — Vue générale sur la contribution de l'Eglise aux charges publiques dans les divers Etats de la chrétienté du XIII^e au XVI^e siècle. Comparaison avec la pratique française.

CHAPITRE X. — La destinée de la théorie canonique de l'immunité réelle et des privilèges fiscaux de l'Eglise après le concile de Trente.
